

**D'Istanbul 1996
à Venise 2002**

*la revitalisation socialement durable
des quartiers historiques :
Paroles d'architectes*

**From Istanbul 1996
to Venice 2002**

*Socially sustainable revitalization
of historical districts:
Architects speak out*

55

*Établissements humains
et environnement socio-culturel*



Sommaire

| | |
|------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 5 | Introduction |
| 9 | I. Rénovation des centre-villes, Istanbul, juin 1996 |
| 10 | Contexte et présentation générale du Colloque |
| 14 | L'« Atelier de construction » de Renzo Piano par <i>Giorgio Bianchi</i> |
| 18 | Le Prix Aga Khan d'architecture islamique par <i>Suha Özkan</i> |
| 26 | Le développement urbain au Maghreb et dans le monde arabe par <i>Saïd Mouline</i> |
| 34 | Les centre-villes en Amérique latine par <i>Sylvio Mutal</i> |
| 46 | Conclusion |
| 48 | Résumé du débat |
| 57 | II. Réhabilitation éthique et durable des centres historiques, Venise, décembre 2002 |
| 58 | Contexte et problématique de la Table Ronde |
| 62 | Présentation du sujet par <i>Alain-Charles Perrot</i> |
| 64 | Revitalisation, culture et éthique de l'espace par <i>Vassilis Sgoutas</i> |
| 68 | La Rochelle et la médina de Saïda par <i>Max Boisrobert</i> |
| 75 | Extrait du débat |
| 76 | Cuba, humanité et patrimoine par <i>Xavier Casanovas</i> |
| 85 | Extrait du débat |
| 86 | Patrimoine et urbanité au service de la revitalisation de la cité par <i>Saïd Mouline</i> |
| 94 | Un atelier de quartier à Otrante par <i>Wolf Tochtermann</i> |
| 98 | Résumé du débat |
| 99 | Extraits du débat |
| 106 | Conclusion par <i>Brigitte Colin</i> |
| | Annexes |
| 112 | La Charte d'Athènes pour la Restauration des Monuments Historiques |
| 116 | Charte Internationale sur la Conservation et la Restauration des Monuments et des Sites, Venise, 1964 |
| 119 | Charte internationale pour la sauvegarde des villes historiques, Washington, 1987 |
| 122 | Déclaration d'Istanbul sur les établissements humains |
| 127 | Bibliographie |

Texte intégral disponible à l'adresse suivante : www.unesco.org/shs

Contents

| | |
|------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 7 | Introduction |
| 9 | I. Renewal of Inner City Areas, Istanbul, June 1996 |
| 12 | Context and issues discussed at the Colloquium |
| 15 | Renzo Piano Building Workshop, <i>Giorgio Bianchi</i> |
| 19 | The Aga Khan Islamic Architecture Award, <i>Suha Özkan</i> |
| 27 | Urban Development in the Maghreb and the Arab World, <i>Saïd Mouline</i> |
| 35 | Inner cities in Latin America, <i>Sylvio Mutal</i> |
| 47 | Conclusion |
| 49 | Debate summary |
| 50 | Debate extracts |
| 57 | II. Ethical and sustainable rehabilitation of historical city centres, Venice, December 2002 |
| 60 | Context and issues discussed at the Round Table |
| 63 | Introduction, <i>Alain-Charles Perrot</i> |
| 65 | Revitalization, culture and spatial ethics, <i>Vassilis Sgoutas</i> |
| 69 | La Rochelle and the Saïda medina, <i>Max Boisrobert</i> |
| 77 | Cuba, humanity and heritage, <i>Xavier Casanovas</i> |
| 87 | Heritage and urban life serving to revitalize the city, <i>Saïd Mouline</i> |
| 95 | A local workshop in Otrante, <i>Wolf Tochtermann</i> |
| 98 | Debate summary |
| 109 | Conclusion, <i>Brigitte Colin</i> |
| | Annexes: |
| 112 | The Athens Charter |
| 116 | International Charter for the Conservation and Restoration of Monuments and Sites, Venice, 1964 |
| 119 | Charter for the Conservation of Historic Towns and Urban Areas, Washington 1987 |
| 122 | Istanbul Declaration on Human Settlements |
| 127 | Bibliography |

The publication is available at: www.unesco.org/shs

Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UNESCO. Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant à leurs frontières ou limites.

Published in 2004
by the United Nations Educational,
Scientific and Cultural Organization
7, place de Fontenoy, 75352 PARIS 07 SP

Composed and printed
in the workshops of UNESCO

© UNESCO 2004

Printed in France

SHS-2004/WS/13 cld 15803

Introduction

L'intérêt du Secteur des Sciences Sociales et Humaines de l'UNESCO pour le thème de la revitalisation socialement durable des quartiers historiques a été concrétisé lors de la deuxième conférence des Nations Unies sur les Etablissements Humains, Habitat II, en 1996 à Istanbul : une exposition « Renewal of Inner City Areas » et le catalogue de cette exposition s'étaient attachés à montrer l'évolution subie par les centres historiques. Dans les dernières années, certaines villes ont perdu leur dynamisme et leur rôle de leadership. Des problèmes de pauvreté et d'exclusion se sont concentrés au cœur des villes. Si les centres urbains retrouvent leur rôle culturel et social, ils redeviendront les lieux privilégiés de la ville solidaire et citoyenne.

Au cours d'Habitat II, en juin 1996, une table ronde avait été organisée par l'UNESCO sur cette question. Des architectes ayant fait l'expérience des conséquences des projets urbains sur le tissu social des quartiers historiques s'étaient exprimés lors d'un débat animé par Wolf Tochtermann, ancien directeur de la Division de la Population et des Habitats de l'UNESCO :

- ❏ Giorgio Bianchi, assistant de Renzo Piano,
- ❏ Suha Ozkan, Directeur du prix Aga Khan d'architecture islamique,
- ❏ Saïd Mouline, Directeur de l'architec-

ture au Ministère marocain de l'habitat et de l'aménagement urbain,

- ❏ Sylvio Mutal, ancien Directeur du PNUD et de l'UNESCO pour les projets de sauvegarde des villes historiques en Amérique latine et aux Caraïbes.

Le travail de restitution de cette table ronde a été synthétisé et couplé avec le travail de réflexion réalisé lors d'une table ronde organisée à Venise en décembre 2002, à l'occasion de la remise du prix UNESCO d'Architecture sur le thème de la revitalisation durable des friches urbaines. Le cas d'étude de la gare de Berlin a soulevé la question suivante : l'architecture est-elle une ressource pour la revitalisation des friches urbaines ?

À cette occasion, plusieurs experts ont accepté de relancer le débat, six ans après Habitat II :

- ❏ Alain-Charles Perrot, architecte en chef et inspecteur général des monuments historiques,
- ❏ Vassilis Sgoutas, ancien président de l'Union Internationale des Architectes (UIA),
- ❏ Max Boisrobert, architecte des monuments historiques de la ville de La Rochelle,
- ❏ Xavier Casanovas, Directeur du Collège des architectes techniques de Barcelone,
- ❏ Saïd Mouline, Directeur de l'Architec-

ture au Ministère marocain de l'habitat et de l'aménagement urbain,

❏ Wolf Tochtermann, Directeur des Concours internationaux d'architecture à l'UIA.

À Venise, le débat a été focalisé sur les questions d'urbanité ainsi que sur les questions de conservation et de préservation du patrimoine urbain, sur les questions d'éducation, notamment des enfants, à l'architecture et à la valeur patrimoniale de leur quartier. Le débat a révélé l'importance des questions de juridiction, de propriété foncière, de spéculation immobilière, de gentrification et d'évictions des populations les plus pauvres. Ces transformations sociales sont induites par des opérations de spéculation et de rénovation urbaine contribuant à lancer les villes vers la compétitivité économique souvent fondée sur la monoculture du tourisme, entraînant la fermeture des commerces et des activités de la vie quotidienne et souvent le départ des populations vers des quartiers périphériques.

La question de la généralisation de la gentrification recouvre diverses dimensions : le nouveau rôle de l'État, la pénétration du capital financier, les changements de niveaux de l'opposition politique, la dispersion géographique et la généralisation de la gentrification sectorielle. Une nouvelle combinaison de pouvoirs et de pratiques s'est mise en place avec l'ambition beaucoup plus manifeste de GENTRIFIER la ville. Cette gentrification complexe lie le marché financier mondial aux promoteurs immobiliers, commerces locaux et agents immobiliers, boutiques de marque, tous incités par les pouvoirs locaux pour lesquels les retombées sociales sont désormais plus assurées par le marché que par leur propre réglementation : la logique de marché, et non plus les financements des services sociaux, est le nouveau *modus operandi* des politiques publiques. Les projets immobiliers deviennent la pièce centrale de l'économie productive de la ville, justifiée par l'apport d'emplois, de taxes, de tourisme et la construction de grands complexes culturels.

Introduction

The Sector for Social and Human Sciences was able to show its interest in the subject of sustainable social revitalization of historical districts at the second United Nations Conference on Human Settlements – Habitat II, held in Istanbul in 1996. The exhibition and its catalogue, entitled “Renewal of Inner City Areas” displayed the consequences of developments in historical city centres. In recent years, some cities have lost their dynamism as well as their leadership role. There is a concentration of poverty and exclusion in city centres. If urban centres regain their cultural and social role, then they will once again be special places where the city means unity and citizenship.

During Habitat II, in June 1996, a Round Table on this issue was organized by UNESCO. Architects with experience of the results of urban projects on social transformation of historical districts spoke during a debate led by Wolf Tochtermann, former Director of UNESCO’s Division of Population and Human Settlements:

- ❖ Giorgio Bianchi, Assistant to Renzo Piano,
- ❖ Suha Ozkan, Director of the Aga Khan Prize for Islamic Architecture,
- ❖ Saïd Mouline, Director of Architecture, Moroccan Ministry for Housing and Urban Planning,

- ❖ Sylvio Mutal, former UNDP and UNESCO Director for conservation projects of historical cities, in Latin America and the Caribbean.

A summary of the discussions of this Round Table follows, together with a summary of the Round Table organized in Venice in December 2002 on the occasion of the award of the UNESCO Prize for Architecture. The subject of the second Round Table was “Sustainable Revitalization of Urban Wasteland”. The Berlin railway station case study gave rise to the following question: Is architecture a resource for revitalization of urban wasteland?

Six years after Habitat II, the following experts took up the invitation to relaunch the debate:

- ❖ Alain Charles Perrot, Chief Architect and Inspector General of Historical Monuments,
- ❖ Vassilis Sgoutas, former President, International Union of Architects (IUA),
- ❖ Max Boisrobert, Architect for Historical Monuments of La Rochelle,
- ❖ Xavier Casanovas, Director of the Barcelona College of Technical Architects,
- ❖ Saïd Mouline, Director of Architecture, Moroccan Ministry for Housing and Urban Planning,
- ❖ Wolf Tochtermann, Director, Inter-

national Competitions Commission,
International Union of Architects (UIA).

In Venice, the debate centred on urban issues as well as on the protection of urban heritage; on education issues, particularly concerning children; and the architecture and heritage value of their districts. The debate also touched on issues of jurisdiction, real estate, property speculation, gentrification and evictions of the poorest sections of society. Property speculation combined with urban renovation bring about these social transformations thus contributing to push cities towards financial competitiveness often based on a tourist monoculture, entailing the closure of businesses, putting an end to former inhabitants' general day-to-day activities, and therefore hastening their departure for outlying districts.

The generalization of gentrification presents different dimensions that can be

understood in terms of five interlinked characteristics: the new role of the State, the insertion of capital, changes in the level of political opposition, geographical dispersal and generalization of gentrification by sector. A new combination of powers and practices came into being with the far more obvious aim of GENTRIFYING the city. This complex gentrification links the global economy to property developers, local businesses, estate agents, designer shops – all encouraged by the local authorities for whom the social consequences are nowadays more assured by the economy than by their own rules: it is the logic of the economy, and not of financing the social services any more, that is the new *modus operandi* of public policies. Building projects become the centrepiece of the city's economy, justified by job creation, taxes, tourism and the building of large cultural complexes.

Istanbul, juin 1996

I. Rénovation des centre-villes

I. Renewal of Inner City Areas

Istanbul, June 1996

Contexte et présentation générale du Colloque

À l'occasion du Sommet des Nations Unies sur les Etablissements Humains, Habitat II, qui s'est tenu à Istanbul en juin 1996, la Section des Sciences Sociales et Humaines de l'UNESCO a réuni plusieurs experts autour du thème : la « Rénovation des centre-villes ».

Les transformations politiques, économiques, sociales et psychologiques, sans oublier les guerres et les catastrophes naturelles, ont ensemble contribué à déstructurer la vie urbaine traditionnelle, engendrant des problèmes profonds pour les espaces urbains et leurs habitants. Certaines villes meurent, d'autres sont des centres de la finance et des services, très animés le jour et désertés la nuit, et d'autres encore ont l'allure de musées, massivement fréquentés par les touristes alors que les habitants autochtones et les activités traditionnelles ont quitté les lieux. Dans les centres urbains qui ont été touchés par la guerre ou un désastre naturel, ce qui survit est trop souvent démolé par un redéveloppement hâtif et fondé sur la spéculation. L'architecture traditionnelle est, dans certaines villes, dénaturée, ignorée ou détruite. Si par chance, elle a été ailleurs mise en valeur par un plan d'urbanisme cohérent dans lequel les quartiers de bureau, les logements, les infrastructures routières, les espaces de loisirs, les parcs et les espaces verts sont distribués harmonieusement. Alors que les villes sont devenues des lieux où les expressions

culturelles sont variées et les transformations sociales rapides, les décideurs des politiques publiques urbaines ont pour responsabilité de maîtriser et d'accompagner ces changements.

Le thème du Colloque s'est penché sur le problème de la réutilisation des centre-villes : la question de leur revitalisation, question devenue cruciale et récurrente dans les Conférences Internationales sur les établissements humains. De nombreux facteurs ont contribué à dégrader et déstructurer les centre-villes :

- ❖ des facteurs économiques d'une part, liés aux changements des modes de production et de commerce : le vieux port de Londres, qui a perdu sa vocation initiale, a ensuite été réhabilité. Il illustre comment un site peut réussir sa mutation, après des décennies ou même des siècles d'inactivité, et se transformer de manière compétitive ;
- ❖ l'évolution des structures sociales et des modes de vie contribue d'autre part à transformer les centre-villes. Les tissus sociaux et bâtis sont indissociables ;
- ❖ les raisons d'ordre psychologiques influencent également la perception des centres anciens par les populations : très souvent, une ville traditionnelle est abandonnée au profit de la logique de modernisation. Une conception

faussée de la modernité ou du développement peut amener à considérer la ville traditionnelle comme synonyme de sous-développement. Même si cette conception est aujourd'hui dépassée, elle est toujours la cause de détériorations rapides et étendues ;

- ❏ les facteurs politiques, tel un changement de gouvernement ou une modification des priorités des municipalités, jouent aussi un rôle important. Malheureusement, ce sont parfois les planificateurs eux-mêmes qui sont les auteurs des destructions. Bucarest est un exemple parmi d'autres. Il faut garder à l'esprit que la planification ne suit pas toujours les bonnes pratiques ;

- ❏ enfin, les guerres et les désastres naturels contribuent évidemment à la destruction des villes. Dans le cas de Beyrouth, l'UNESCO a soutenu les efforts de la municipalité pour préserver les vestiges de la ville antique mis à jour après les destructions de la guerre, de 1992 à 1996.

Dans tous les cas, les facteurs qui ont engendré des transformations sociales et physiques dans les quartiers centraux des villes, ont rarement été pris en compte dans les projets de rénovation urbaine : à l'évidence, une meilleure connaissance de ces problèmes socio-économiques aurait permis de mieux sélectionner les projets urbains pour les centres-villes.

Context and issues discussed at the Colloquium

On the occasion of the Second United Nations Conference on Human Settlements, Habitat II, held in Istanbul, Turkey, from 3 to 14 June 1996, the UNESCO Division of Social Sciences, Research and Politics was entrusted with the preparation of the colloquium: "Renewal of Inner City Areas". The Human Habitat Unit and the above Division invited five experts to present their experiences on the "Renewal of Inner City Areas".

The traditions of most societies today have been profoundly disturbed. Economic, social, psychological and political transformations, not forgetting wars and natural disasters, have all contributed to the dismantling of traditional urban life, engendering serious problems for urban areas and their inhabitants. Some cities are dying, some are centres of finance and services, bustling by day but deserted by night, and others are like museums full of tourists from which the original city dwellers and traditional activities have departed. In urban centres which have been devastated by war or natural disaster, what survives is too often demolished in hasty and speculative redevelopment. In some cities, the traditional architecture is travestied, ignored or destroyed. Fortunately others have been enhanced by coherent urban planning in which work space, habitation, access routes, leisure facilities, parks and green spaces are grouped harmoniously. As

cities have become centres of diverse cultural expression and rapid change, urban administrators have a special responsibility to manage this change.

The colloquium focused on inner city areas and the revitalization, or rehabilitation, of city centres. It is a theme which has become a matter of concern to many, as it appears not to have been dealt with adequately within the framework of the major conferences on human settlements.

- ❏ Numerous factors have contributed towards the degradation and destruction of inner cities. There are, of course, economic reasons, due to changing modes of production, trading and activities. An example of the latter is the old Port of London which had completely lost its earlier purpose and is now being rehabilitated. It is proof of how a site can change vocation, even after decades or even centuries of inactivity, if it is altered appropriately.
- ❏ There are social reasons, modifications of social structures, changing ways of life, etc., which are far-reaching. It is important to recognize that physical and social aspects are linked. If one fails, the other will decline as a result.
- ❏ There are psychological reasons. Very often a traditional town may be abandoned on grounds of modernity. Mistaken ideas

of modernization, or development, may mean that a traditional city is regarded as backward. Even if we no longer share such conceptions, they are still the cause of swift and widespread deterioration.

▣ There are political reasons. A change of power, a change of government and the priorities of local authorities may all be responsible. Unfortunately, there is also destruction by the planners themselves. Very often, planners have intervened in such a way that they have destroyed rather than rebuilt a city. The example of Buchrest is just one among many others. We should bear in mind that town planning does not always follow the right direction.

▣ And of course, there are wars and natural disasters, which can play an important role in the destruction of cities. In the case of Beirut, UNESCO has backed the municipalities' efforts to preserve the remains of the ancient city which came to light following the destruction wrought during the 1992-1996 war.

In all these cases, the factors that brought about social and physical transformation in central districts of towns and cities have rarely been taken into account in urban renovation projects. Clearly, a better understanding of these socio-economic problems would, in turn, have enabled there to be a better selection of urban projects for city centres.

■ L'« Atelier de construction » de Renzo Piano ■

Giorgio Bianchi*

* Giorgio Bianchi was born in 1957 in Genoa. He studied architecture at the University of Genoa and has since worked on many projects undertaken by the Renzo Piano Building Workshop in Paris. In addition, Giorgio Bianchi has lectured at the School of Architecture, University of Genoa, published architectural articles and books, organized several exhibitions and created set designs for theatres. He was also responsible for redesigning the interior of the Pompidou Centre in Paris, which reopened in September 2000.

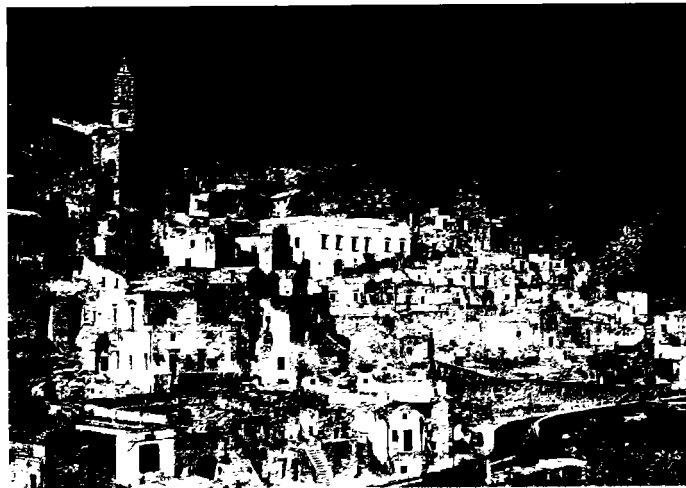
Giorgio Bianchi présente le projet de rénovation du vieux port de Gênes à l'occasion d'une exposition commémorant le 500^e anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Dans ce projet, les architectes ont voulu protéger et mettre en lumière l'esprit du lieu et son usage ancien. Tout en construisant un nouvel édifice d'architecture contemporaine, ils ont toujours cherché à faire référence à cet esprit du port afin que l'âme du site ne soit pas perdue.

Enfin, le projet le plus fameux est celui de la place Potsdamer à Berlin. Le centre-ville, détruit durant la seconde guerre mondiale, a définitivement perdu son âme quand le mur a coupé la ville en deux pour des générations. Après la réunification, la place laissée vide par la destruction du mur a été divisée en différentes parcelles dont chacune a été l'objet d'un concours d'architecture. En 1992, le « Renzo Piano Building Workshop » a gagné le concours de la Daimler Benz pour le design du plan général d'urbanisme.

■ Renzo Piano Building Workshop ■

Matera

Matera is one of the oldest cities in the world. It was created by early man and originally occupied a space sheltered by the overhanging rocks with caves extending into the slopes above the Gravina valley. Over the centuries, the city developed, preserving the initial link with the nucleus beneath the rocks. The principal period of development was during the seventeenth century and the prevailing style in the historical centre of Matera is typical of Italian Baroque.



Sasso Caveoso
in Matera, Italy
© UNESCO

Matera is completely different from other historical centres. Living conditions are so difficult that most inhabitants left around 1950 to settle in new Matera on the top of the hill. Our idea, therefore, with the help of the local authorities was to try to introduce new life into the historical centre proper. This would be no easy task because there were no

practical facilities in Matera – no electricity, no water, none of the basic supplies needed for ordinary subsistence. A further problem was that the town was on different levels. In this case we tried to devise a means of connecting the areas inside the rocks so that the people would be able to communicate with the upper part of the city.



Genoa

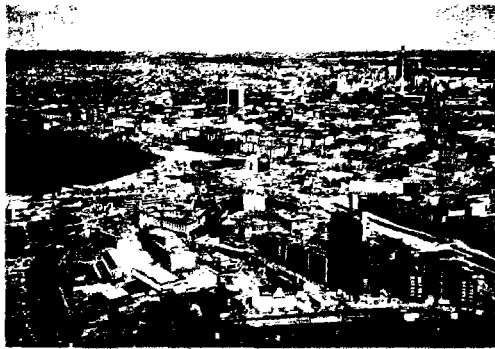
The harbour in Genoa lies in the oldest part of the city and the entire area is imbued with a feeling of the past. It is a very strange place, where you can read the history of the old Republic yet at the same time sense the chronicle of the 19th century, when Genoa played an important role in communications between Europe and America. The decision to organize the Columbus exhibition in Genoa for the Commemoration of the 500th anniversary of the arrival of Columbus in America allowed the city to undertake the first stage in

the renovation project and to restore the large outer area that formed the historical part of the harbour.

We initially dealt with the old Molo quarter and its surrounding area. The port looked rather like a factory that had fallen into disuse because the shipping system had changed. It was a similar situation to London Docklands, San Francisco Port and, indeed, all over the world where old harbours have lost their former characteristics. On a site so richly steeped in history, we had to take account of several significant features such as the old 17th century docks and, more importantly, the main docks dating from the beginning of the 20th century, which represented a first venture in new ship-building technology. The vast building called the Cotton Dock is an example of this.

The harbour was a place which evoked powerful memories. The port's glorious past was constantly in our minds and in our work, and the historical city centre just behind the site offered a tangible reminder of the harbour's former existence. All the work we carried out was linked to the preservation of the memory of the site: whenever we had to design something new, we searched for a reference from the past, so that the spirit of the site would not be lost.

*Molo quarter in Genoa,
Italy 1985 © Renzo
Piano Building Workshop*



Berlin

Case study 1

In 1930, Potsdamer Platz was in the richest part of the city where all the theatres, the station, the shops and hotels were concentrated. The urban context of Berlin was very complex, with a great many thoroughfares and a piazza, which had become a characteristic feature of the landscape. During the Second World War Potsdamer Platz was heavily bombed, but despite extensive destruction, the design and spirit of the site still remained. The real destruction took place after the war when this part of the city was blotted out owing to the wall which divided Germany into two. The wall started in the very centre of Potsdamer Platz, and the city stopped at the wall. That was the situation we were faced with in 1992 when we began the project. It was very difficult to work in a city without references, where the spirit of the site had disappeared. All that was left was a feeling of being at the centre of a city that no longer existed.

In order to redevelop the Leipziger Platz, Potsdamer Platz and the Tiergarten district, the City of Berlin decided to sell some plots of land to private enterprises who then organized various competitions. We took part in the Daimler-Benz competition and our project won in 1992.

Our aim was to rebuild a part of the city according to the rules conserved in the Planning Department of the City of Berlin, which had been the basis for the previous master plan. We tried to use the typical dimensions of the "Berliner blocks", retaining the proportions between the length of the streets and the height of the walls so as to introduce a new version of the city that would bear the stamp of the past design.

The most important aspect of the project, however, was to determine a focal point, where all the activities would be concentrated. We designed a central piazza for this purpose. Another main feature was the use of water and nature from the Tiergarten. For this, water had to be diverted from the Landwehr Kanal in the south of the project and brought into the centre close to the piazza. Similarly, we brought vegetation from the Tiergarten and adapted it to the project.

The project to reconstruct Berlin is huge. The size of the territory involved is enormous: 600 000 m². We are working with about 67 000 m² and are building up to 340 000 m². Five runners up from the competition (Hans Kollhof, Richard Rogers, Ralph Moneo, Arata Isozaki and Laver and Hall) are working with us on the construction of sixteen different buildings, nine of which were designed by the Renzo Piano Workshop. All the building projects must include twenty per cent of residential accommodation.

The completed plan will be based on the Daimler-Benz project, the Sony project and the Leipziger Platz project.¹

*Reconstruction of the
Potsdamer Platz in
Berlin, Germany 1992*
© Renzo Piano Building
Workshop/ Rudolf Schiffer

I. Renzo Piano
Building Workshop
completed their work on
this site in 1998. [Ed.]

■ Le Prix Aga Khan d'Architecture Islamique ■

Suha Özkan*

* Suha Özkan studied architecture at the Middle East Technical University, METU, in Ankara, and studied the theory of design at the Architectural Association in London. He taught architectural design and theory for fifteen years at the METU and later in North America, Europe, Asia and the Middle East. Özkan has undertaken research in vernacular form and emergency housing. He has also published numerous articles, participated as a jury member for architectural competitions and organized two international competitions. He worked as a Deputy Secretary General of the Aga Khan Award for Architecture in Genoa from 1983 to 1990 and has been the Secretary General since 1991.

La Fondation Aga Khan a été créée pour contrer la tendance mondiale à la destruction du patrimoine édifié et pour favoriser une prise de conscience la plus large possible sur l'enjeu de sa préservation. Suha Özkan salue l'UNESCO pour avoir été longtemps la seule organisation à se soucier de cette question. Les œuvres d'architecture contemporaine récompensées par le prix Aga Khan parce qu'elles préservent ou font revivre le patrimoine historique et les techniques traditionnelles de construction en voie de disparition, servent d'exemple à d'autres entreprises de préservation, montrent qu'il est possible d'adapter le patrimoine bâti à de nouveaux usages et d'amener les populations à adopter une nouvelle attitude à l'égard de ce patrimoine. Le patrimoine témoin de la civilisation musulmane, le plus négligé de tous selon Suha Özkan, est la priorité de la Fondation Aga Khan. Suha Özkan présente plusieurs projets lauréats du prix Aga Khan. Les exemples décrits posent les questions du coût des opérations de restauration, de la participation des habitants et de leur maintien sur le site, du tourisme comme levier économique. La restauration de seize bâtiments dans le quartier de Darb Quirmiz au Caire a été coûteuse mais selon Suha Özkan, il ne peut en être autrement pour qu'une restauration soit de qualité.

■ The Aga Khan Islamic Architecture Award ■

Dans la médina de Tunis, c'est l'association de sauvegarde de la Médina qui a pris en charge la revitalisation du quartier de Hafsia. L'identité de la population venue réoccuper les lieux après les travaux n'est pas claire : est-ce la population originaire de Hafsia ou un autre groupe de population, plus aisée ? L'important pour Suha Özkan est que le quartier soit habité de nouveau. Dans le cas de Kairouan, en Tunisie, il distingue la démarche des « conservationnistes » qui ont été les premiers à se pencher sur le patrimoine de la ville et une approche intégrée dont les effets ont été visibles dans un deuxième temps. Bien que qualifiée de « Disneyland » par certains (techniques de restauration impropres, choix du tourisme comme seule stratégie de développement), la rénovation d'un quartier d'Istanbul réalisée par le Turkish Tourism Club, a été récompensée pour encourager les associations non gouvernementales à prendre en charge de tels projets.

Since the end of the First World War, both rich and poor inhabitants have been destroying the historical areas of cities. Lack of resources and over population amongst the poor has led to degradation, whilst the rich have contributed to destruction through demolition and rebuilding. Only a very small minority is concerned about this situation, and UNESCO is almost alone in tackling the problem. Although other associations have joined forces, the proportion remains small, because in general people remain unconcerned. Since the 1940s, every method adopted to provide new space has favoured the destruction of old buildings. Such unnecessary destruction is accepted as common practice. In developing countries, for example, it is virtually impossible to be awarded a loan to restore your house, as restoration is not valued. However, if you set yourself up as a cooperative in order to destroy everything which lies on a huge patch of land to make room for new buildings, the banking mechanisms offer all their support.

In order to put a stop to this trend, and to embark upon a mission to improve people's lifestyles and to live in harmony, Aga Khan set up an award, the biggest architectural award in

the world. It was created to reward a contemporary work of architecture, so that it should become exemplary and have an impact on the future.

Scope of the Award

The Aga Khan Foundation believes that there can be no future without a healthy past; the values of harmonious living cannot be developed without links to the past. The award commends work which recognizes, protects, adapts, or simply passes on our heritage. Furthermore, it supports the history of the architectural profession, for example the revival of particular building skills to produce authentic, high quality architectural restoration. In some projects, processes on the point of becoming extinct have been rediscovered or even reinvented.

The Aga Khan Foundation also recognizes the effort made to remedy recent destruction. Such a project was undertaken, in very difficult and harsh political conditions, by UNESCO, ICCROM, and the Israeli Government and the Board of Trustees, who were in exile in Jordan. They worked together on the same building even though they were from opposite fighting parties. They succeeded in cooperating, and ensured, with the greatest expertise, that a particular building, which had been bombed and burned, would nevertheless be restored in the most effective way, according to the highest international standards of conservation.

Similarly, a mosque was destroyed during the bombing of Lebanon.² It was situated

above a crusader castle and was extremely symbolic. Although the people had enough funds to build a new mosque, they decided to undertake the long and arduous task of restoring the old one. It was eventually restored.

Ironically, Azem Palace (Syria),³ which was damaged by the French, was subsequently restored by them. They almost entirely rebuilt the Palace, and in doing so, they interpreted it in such a manner that it became a public focus in the Medina of Damascus.

The Aga Khan Award recognizes the efforts of people who lead and inspire projects. A very rich man in Bodrum (Turkey)⁴ – who owns the Atlantic Record Company and is one of the gurus of contemporary jazz and popular music – was one of the first people to restore a house in Bodrum. This set off a chain reaction of good quality restoration and attempts to keep important buildings in good condition.

Finally, the Aga Khan Foundation commends efforts of adaptation. An old “caravanserai” in Edirne⁵ (Turkey) was converted into a hotel, and thereafter became one of the most elegant hotels for visitors to the city. The project received the Award soon after the restoration was completed, chiefly on account of the adaptive reuse of the building for contemporary needs.

Archives – preserving the memory of the past

Projects that qualify for consideration are those completed in the last twenty-five years, thus providing a moving window of contempo-

2. This late 13th century mosque of the Bahri Mamluk period is the oldest standing in Saïda. Built on the remains of a Crusader fortress, the south wall is still braced by five sturdy Crusader buttresses, in stylistic and chronological juxtaposition to the minaret executed by the Ottomans in the second half of the 19th century. This outstanding monument was severely damaged by shellfire during the 1982 Israeli invasion of Lebanon.

3. One of the masterpieces of 18th century Islamic architecture, this palace was extensively damaged in 1925 when French troops shelled the old quarter of the city during a Syrian uprising.

4. Bodrum, site of ancient Halicarnassus, has a beautiful harbour, a splendid Crusader castle and many traditional Turkish houses, of which the Ertegin house, originally two buildings joined by a gate, is one of the best.

5. The Rüstem Pasha Caravanserai.

rary architecture over a twenty-five year span. Documentation is already substantial, since all nominated material for the Award itself has been collected and stored. The visual archives of the Aga Khan Foundation are among the largest in the world, not only in terms of numbers of items but also in terms of specialization: we have 220 000 classified images.

Symbol of the Award

The symbol of the Award is an emblem which represents certain aspects of Islamic culture. The Award is given to people from Islamic communities and although the winner need not be Muslim (and often is not) the environment concerned must be used by Muslims. The Aga Khan Foundation decided that these were the places where historical heritage, and the harm caused by environmental neglect were most significant. The symbol is the name of Allah written in Kufic script and repeated eight times to form a square. This square symbolizes a courtyard, simultaneously representing the inward-looking, introvert aspects of Muslim architecture, and the Islamic principles of unity and diversity.

The Ceremonies

Thus far, six awards have been granted and each ceremony has been held in a historically meaningful setting. Among the places chosen were: Shalimar Gardens in Lahore, Pakistan (1980); Topkapi Palace in Istanbul, Turkey (1983); the Badi Palace in Marrakesh, Morocco (1980); the Citadel of Saladin

Ayyubid in Cairo, Egypt (1989); Registan Square in Samarkand, Uzbekistan (1992); and Surakarta Palace in Solo, Indonesia (1995). Many of these places had never previously held events on such a grand scale or significance. This helped to make them important venues where formal events could be organized in the future. We restored Shalimar Gardens; we held the first public event for centuries in Topkapi Palace; and although the Badi Palace was already used for ceremonial purposes, we gave it added status. The Citadel in Cairo was used for a large scale event for the first time, as were Registan Square and Surakarta Palace. By focusing on these spaces, people are made more aware of their cultural heritage, and the sites are shown to be more suitable for ceremonial events than for the uses to which they are so often subject.

Projects recognized by the Aga Khan Award

Sidi Bou Said Project, Tunis, Tunisia

The first urban scale project to be recognized by the Aga Khan Award for Architecture was the Sidi Bou Said project (Tunisia). This was an important undertaking because Sidi Bou Said was a very well monitored environment where special legislation had to be passed. The principal feature was that the rich carried it out. They provided a model example of urban restoration by improving the environment and restoring and recycling the traditional historical heritage. Critics have said that the Award was given to improve the lifestyle of the rich,

but this is untrue, as the project has proved a very important driving force in urban restoration schemes all over the world, as an example of peaceful harmonious living within the old historical core of the city.

Darb al-Qirmiz Quarter,⁶ Cairo, Egypt

This project, initiated by the German Archaeological Institute and the Egyptian Authority of Antiquities, is an example of a very conscientious and responsible approach to the historical environment. The aim was to restore about sixteen buildings individually, with no deliberate involvement of the historical fabric in between. It was designed to bring out certain attractive features and highlight examples of good restoration and good adaptive reuse of the buildings in the hope that this would inject new life into the city and stimulate other restoration work. Restored buildings were turned into meeting places or venues for public functions.

An important aspect of this project is that all the techniques used came up to international standards – there were no makeshift constructions. As a result, it was an expensive enterprise, but history should be treated in this way. It cannot be a cheap process, a matter of slapping bits and pieces on to a building to make it look as if it is old; certain rules have to be obeyed. Many areas demanded special techniques which had to be re-learned. The craftsmen entrusted with this work thus developed special skills which will be used on other buildings in the future.

Such projects are dreams and in reality there are multitudinous difficulties to be faced.

Cairo is one of the most complex and most horrific urban environments, yet it contains more listed historical buildings than Rome. Seen in this light, the importance of the projects is quite clear: without such dreams our memories will simply be wiped out.

Medina of Tunis, Hafsia Quarter, Tunisia⁷

The Association for the Safeguard of the Medina of Tunis is an institution devoted to historical preservation. It is a non-governmental or semi-governmental organization, which has strong ties with the local authority. The project was to re-build part of the Medina that had been razed to the ground. Many building projects had been envisaged for the site, but the Association wanted to construct something that was contextually correct, and for this it had the support of the World Bank. The idea was to reinstall a “souk” in the area and to revive, as far as possible, the old traditional forms of construction. Although the result was not architecturally stunning, after it won the Aga Khan Award in 1983 the Association was in a stronger position to promote the social and economic standards of the area and consequently attract a new group of inhabitants. Some say that the old population returned to the Medina, some say that rich people moved in. It is not altogether clear, but the positive view is that some people came back to the Medina to revive their old way of life, whilst those who could afford to, returned to restore the houses.

Another project carried out by the same group of people was Hafsia II, which received

6. The Darb Qirmiz is a residential neighbourhood in the 10th century Fatimid quarter of Cairo. The major monuments of the district, the oldest dating from the 14th century, follow a narrow meandering street that bisects the neighbourhood. They include three madrasas, a palace, mausoleum, fountain and bazaar.

7. The Hafsia Quarter is located in the eastern part of the old Medina of Tunis. Once a wealthy district, by the early 1960s it had deteriorated badly. In 1967, the *Association de Sauvegarde de la Médina* was established to study and protect the urban fabric of the old city of Tunis, and improve the living conditions of its inhabitants.

the Award in 1995. It is a project that combines architectural quality and elegance with modern amenities. The craftsmanship, the street scene and neighbourhood relations are all in harmony with the traditional language of the local architecture.

The Kairouan project, Tunisia⁸

The Kairouan project is a model along the same lines, the difference being that Kairouan is one of the holiest and most important cities of Islamic civilization. It was brought to the attention of conservationists a long time ago and many buildings were then restored. Integrated efforts, however, only started quite recently and now the results are very visible. Many monuments have been restored and the project also included work on private buildings, which benefited from the technical know-how and funding mechanisms. Not only the principal religious buildings and the houses received attention, but public works too were restored in a most striking way. Kairouan is a big city with a spectacular ancient dam, which provides the water supply – this dam was therefore included in the restoration programme.

Palaces and Parks Programme, Istanbul, Turkey⁹

Another project from Turkey which has revealed some very interesting features is the Palaces and Parks Programme. When the Republican regime was established in 1923, all the property owned by the Sultan was handed over to the State (the Parliament). In this way, the new sovereign, Parliament, came into possession of many wonderful palaces. Initially,

whilst the leaders of the country were still powerful, certain autocrats like Kemal Atatürk used them to live in, but with the spread of democracy this became unacceptable, and the palaces were eventually locked up. They had to be locked up because they contained some great art collections (mostly in the “Belle Époque” and the Art Nouveau style), which needed protection.

It was a visionary in parliament who eventually established positive ties with a view to opening the palaces to the public. The most important issue was to reconvert the palace gardens and palaces into cultural focal points, places where people could go to see spectacular buildings. In implementing the project the organizers re-mapped Istanbul, opening up new cultural venues where people could meet and relax, thus giving the palaces an entirely new meaning. Technically, the restoration programme involved very skilled work with great attention to detail.

Bukhara Old City, Uzbekistan

Bukhara, one of the three major towns in Uzbekistan, is the centre of Islamic scholarship, named after “Imam Ibn Bukhari” the most reliable recent source on the Prophet’s sayings. The people of Bukhara are devout and dedicated to their faith. Until recently, bad restoration techniques were being practised on their religious buildings such that the restoration work was actually eating into the buildings, but now, thanks to the insight of

8. The Medina of Kairouan, one of the most revered Islamic cities in North Africa, is also one of the oldest in all of Islam. In 1977, the year the *Association de Sauvegarde de la Médina de Kairouan* was established to safeguard the architectural, cultural and historical heritage of the Medina and to undertake necessary restoration and rehabilitation, the ancient city was in an advanced stage of neglect, abandonment and misuse.

9. Istanbul possesses a splendid collection of palaces and pavilions left behind by the Ottoman sultans. All were nationalized in 1924 by Atatürk through the Grand National Assembly of the Turkish Republic. The buildings date from the late Ottoman era and were erected between the early 18th and late 19th centuries.

Bukhara, Uzbekistan
1995 © Aga Khan Society/Reha Gunay



certain individuals and the enormous public participation, the methods of restoration and construction have been modified.

Case study 2

Asilah, Morocco

Every year, about one thousand artists gather in Asilah for a festival called Moussem. They practise various art forms such as wall-painting, and enhance the traditional environment promoting the good life as advocates of a sophisticated intellectual élite. There are very few hotels or other facilities, so visitors and artists stay with the local people in their homes. Although this festival is chiefly organized by the Moroccan Government and the elite of the art world, it was deemed worthy of an award because the community are actively involved, encouraging them to improve their environment in order to stage the special event.

Of course, when you give an award, the winner, like any Nobel prize winner, suddenly becomes a best seller and a setting may become so popular that the consequent pressure can actually have a negative effect. Land prices rise and other things go up in value. In the case of Asilah, which stands in a very dramatic setting on the coast of the Atlantic Ocean, there is the threat of marina construction which would, of course, be detrimental to the environment. With this in mind, the Asilah project chose a scale and approach appropriate to the site of a small town.



Rehabilitation work
in Asilah, Morocco
© Aga Khan Society



Mostar, Bosnia-Herzegovina

During the war, almost 90 per cent of Mostar was destroyed, but with the dedication and stamina of its people and the international concern, the restoration has been kept alive. The method used is very interesting. It was a self-financed, grass-roots approach inspired by Amir, Jihad and their team, who considered the materials, methods of construction and restoration techniques as well as the reuse and planning aspects of the project. Every restored building was to have a profit-making function, which could in turn finance the restoration programme. It was not easy to organize, but fortunately, probably because of the socialist regime at the time, they were free to determine their own rules. They received contributions from the film industry and they took a percentage of the profit on every transaction in the city. This meant that the people themselves were financing the restoration, and this personal involvement was very important for the project.

Mostar is a cosmopolitan city with Serbs, Croats and Muslims each with their own faith, and this essential plurality was apparent to all who participated. The project may even win the award again in 2007.



Case study 3

*Old town conservation in
Mostar, Bosnia 1986*
© Aga Khan Society/Reha Gunay

Old Sana'a, Yemen

This project is regarded as one of the most successful conservation projects in the world. UNESCO launched a major campaign to support the work, and had the innovative method of delegating work to anyone who was willing to carry it out. The French were in charge of the paving and the city walls, the Italians a cultural centre and a building, the Swiss a building and a bank, and the Germans and Norwegians managed two major buildings which they converted into a cultural centre and an art gallery respectively. It is an incremental approach with a sense of totality and a firm master plan. The Aga Khan Foundation has monitored the various projects over the last fourteen years, and the improvement is admirable. It is a model which can be emulated by other organizations and even by governments, as it has proved, with the catalysing and supervisory role of UNESCO, that cultural heritage is not a uniquely national concern – in this case Yemeni – but for humanity, for each and everyone who takes part. This is our approach; we think that history belongs to all us and without our history we have no future.



Case study 4

Old Sana'a, Yemen
© Aga Khan Society

■ Le développement urbain dans le Maghreb et le monde arabe ■

Saïd Mouline*

* Born in 1951 in Rabat, Morocco, Saïd Mouline studied architecture at the University of Rennes and urban sociology at the University of Paris-X-Nanterre. Since 1993 he has taught at the National School of Architecture in Rabat and conducted seminars in Paris on the Maghreb and the Middle East. He is Director of Architecture at the Moroccan Ministry for Housing and has published numerous articles, organized exhibitions, made films, participated in conferences and undertaken detailed research on the urban development of cities in the Maghreb. He also cooperates closely with the Aga Khan Foundation and is a member of several institutions such as the International Council of Monuments and Sites (ICOMOS) and the Moroccan Organization of Human Rights. Saïd Mouline is currently involved in the rehabilitation of Essaouira and El Jadida.

Dans cette région du monde, une tendance destructrice a largement prévalu dans les centres historiques. Cette tendance affecte non seulement le bâti mais également les savoir-faire et l'artisanat. Si la destruction de ces valeurs historiques se poursuit, les populations seront dépossédées de leur histoire. Alors que la globalisation est en cours et qu'elle est porteuse d'uniformisation, le niveau local souffre de perte d'identité. Dans la vallée du Drâa au sud du Maroc, la construction d'une nouvelle voie rapide sur la route des ksours a poussé les habitants à quitter leur lieu de vie. Du fait du manque d'entretien, le Ksar Aït Ben Haddou, pourtant inscrit sur la liste du patrimoine mondial, n'est désormais plus habité. Dans certaines zones, des efforts superficiels ont été entrepris pour attirer les touristes. Selon Saïd Mouline, les sites qui ne peuvent être restaurés devraient au moins être enregistrés (illustrations, numérisation...). Saïd Mouline décrit ensuite la morphologie spécifique des villes historiques les plus fameuses du Maroc – Marrakech, Fez, Sale, Rabat, Tétouan –, rythmée par les remparts et les mosquées. À partir des années 1830, la planification urbaine coloniale a détruit les centres de ces villes pour les transformer à la manière européenne. Aujourd'hui, dans le contexte de pression démographique et d'extension géographique, d'anciens bâtiments s'écroulent sous le poids des générations. Pour conclure, Saïd Mouline dénonce la conversion en boutiques des rez-de-chaussée traditionnellement à usage résidentiel ainsi que les restaurations souvent superficielles des enceintes de la ville et des façades des immeubles qui laissent l'intérieur de la ville et des maisons tomber en ruine.

■ Urban Development in the Maghreb and the Arab World ■

As an architect and sociologist, I muse over the signs of the past, the memory that pervades our historical centres with a sense of urban life and urban tradition, and which expresses the relations the city weaves with its citizens and the citizens weave with their city.

This Colloquium is an invitation to reflect on the possibilities of restoring life: to restore life to cultural values so that we can imagine a future not bound by amnesia, and attempt to save what still can be saved. It is our duty to restore life, because there is a danger, a danger which not only concerns architects and architecture, but which touches the very identity of our being, the framework within which our existence unfolds, wherein we live our lives. That danger, ultimately, is a heritage in ruins, and the extinction of our memory.

Indeed, for more than half a century there seems to have been an ominous trend in the Maghreb and throughout the Arab world. That trend is the denaturalization, destruction, gradual physical disappearance and social degradation of historical city centres. It not only affects the physical surroundings but also the know-how, the craftsmanship, the patterns of urban living, social relationships, ways of perceiving and using space, in other words, to quote Fernand Braudel, it affects

men and their heritage, their space and their history.

Where memory is concerned, with very rare exceptions, (there exist just a few in-depth studies) we lack research, which is sufficiently representative of the diverse ways of organizing and benefiting from harmonious living in historical centres in the Maghreb and the Arab world.

Two things are at stake: the physical buildings of our historical centres and the endurance at the intellectual level of the values inherent in the built heritage in terms of both production and use. There is a danger of disappearance and a danger of amnesia. If, ultimately, we no longer have a suitably preserved and maintained built heritage to hand down from generation to generation and if we no longer have properly recorded urban patterns, how are we to imagine a transposition of our cultural heritage in contemporary terms? How can we draw up a record of city dwelling that will at once be a repository of collective memory and a source of reference, like a matrix for generating a creative process within the contemporary habitat.

Some might ask, "Why be dogged by the past? What is the point, in these days of globalization, marked by a new economic order, gover-

ned by a new world organization of commerce, served by the new information highways? Surely traditions and memory act as a brake, as a hindrance to development and progress? Why worry about a past that is passing, why seek to revive things that are old? Is it out of narcissistic delight? Is it an expression of Romantic nostalgia?" One even hears, "might it not be a rearguard fight?" These are the kind of comments being made more and more frequently. They betray a period and an ideology and they ask new questions which require an answer even though, as we shall see, they do not engage with the real dilemma. The real dilemma is not a question of tradition versus modernity, nor love of the past versus love of progress; it is memory versus amnesia, acknowledged identity versus loss of consciousness.

We are living at a time marked by another ominous trend: the globalization of exchange of information. Encroaching globalization means the gradual blurring of frontiers, economic liberalism as a new form of economic colonization, links between the local level and the international level, multiplicity and diversity of trade, access to new markets, new worlds. Clearly, this is one of the components that must be taken into account precisely because the more open we become the more we discover ourselves. Difference springs from acquaintance and otherness is born of encounter. I am only other because I am different, and the sum of all my differences is revealed to me in my relations with others, it is what makes me what I am, what makes my identity. If I am no longer different from others, from all others, I no longer have an identity.

Thus, reference to the past, as Suha Özkan pointed out, is essential for any existence in the future. Recourse to a heritage, to tradition, to accumulated empirical knowledge, to local wisdom, to local memory, is a vanguard fight, above all at a time of globalization. It is the fight of the avant-garde because the principal challenges our cities face today and will face in the future engage no less than their very identity. We bear within us a memory, a heritage, an identity; they are not static, they are constantly evolving; they are within us and they traverse us, they traverse us simultaneously in the past, in the present and in the future. Their preservation or their disappearance, their evolution or their transmission engages the responsibility of the living in the eyes of the dead, who bequeathed them this heritage, and in the eyes of all those to whom that heritage should be handed down.

By identity I do not mean the kind of desperate quest for identity, the exacerbated claims to identity that we see nowadays, fired by globalization and its portending uniformization, which threatens to override personal values. I do not mean the new façades, veiled or non-veiled, which changing societies seek to don. I mean identity as defined within the framework of exchange, of a dialectics between the particular and the universal, identity as defined within the framework of a civilizing inter-penetration.

Drâa Valley

I shall pay a swift visit to two regions. Both bear witness to urban dwelling, but each contains a

very different, characteristic way of life. The first region I have chosen is the Drâa Valley. This valley lies in the south of Morocco, far south of Marrakesh. It begins at Ouarzazate and develops in two stages: the first section runs southwards from Ouarzazate for 200 kilometres and reaches an area where there are six palm groves. Beyond, the Drâa forms what is called an elbow, which instead of travelling from north to south, turns and travels from east to west. From time to time, when the valley fills with water, a river flows into the Atlantic about 630 kilometres away. This region has a remarkable heritage, which, sadly, is seriously endangered and to a great extent has already been lost. The second region I shall describe will serve to illustrate the evolution, which is only too obvious today, of historical centres in North Africa and, in particular, in Morocco.

The first map of the Drâa Valley was drawn up in the early 1920s and shows the first section, with settlements along the north-south course of the Drâa. Altogether, by 1980 about 360 "ksours" (case study 5) had grown up, with a population totalling some 200 000 inhabitants. The former capital of the Kingdom of the Drâa – I say former because it no longer exists – called Tagounit was almost certainly one of the most extensive and most important "chleuhs", with four fortified "kasbahs" at the centre. Naturally, the dwellings were made of earth, built according to a centuries-old traditional technique.

The entire region played an extremely important role until the seventeenth century, serving as a crossroads for the trade of the caravaneers. However, when Tagounit was

bypassed by major highways and new trading routes, the inhabitants took a collective decision to abandon their territory and leave their homes. As an unmistakable sign of final destruction, they took the precious wood they used for roofs, which is handed down as inheritance from generation to generation. This meant that the pact to destroy this settlement, the former capital of the Kingdom of the Drâa, was signed by the common will. Today, there is not a murmur of human life, only ruins are left.

In areas where the palm groves were wide, the "ksours" were generally in the centre, as in the previous case, but where they were not very wide or sparse, most "ksours" were built at the edge. The inhabitants of a "ksar" were able to extend their habitat gradually because the road running through the centre continued beyond. This was the case in Ouarzazate, which developed on a spur of rock like a backbone.

There were also Jewish communities in this region, with their own "ksours", chiefly near the elbow of the Drâa. These are also largely destroyed and, in certain areas, people have settled on the outskirts on larger plots of land and the old houses in the main area have become stables.

In other areas, those visited by tourists, the local authorities in the different districts have made efforts to protect the heritage, but generally these efforts concern only what is visible from the coaches. There are halting places for tourists who arrive, take photos, and have the usual camel ride. But what lies behind is in ruins.

From time to time, this heritage appeals to film directors. They come to make films and then leave their traces. One film, called “Liberté, Egalité, Choucroute” by Jean Yanne, was made in the Kasbah Taourirt in Ouarzazate. Although it would have been much easier to film the ceremony of baking bread inside a house, they built an oven in an inner courtyard, simply because the cameras were already installed there. Afterwards, they simply left it there, on a site listed as a historical monument. On this site, there are still aluminium paintings, which were set up to make another film.

Historical Centres of the Arab world

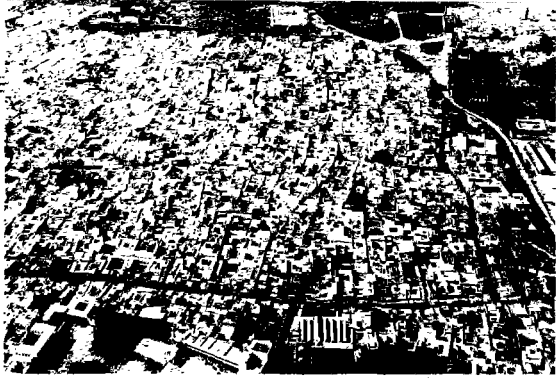
Towns like Marrakesh (case study 6), Tetuan, Casablanca and Rabat were not built as planned settlements, but rather developed gradually until they were eventually marginalized due to social transformation. At the beginning of the century, the Medina of Casablanca had almost 20,000 inhabitants spread out over a surface area of roughly 50 hectares. Today, it contains almost five million inhabitants over a surface area now covering more than one billion square metres, 10,000 hectares. Urban infrastructure simply cannot keep pace with such growth. The problem is not the actual growth – all cities have to grow, develop and decline – the problem is the rate of growth. It should be noted that in comparison with the other countries in the Maghreb and the other

countries in the rest of the Arab world, the medinas of Morocco have attained a degree of preservation which is admirable. This is not the case in Algeria or Tunisia for example. In Algeria, from 1830 onwards, colonial town planning destroyed the earlier inner city areas. Thereafter French colonial urban intervention proceeded as urban butchery, there is no other word, sheer urban butchery, in the Kasbah of Algiers. All the lower part of the Kasbah, where the souks, the mosques and the centre of trading were situated, was destroyed to build the European city. In Tunis, one finds a city traced by surveyors and engineers, with



straight lines and intersecting streets – the zero point of architecture.

Towards the end of the nineteenth century, colonial methods of planning evolved, becoming more refined and less brutal. The aims of colonization remained the same, but the



procedures used changed. After 1880, a totally different approach to settlement was introduced which transformed the modern methods of town planning into a new urban art, at the international level. We owe this evolution to a gifted architect, Henri Prost, who expressed his ideas, not only here in Rabat in his plan for the city, but also in Paris and Istanbul.

The old Medina of Rabat is white, and opposite, in red, is one of the essential parts of the colonial town. It is interesting to note that the entire structure of the colonial town is simply the extension of the principal thoroughfares. Consequently, the town developed in an architectural context wherein the play of forces was different from that of pre-colonial times. By the seventeenth century the city covered more or less 100 hectares and by the twentieth century it had grown to 450 hectares in the *intra muros* area. Today the total surface area is twenty times as great. Tunis developed from 1880 onwards; the Medina has two suburbs whose urban structure represents the zero point of town planning. The new town of Marrakesh developed in harmony with the heart of the old city, looking onto the mosque of the Koutoubia. In Fez, because of the different levels of terrain, the new town grew up in the area to the right. El Jadida spread from an original nucleus of about a dozen hectares to reach some thousands of hectares today.

Today, these towns are no longer developing. The city gates may be converted into art galleries or cultural centres and the walls are restored from time to time, sometimes even specialists from ICOMOS come and fuss about whether the proper techniques are being used. But it matters little whether it has been done well or badly. What is preserved is but the shell; when one goes inside the walls, one sees that the town is being gradually left to ruin. With each new generation the town grows a storey higher, whilst many houses below crumble. In economic terms, people have realized that it is more profitable to convert dwellings that look onto the street, into shops. So the houses are gutted and the area on the street ceases to be a place for habitation. Slowly, although the surrounding walls may have been restored, the city inside is changing use. It seems that, to paraphrase the title of a fine book, while the sun of Allah may be shining on the West, given the present trend of the medinas, towns and historical centres of the Arab world, the sun of Allah is setting on the East.



*Medina of Rabat,
Morocco 1971*

© Said Mouline

*Medina of Marrakesh,
Morocco 1967*

© Said Mouline

The Ksar of Aït-Ben-Haddou

The Ksar of Aït-Ben-Haddou, marked on the World Heritage List, is about thirty kilometres from Ouarzazate. The last time I went there, I was astonished to see that all the tourists who visited the site, whether national or international, always crossed the river to photograph a particular gate, which I thought looked odd. They believed that they were taking a picture of an ancient gate, the testimony of a site in the south of Morocco, a site included on the World Heritage List. Although this gate has been listed, it has absolutely nothing to do with the “ksar” which was selected, and indeed, after making enquiries and checking on site, I found that the gate was not in fact made of earth, but of expanded polystyrene. It was built for a well-known film called “Raiders of the Lost Ark”. I also found part of the model carcass of the plane used in the same film.

However, there are not only grounds for pessimism. These sites, places charged with the memory of the past, have benefited from the support and assistance of UNESCO. Studies have been carried out over the past ten years with a view to reconstructing the levels of the entire course of the Drâa Valley and also to reconstruct the majority of the “ksours”. It is possible to save those that were restored in the 1970s thanks to the World Food Programme, or those that were maintained by the people because they were far away from the principal routes. A number of publications in Arabic, French and, shortly, in English, will include illustrations in watercolour and reconstructed models of what this heritage was like. If, sadly, it is no longer possible to save all of this heritage, because these are cities with no citizens, at least work is being done to try to save the memory, through classical architects’ practices: drawings, water colours, models, and also, thanks to the new techniques provided by digitalization and synthesis, imaging.



Ksar of Aït-Ben-Haddou,
Morocco © ICOMOS

Medina of Marrakesh,
Morocco © UNESCO

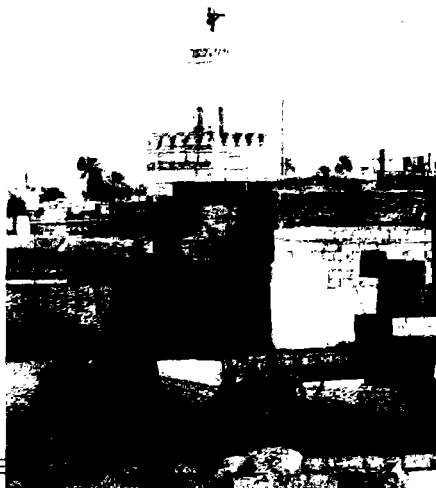


Marrakesh

Marrakesh developed in a time when cities were encircled by ramparts. Thus, the city is defined first and foremost as a sacred place in relation to what is non-city, in relation to outside. The relations between inside and outside are governed by a series of gates, which I shall discuss later. Marrakesh has a similar urban organization to Fez; it contains a substantial group of buildings and the spatial alignment is centred on the principal mosques. The thoroughfares, the main means of communication, lead from the gates

that control entry into the town, to a central meeting point. The crossroads are the spiritual and cultural centre of the city. Alongside are the “souks”, which form the economic centre, whilst the Medina, almost a thousand years old, stands off-centre. Consequently, there is an urban pattern, an urban way of life and a special type of spatial cohesion which should, as a rule, be taken into account in any attempt to introduce mandatory changes.

The position and the orientation of the great mosque allow it to dominate the city. There is another mosque in the foreground. Beside the great mosque lies the tomb of the founder saint of the town, the patron saint, Sidi Abdallah. Several times a year processions and celebrations take place here, and on the first *Moharram* (the first day of the Muslim year) all the citizens join in these processions. I could give numerous examples of the festivals these old towns of North Africa preserve as part of their heritage and their spiritual life. They are events which cannot be quantified, cannot be measured in the way that people would like everything to be measured today.



Medina of Marrakesh,
Morocco © UNESCO

■ Les centre-villes en Amérique latine ■

Sylvio Mutal*

* Sylvio Mutal was born and educated in Istanbul, Turkey. He studied in London, Paris, Leiden and Santiago de Chile before starting his career as an assistant lecturer in Social Development at the UN Centre for Education for Latin America, Mexico, in 1963. Between 1972 and 1976 he held the positions of UNDP Deputy and Chief Resident in Lima, Peru, and in 1976 he became manager of a major UNDP-funded project for the Conservation and Management of Cultural, Urban and Environmental Heritage, in coordination with UNESCO. At present, Mutal is the Senior International Consultant for a UNDP/UNESCO project on the Development and Management of Historical Centres around the world. Mutal has also undertaken work in the establishment of Heritage Trust Funds, Conservation Centres and in museum/educational development projects. He lectures extensively, and has published and prefaced almost 130 publications on the subject of heritage and sustainable development issues.

Les « communautés conservatrices » et les restaurateurs inspirés par la tendance européenne furent les premiers à mettre en valeur le patrimoine culturel d'Amérique latine. Dans les années 70, l'inscription de certains sites sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO a contribué à éveiller l'intérêt des gouvernants pour ces sites tels que la ville de Mexico, Cuzco et Ouro Preto. Mais aujourd'hui, la législation dans le domaine de la réhabilitation reste toujours faible. En Amérique latine, les restaurations ont été le plus souvent entreprises dans le but d'attirer le tourisme. Sylvio Mutal parle de fantômes pour désigner des cités mortes. Pour lui, la culture touristique est à l'opposé de la culture urbaine, à Saint-Domingue par exemple où la commémoration de Christophe Colomb a valu à la ville de nombreuses entreprises architecturales qui l'ont transformée en musée. Il présente en contrepoint l'exemple du travail de restauration entrepris en Bolivie, réalisé avec la collaboration de sociologues et de « travailleurs sociaux ». Pour Sylvio Mutal, le processus de réhabilitation d'un centre historique ne peut être borné à la conservation des monuments historiques et au développement architectural, il doit s'intégrer dans un programme incluant infrastructures, logements, eau potable, hygiène, transports, services publics, environnement et aménagement urbain. Un centre historique, c'est un paysage naturel, des habitants, des habitudes, des emplois, des activités et

■ Inner cities in Latin America ■

des relations sociales et économiques, des croyances et des traditions urbaines. Sylvio Mutal présente les projets de réhabilitation urbaine réalisés à La Havane où le défi aujourd'hui est de réaliser des investissements durables. Les habitants de La Havane sont impliqués dans le programme de revitalisation de leur ville et il y a un sens fort donné à la dimension sociale de la réhabilitation. Pour conclure, Sylvio Mutal a rappelé que la revitalisation d'un centre-ville dépend de la bonne santé économique et de la mixité sociale de sa population. La réforme des institutions, les réformes économiques et sociales, un programme d'éducation globale et la relance de l'implication traditionnelle de la population sont nécessaires pour que la revitalisation d'une ville soit durable.

I want to discuss the conception of heritage, conservation and restoration that was prevalent in the 1960s. First, I shall try to give you a general picture of the situation in Latin America; second, I shall illustrate some of the major issues which are affecting conditions in the cities, particularly the inner cities, of Latin America; and third, I shall show you several very diverse examples of mega cities, historical centres and cities.

It appears that the situation in Latin America has been quite different in many respects from that in Europe. In Europe, in the 1950s and 1960s, there was national legislation and local government capacity to finance and safeguard old urban centres. The Italian school had methods of analysing the complexity of historical centres whereby procedures were developed, for example in Bologna, for integrating architecture into the social fabric. In Spain, a dialogue was established with the historical city, whereby the question of height, flexibility, materials and so on were considered in relation to new architecture.

In Latin America, these issues were raised largely by the conservationist community and restorers trained and inspired by the European schools, and not necessarily by either local governments or decision-makers. There were

no institutional bodies set up at the local level to deal with these matters, with the exception of Brazil which, as early as 1930 had established a national historical cities programme, the Pro Memoria Foundation. In the 1970s, after the inclusion of certain sites on the UNESCO World Heritage List, the politicians and the people of Brazil became gradually more involved and it became a matter of prestige in Latin America to know that cities like Mexico City, Cuzco and Ouro Prêto were listed as Cultural Heritage. The subject thus developed political importance in the short-term, attracting a stock of conservationists and restorers as well as specialist schools. This continued until the 1990s. Currently, legislation for urban issues such as renewal and rehabilitation is inadequate, whilst national and local legislation are not in accordance with each other. City administration is very poor, especially in historical cities, and at times there is also a lack of political will, particularly locally. At the same time, the growth of tourism has turned many cities into "phantom cities" in that culture has been regarded as the culture of tourism as opposed to urban culture.

World Heritage Sites

Today, there are World Heritage sites or cities in almost every country in Latin America; Mexico claims the most, whilst Columbia has five sites. These sites previously came under a general definition, but as each city has different circumstances it was decided that a specific definition for Latin American cities should be established. With the help of an interdis-

ciplinary group composed of architects, urban planners, sociologists and anthropologists, the following definition was determined. The Latin American city contains an active human settlement strongly conditioned by physical structure; it originates in the past and represents the evolution of its people. Therefore, the fundamental requirement is that the historical centre be inhabited to form a live cultural nucleus. Abandoned areas and monuments or archaeological complexes are excluded because they lack continuous, organized social life. The definition recognizes that a historical centre is not constituted solely by the material and physical heritage such as buildings, streets, squares, fountains, sculptures and lamp-posts; it includes the natural landscape, the residents, customs, jobs, economic and social activities, beliefs and urban rituals. Primarily, it includes the presence of the past, and understands the term 'historical' to mean all those cultural, architectural and urban features which express the social and spiritual life of a community. This concept was the point of departure in the late 1970s and early 1980s to move away from the conservationist monumental approach to a much more social approach. The importance of this will become clear later on, when we see how it is precisely the social circumstances of the people themselves that are at the root of the problems of deterioration. Lastly, the definition eliminates any selection based on a restrictive interpretation of the term 'historical', placing more value on past periods of history. It affirms that it is by recognition of a society or social group that a sector of a city qualifies as a historical area.



The major issues

In Latin America, the historical centres are still the locus of finance and banking, business, communication, publication and mass media. These areas tend to be densely built and densely populated, at least during working hours. There is high social mobility during the day, whilst in the evening most activities close down and the city becomes a kind of dormitory. Historical centres are also the site of the most important religious and secular institutions: cathedrals, churches, universities and, increasingly, evening schools. Cultural institutions such as the opera, the ballet, and the theatre, are based

in the city centre, although there is a tremendous impetus towards moving such facilities away from the centre to the outskirts. Finally, city centres tend to be the locus of most monuments and districts of artistic and historical significance. They are often the “centre of the visit”. All central urban areas represent at least 500 years of Latin American history and display certain characteristics and idiosyncrasies. There is an intricate and random urban structure and, owing to earthquakes in Quito, Mexico City, Santiago, Lima and Cuzco, there are both vertical and horizontal discontinuities. Land prices are not necessarily equally distributed, and this is now becoming a consideration especially in places like Sao Paulo where land is cheaper in the centre, hence drawing poor people back, while the rich, and even banking communities are leaving the centre for the outskirts. The infrastructure is complete – there are paved streets, pavements, squares, sewers, water supplies, street lighting, and waste disposal systems, but because of the evolution over time, poor inhabitants, bad maintenance and poor municipal services, much of that infrastructure is redundant. Municipal services like clinics, hospitals, police, fire, waste disposal and education facilities, are not necessarily in the best position, they are often densely textured and complex, and individual components may be redundant. Transport systems, both intra- and inter-city, function far better in Europe than in most parts of Latin America where such systems have largely been demolished and not adequately replaced. The system that was in place has been degenerating for the last forty or fifty years. The physical state of

Quito, Ecuador 1986
© UNESCO

many old buildings is often very unsatisfactory, especially when they are owned by an absent landlord, or, as in parts of Cuba, government-owned. They may be structurally unsound, not fire-proof, not earthquake-proof, and lacking protection against flooding, ultimately leaving the whole housing stock in a very precarious situation.

This raises the urgency of drawing up a programme for the regeneration and revival of the physical and social environment of central historical districts as a whole. It would be wrong to think in terms of revitalization along so-called tourist lines. New use, re-adaptive use, yes. But, the main question lies in the upgrading and rehabilitation of the urban fabric in order to rescue it from an infra-human situation and bring it back onto a human plane. This is a new issue which is being addressed more and more by local authorities as they have sensed a political deficiency on this subject, and they see their historical centres becoming shanty towns. The shanty towns are no longer round the poverty belt; the poverty belt is at the navel, straining at the heart of the city. Politicians seem to have stopped looking at the centre as something beautiful or neglected, and are now looking at it as a centre of social and political pressure. This vision must be carefully monitored, as governments have the power to destroy and rebuild everything – anything can happen. From that point of view, caution and vigilance is important in the professional community as well as in local NGOs.

Population growth, influx of immigrants, and the evolving economic base all challenge the capacity of historical cities to provide jobs

and livelihood. One of the major problems in Latin America is that the middle classes engaged in economic activities are either fleeing the historical core or actively destroying it, leaving behind urban poverty with street vendors and the so-called informal sector which, when not well-organized and not well located in terms of zoning, can also be extremely destructive for the fabric of the historical city. Thus the whole process of rejuvenation or revitalization is very much related to the economic base of the inhabitants of the historical city and the involvement of the local community in reclaiming its heritage. It is essential to reform institutions, improve functions and systems, introduce a general education programme which will give people the opportunity to participate, improve living standards and revive traditional involvement, which, of course, includes the enhancement of both the public domain and private enterprise.

Restoration and Rehabilitation

Earthquakes have been a major problem in Latin America but have also proved a tremendous way of getting things done. After the earthquake in Quito (1949), the people themselves became directly involved in emergency action to repair the damage. Mexico also achieved an enormous amount after the earthquake (1985), as it was regarded as an opportunity not only to restore, but also to rehabilitate. The town planners approached their work in an extremely pragmatic way, bringing back to the centre, for example, branches of the Goethe

Institute and cultural clubs. Mexico City today is very different from what it was before.

“La Casa Siete Palacios” in Quito was also restored after the earthquake by the Spaniard, Albalucia Galvan. It had been left by absentee landlords for almost twenty years with about forty or fifty families living there. The same people have now returned, and as rooms have been added for the purposes of sewing and weaving, they now have an economic base. They are also engaged in various small non-polluting activities which they have set up themselves. Issues of rehabilitation are closely related to physical, human, economic and cultural conditions. The original inspiration, perhaps, came from the reconstruction and restoration projects in Warsaw after the Second World War, where the aftermath of war offered a very unique opportunity to rebuild the city. During this period, many people considered how we should reconstruct our past. In Santo Domingo, however, these human conditions were not taken into account. When Santo Domingo became the gateway in Latin America for the Commemoration of Christopher Columbus, it became a museum city. The areas round the monuments were cleared, all the buildings were pulled down and the people were thrown out. Today, I think we are clear that we must move away from the narrow target of restoring monuments and instead tackle the concerns of living in urban centres. This kind of analysis was adopted in Fez some years ago and since then it has been applied in Lima, Havana and Cartagena. The work we carried out in Bolivia was always done with sociologists, social workers and stu-

dents who interviewed local inhabitants and became familiar with restoration work and infrastructure.

There are several domains which should be taken into account in any rehabilitation programme: housing, infrastructure, drinking water supply, sanitation, transport, public facilities, the environment, the urban section and monuments and architectural development. Monuments and architectural development are mentioned because they have little meaning without the others, although ten or fifteen years ago they were regarded as the first and only consideration. The situation is more complex when dealing with an historical city, as the commercial activities, quality of life, “visitation” and interaction between the historical city and the metropolitan area must be taken into account. The term “visitation” is used here to show that it is not only the tourist who should visit the historical city, but the very dweller of the big city who should interact with the historical centre. For this reason, the historical city is excellent terrain for applying the whole principle of sustainable human development. It brings local authorities, the private sector, community-based groups, neighbourhood organizations, urban NGOs and the residents into the process of institution-building and strengthening the local economic base of the historical urban districts. Cultural preservation is only sustainable if it can be put in the context of the domains mentioned above.

I would now like to discuss some concrete examples of rehabilitation in five or six different situations, giving an insight into

the thoughts behind the action, the type of strategies developed and the type of funding mechanisms devised.

Cuzco

When I landed in Cuzco in 1972, UNESCO had started Co-operation Peru UNESCO, which is what COPESCO stands for. In the 1970s, the magic word was tourism – to revitalize and rehabilitate a city, you tied it to tourism. In a place like Cuzco which is an Inca city where between 70 and 90 per cent of the population are indigenous Indians, the project had some success. It at least persuaded the authorities to move away from the “let’s demolish” approach, which was one school of thought after the 1950 earthquake, to “let’s restore”. But there were also drawbacks. It was very short-sighted in that it failed to consider tourism in the light of an integrated approach.

Today, the plan COPESCO still exists, but it has now become a regional development agency and works with the municipality. The “tourist visit” issue is being tackled as a means of obtaining sustainable tourism as opposed to the usual type of tourism. When fewer visitors came to the country during the guerilla war in the 1980s, the people realized that they could not depend on tourism; if the tourists stopped coming, they would have nothing to eat. So they began to plan tourism more carefully.

Another important question being discussed by the authorities, students and universities is that of superimpositions. In Cuzco,

some people believe that everything belonging to the colonial period should be demolished, leaving the Inca walls, whereas ICOMOS and others believe that all periods have to be respected. If Saint Sophia has minarets because the minarets were put there at a particular time, no one would claim now that the minarets should go and Saint Sophia be made into a church or a museum. Perhaps in some cases this may be necessary, but the idea was primarily a beginning, a beginning which was probably not a good one in terms of tourism, but which has since progressed.

In Cuzco the proximity of Machu Picchu is very important. Being a “visitor centre”, the city is quasi intact from an urban point of view, with just some problems in the interiors of the houses. Most features have been preserved by the inhabitants and this is the central point of revitalization – the people are the ones who revitalize. I do not even want to call it revitalize, I want to call it fertilize, because they are the ones who bring life. The fact that Cuzco has such a large indigenous population has maintained a type of unity within this Inca Colonial Republican context. In each of these buildings there is an Inca wall which has been renovated and sandblasted in places, providing both a visitor and tourist area. Everything has been cleaned in keeping with the architectural traditions of the time.

Olinda

The Inter-American Development Bank has offered a new kind of loan, about 400 million dollars, for development projects in north-east

Brazil. This sum has to be matched by 400 million dollars from the local governments in the area. In the case of Olinda, the most exquisite historical city in that region, such a project is not feasible, for although it boasts one of the top fifteen municipalities in Brazil – Brazil has about 300 – they do not have the know-how to prepare projects and to be able to provide the counterpart funding necessary.

In Olinda, there are about forty or fifty churches, which are frequented by seasonal tourists – seasonal in the sense that they are there in the morning and gone in the afternoon. Facilities to encourage tourists to stay are not available because the coastline is about five or six minutes walk away and people spend their time on the beach. The original narrow streets are still intact, with some restoration work being carried out occasionally by the people themselves, and there are various outdoor cafés, but as these are not institutionalized, they come and they go. Although a total revitalization project is not in place, there is growing artistic life, restoration work has been undertaken and the people feel that Olinda belongs to them. Revitalization is held back merely by a lack of know-how and by the provincial way of thinking which wants to leave the historical city untouched. If this view can be altered, it may be possible to build open-air terraces without upsetting the atmosphere, and to introduce new build-

ings such as hostels, which fit into the old Portuguese architecture of the seventeenth and eighteenth centuries.

Ouro Preto, Brazil

This is an example of an excellently balanced, integrated approach to rehabilitation which occurred simply because the Mayor, former Secretary of State for Culture, set up a programme which considered all the different aspects: monuments, inhabitants, infrastructure and visitors.



Ouro Preto,
Brazil © UNESCO

Cartagena, Colombia

The main problem here is that Cartagena is used as a weekend resort by people from Bogota, Medellin and so on, so absentee landlords and local inhabitants are constantly fighting. We have helped to set up legislation because, unfortunately, although most Latin American countries have favoured decentralization processes, legislation tends to be non-existent at the local level. The legislation in force is national not local.

The following project was started partly because there was a good school of people who had trained as architects on a course we organized in Cuzco, but equally because of the earthquake in 1987 which brought forth a kind of love for the city among the people. This was shared by the Mayor who succeeded in putting together an investment project by establishing a fund, the Quito fund, which even went to Debt Swap with a number of United States and European banks to exchange debt for conservation, reconstruction or restoration. Today, in addition to the 20 million dollars or so they raised themselves from local authorities and the private sector, almost 40 million dollars have been provided by the Inter-American Development Bank. The aims of the project are to improve the attractiveness of the historical centres, to revitalize commercial activity, improve pedestrian safety and to raise the standard of living of the residents. Four parking areas are to be built in strategic locations, and one refurbished, for the planned organization of traffic. There will be good sanitation facilities, open spaces, and a

number of old monuments will be re-used like the old prison which will be converted into a museum, and the old hospital into a cultural centre. In technical terms, municipal terms, management terms and financial terms it is probably the best project in the region. After the earthquake there was a tremendous call to action from the population, and this, coupled with the influence of the Mayor has been crucial to the success of the project. UNDP is now working with us on a number of similar programmes in Latin America.

Lima

The people of Lima, especially the elite, wanted first and foremost to restore the monuments. As Lima was one of the centres of the Kingdom of Spain, they wanted to cherish a certain nostalgia very much like the people of Casablanca with regard to Fez, the nostalgia of wanting to restore the historical past. However, future prospects are now a matter of political will. The new government is taking a very clear stance with the private sector on the whole issue of land use and ownership, the question of street vendors is being discussed, and problems of infrastructure, transport, housing, the urban poor and visitors are being considered. Data collection and vigilance over zoning and land use have virtually disappeared in Lima. Until recently, there were almost no master plans in Latin America for historical centres, so the master plans that were drawn up from San Juan de Puerto Rico down to Quito as a reference for the 500th anniversary of the arrival of Columbus in America have

been tremendously helpful. Lima is collapsing, particularly because of the tremendous population in the centre. One of the newspapers said "When Lima lost status, the demanding public moved to Miraflores", and in Spring 1996, the city centre became Camino Real, which is the shopping centre. This is not the centre, the real centre is the historical city. Only interaction between the residents of the shopping mall area and the historical city can change the current situation as unless there is local interaction, whatever is done through international organizations will fail. There has to be commitment on both sides.

Santo Domingo

Is it a museum city, or is there a relation between tourism and development? It appears that the emphasis has been laid on tourism, on attracting visitors to a kind of open museum. There is virtually no communication between

the new town and the old town. The people who lived in the old town were moved out to the poverty belt and now the centre is just a place where taxi drivers bring tourists or where a ship comes in and sails out again. Of course, the architectural and historical atmosphere is fantastic. But why invest, simply to raise new questions and offer no solutions? We believe that if governments and people want to save their built heritage, then they must attempt to reconcile poverty, environment and housing, municipal services, infrastructure, the economic base and sustainable tourism with the heritage. Otherwise, our reconciliation of urban and social elements may be wrecked. I began working in the field of conservation some twenty years ago with UNESCO and I believe that unless these points are brought together, as I believe they can be, we may find ourselves in a position where we are trying to salvage a wreck, monuments and urban fabric alike.

Havana, Cuba

In spite of the revolutionary situation of 1959, a great deal of importance was attached to the restoration of monuments during that period. Further, in the 1960s and 1970s grant programmes were available and some excellent work was carried out both in terms of restoration and reuse. Later, community organizations were created and the conservation centre became one of the best in Latin America. At the same time, however, there was a new housing policy which promoted universal, pre-fabricated housing outside the centre. This meant that the people of Cuba and their leader, Fidel Castro, did not look upon the historical city of Havana as somewhere where people lived, but as a nostalgic past of artistic and architectural value.

Housing in the historical city of Havana remained untouched for forty years and gradually deteriorated. Over this period there was no construction in the whole of Havana, not because of legislation but simply because the only new buildings were the housing units which lay outside the city. The infrastructure of the city proper also deteriorated, aggravated by political and economic issues, especially since most equipment previously came from the United States or off-shore Miami. Such problems of deterioration are not unique to Havana, they exist in Quito, Lima and many other parts of the world and yet in Havana they are more apparent. The difference is that, unlike other countries, there is no advertising in Cuba; it is naked. When a city is naked you can see that it is falling apart, but if it is dressed up, it is less easy. Unfortunately, most poor cities nowadays are dressed up with jazzy neon lights and so on, but in reality, the poverty one sees today in Havana is no different from poverty anywhere else. Since the end of the Cold War, there has been a trend towards tourism, or more appropriately, foreign currency generating activity. For example, buildings may be renovated by a State agency in a joint venture with private investors, principally Spanish or Italian. These buildings are then let to foreign companies in return for foreign currency, namely dollars, and parking lots are constructed for the people who work there. Today, most areas in the historical city are being adapted in some way to cater for these firms. The problem is how to relate these new approaches and their by-products to housing.

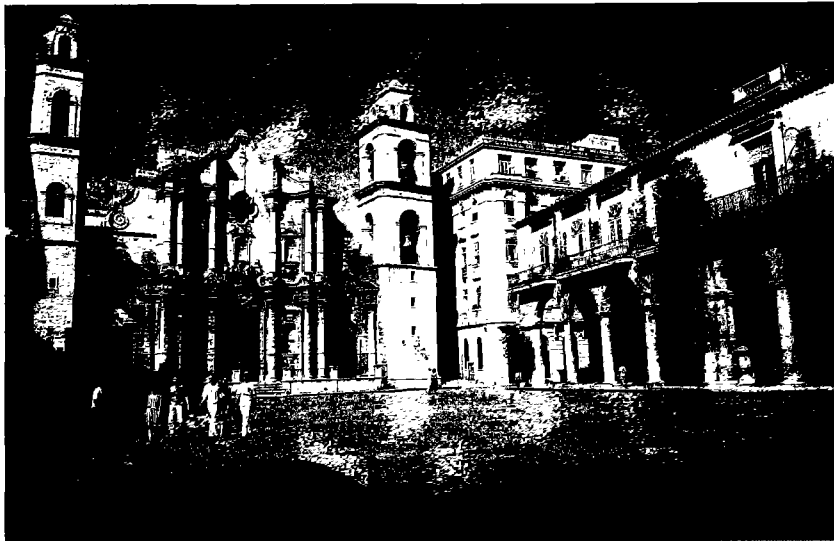
In the south of the city about 3000 houses are in a very bad state. The economic base is almost nil, with an income of between 5000 and 15000 dollars a month. There are a lot of joint ventures and the technical know-how of the people is good, but what is lacking is a means of channelling investment into tremendous habitat stock, which needs upgrading. In order to upgrade, the revenue generated by the tourism industry, which amounts to about twenty million dollars a year for the historical city, needs to be ploughed back into the historical city and not into the national government or the municipality.

The City Historiador, appointed by Fidel Castro as the person responsible for the historical city, is a very important office. He is above the Mayor, and is free to do whatever he wishes within the traditional and legal framework of the conservation policy. Many things have been achieved: as early as 1960, the city museum was restored, and concerts are still held there. The ancient cathedral is now surrounded by open space, and an

unattractive parking lot set up at the Plaza Vieja in 1956, was demolished recently and the street completely renovated. Plaza Vieja itself is also soon to be renovated.¹⁰ The Plaza de Belén, previously called San Francisco, has been turned into a concert-hall, with a museum annexe and a third patio.

There are hardly any cars in Havana. You may see a Peugeot with a diplomatic number plate, a Lada from the late 1980s or early 1990s or perhaps a Packard or Chevrolet of the 1950s. Millions of bicycles were brought in from China after the crisis so now people just use bicycles. Havana is a beautiful place to be on a bicycle, and from an environmental point of view it is positive.

Interesting things have been happening in Havana. Artisans and craftsmen now come to the main Plazas to sell their work, paying 100 pesos (about 40 dollars) per month and an extra 2 dollars per day to the authority who in turn sets aside a sum for conservation in the city. Books are also sold in the Plaza Mayor. As part of a move for job creation and employment opportunities for women, a group of women joined together to do embroidery work in Belén. There is also a special market every Thursday, Friday and Saturday near the station, where the blind and disabled can sell their work or produce. In addition, a beautifully restored house has been dedicated to the famous painter, Lam; the centre will contain a museum and a shopping area for books and films on Lam. The biggest new feature in Havana is "paladares", restaurants at home. People can open small restaurants, limited to eight tables, where people can eat as if they were eating at somebody's house. It is not exactly privatized, but it is an indirect means of privatization. This is the great fashion today; anyone who has dollars can go in. All these developments are part of a social renovation.



*La Plaza Vieja in Cuba,
Havana © UNESCO*

¹⁰. This work is now completed. [Ed.]

Conclusion

Il ressort du colloque une série de principes qui devraient guider les projets de réhabilitation urbaine :

1. Les intervenants ont reconnu que la population doit être intégrée au processus de réhabilitation. Un progrès durable ne saurait être garanti si les habitants ne sont pas parti prenante du développement de leur propre environnement.
2. L'une des composantes de la réhabilitation est la protection du patrimoine culturel urbain qui doit renforcer une identité locale. Cette protection implique non seulement la rénovation du bâti mais également la revitalisation de traditions, savoir-faire et techniques artisanales.
3. La partie historique et la partie moderne de la ville devraient être connectées. Les activités commerciales et la qualité de vie doivent créer une interaction entre les centres historiques et la métropole. Une séparation entre le centre touristique et les quartiers modernes doit être évitée.
4. D'un point de vue architectural, une nouvelle construction devrait toujours faire référence à la signification historique du lieu où elle est édifiée et révéler l'esprit du lieu. Des édifices qui présentent une valeur historique mais n'ont plus d'usage peuvent être transformés en des bâtiments fonctionnels et modernes.
5. Économie saine et mixité sociale sont, autant que les considérations architecturales, des paramètres de la réhabilitation des centres historiques. Réforme des institutions, satisfaction des besoins économiques de base, un programme global d'éducation et la revitalisation de l'engagement traditionnel des populations sont nécessaires pour réaliser la réhabilitation de la ville.

Conclusion

During the colloquium the experts presented some unequivocal principles for urban rehabilitation.

1. The panellists recognized that the population of a city should be integrated into the rehabilitation process. Sustainable progress is only guaranteed if the inhabitants are committed to the development of their own environment.
2. One of the main principles of rehabilitation is the protection of the cultural urban heritage in order to strengthen the local identity. This aspect contains not only the renovation of the physical surroundings but also the revival of traditions, know-how and craftsmanship.
3. The historical and the modern parts of a city should be connected. Commercial activities and quality of life have to create an interaction between the historical centres and the metropolitan area. The division between the historical centre and the modern quarters must be avoided.
4. According to the architectural point of view, a new outline should always refer to the historical substance and emphasize the spirit of a location. Obsolete buildings of historical value but of no use can be transformed into a building of functional, modern significance.
5. The facilities of a city have to be guaranteed in order to realize the rehabilitation of a city. The rehabilitation of a city not only depends on the conservation of monuments but also on the economic base and the diversity of the social mix of inhabitants. The reform of institutions, the strength of the economic base, the improvement of functions and systems, a global education programme and the revival of traditional involvement are necessary to realize the revitalization of a city.

Résumé du débat

Après les interventions, tous les participants au colloque ont pris part à un large débat au cours duquel Wolf Tochtermann a réaffirmé que les centres historiques des villes devaient être considérés comme des lieux à habiter et non comme des monuments ; l'objectif de la réhabilitation étant de rénover la ville pour ceux qui y habitent et non de les obliger à partir. Une personne de l'assistance a critiqué le choix du titre du colloque « *Renewal of Inner Cities* », la rénovation des centre-villes. Il a pris l'exemple de la Chine où rénovation signifie démolition totale puis reconstruction. Les intervenants ont reconnu que le terme de réhabilitation aurait été mieux approprié au sens du colloque qui cherche à faire valoir les aspects sociaux du processus de réhabilitation

et notamment le cas des plus pauvres. Sylvio Mutal a souligné que le dialogue avec les habitants pourrait être spécifiquement pris en charge par un département créé dans ce but au sein de la municipalité et dont la mission serait de recueillir la parole des habitants. Il a de nouveau insisté sur le caractère vital de la participation de la population dont il estime qu'elle est prête à s'investir. Il a mentionné le phénomène de Sao Paulo où l'on voit les classes moyennes et les riches migrer vers les centres secondaires, tandis que les pauvres regagnent le centre historique. Il n'a pas minimisé les problèmes liés à ce phénomène mais a souligné qu'il est porteur d'une nouvelle dynamique pour les centres historiques.

Debate summary

After the presentations a debate among the participants and the observers took place. Wolfgang Tochtermann emphasized that the discussion was on the history of the city as a habitat rather than on the history of the city as a monument. The aim was to restore the city for those who live there, not to send them away. One of the observers criticized the term “renewal of inner city areas”. He explained that renewal in China meant total demolition and reconstruction. The participants agreed that the “rehabilitation of inner city areas” was a better term to define the idea of the colloquium as it also includes social aspects and especially that of poor people. Sylvio Mutal pointed out that the use of monuments solely

for tourism or culture couldn't be sustainable. The contact with the inhabitants could be improved by means of specialized departments within the municipality to carry out interviews with the residents. He noted that the population was ready to become involved and that participation was vital. Sylvio Mutal also mentioned the so-called “Sao Paulo phenomenon” whereby the middle class and the rich are leaving for the outskirts of the town while poor people move back into the historical centre. He argued that whilst there are problems related to this phenomenon it also brings a new dynamism, a reviving force, drawn from the poor.

Debate extracts

SPEAKER A: First of all, I should like to congratulate you on the organization of the discussions and especially thank Mr Sylvio Mutal, who has been very clear about the issues in Latin America, where I live. In my country, the agency in charge of historical heritage is reluctant to allow historical monuments to be used commercially in order to attract more tourists. Many of these monuments are used for cultural purposes, such as concerts, libraries and so on, but there is not much money for the historical heritage in Mexico, which is quite substantial, and the agency will not allow all monuments to be converted for cultural use. That is why I should like to ask Mr Mutal his opinion. Does he really recommend using these ancient monuments for hotels, restaurants, etc., and in that way keep the heritage alive, so to speak, bring it back to life?

Secondly, I should like to say that it is very important to think in terms of the full restoration of a region, not only the monuments but perhaps all the historical centres, and we must take into account the landscape surrounding the town, the natural environment. That is why I should also like to ask about non-monumental architecture, the constructions that make up the town, the vernacular, popular constructions erected by those who live there, by the inhabitants, without professional assistance. Those are the two points I should like to raise.

WOLF TOCHTERMANN: I should like to say first of all that the theme of this colloquium is certainly not that of the restoration of monuments, the theme is precisely to try to make the city liveable, to approach the inhabitants to find out where and how they live. The project we heard about first of all this morning, concerning Otranto, was a matter of revitalizing the city centre habitat so as to enable the residents to stay there and to renovate and refurbish the habitat area, using very simple but very contemporary methods. The aim was to restore the city for those who lived there, not to send them away, not to evict them from the urban perimeter to the periphery. On the contrary, the purpose of the project was to do everything possible to allow them to go on living in their town. I regard that as the theme of our discussions today, so it is not only the history of the city as a monument, it is the history of the city as a habitat that concerns us today.

SYLVIO MUTAL: In Mexico there has always been a conception of the monument proper. The city is monumental; not just the city, but all the buildings form the heritage. I believe that it is only recently, since the earthquake (1985) that people have begun to consider the urban heritage as an entity. In Mexico, particularly on archaeological sites, there are situations where new constructions have been erected

for tourism, hotels, etc. I do not think the use of monuments solely for tourism or culture can be viable, fundamentally. As my colleague, Tochtermann has said, what is important is the use by the people themselves as well as other uses, which may initially benefit the inhabitants, be they of the historical centre or the capital. At the same time, lastly, uses should be converted to provide for visitors. I still insist on calling them visitors, because I do not think there can be a tourist industry in a city. I think there can be services for tourists but not an industry that would replace the inhabitants as such.

SPEAKER B: Latin American cities have caught up, have been revitalized, the people are back, there is new investment. All that is wonderful, it has been achieved in many different ways and you have given excellent examples. But life goes on and other factors are affecting life in these cities. They are also affecting the meaning that both residents and visitors ascribe to these cities. They exert an influence on their lives. Through globalization tendencies, the role of inner city centres and historical cities is being affected to such a degree that both cities and historical centres are being sucked into worldwide networks where they take on other functions, whether related to tourism or not. So there is a challenge to whatever meaning the residents of the cities have put together out of that revitalization process. It amounts to more than just economic influence; what is at stake is meaning in the broader sense of a network of centres, which is constantly changing under

the pressures of globalization. That is my first point.

Secondly, with regard to cultural landscapes – somebody mentioned cultural landscapes – this is the newest area where World Heritage criteria are applied. Now, there are only seventeen cultural landscapes on the World Heritage List, but they are growing and what they imply is that cities are increasingly considered in a regional cultural context. So, cities and their hinterlands; relations like these are gathering momentum and this affects the perception and the interpretation of values and tradition in those centres. So, here, we have two forces: international networks and national pressures that influence not just life in the cities, but the meaning such historical centres hold for current residents. This may be based on the past but it is changing. Therefore, it is fair to ask the question: Have you found, in your cases, for example, attempts to set up interpretation centres, mechanisms for monitoring the conservation process, and so on, which could open the way to an appreciation of changing values, historical and traditional? Are residents engaged in a process of change which may affect the way they see their own “recuperated” centre? I ask this because I think it is an increasingly important factor in the broader urban and regional planning framework.

SYLVIO MUTAL: I think, as I said at the very beginning – that the whole question of city or municipal or urban management is a new phenomenon. City authorities are not necessarily manageable nor are they the opposite,

even planning officers are not manageable. So, I think, in our monitoring experience we had much more of a positive experience when it came down to sites of an archaeological order or even landscapes, you know, or natural sites. What we are trying to do now is precisely to set up some kind of specialized office within the municipality or annexed to the municipality for the sole purpose of doing exactly that: regular interviewing and constant participation with the residents. When I say participation, I mean dialogue and contact. We achieved this in Fez, for example, in our programme many years ago. The approach was different from the usual type of action that comes from top to bottom instead of from bottom to top. I think there is still room today, at the urban level, if we talk about revitalization, if we talk about making things viable in the economic context, in the cultural context and so on, I think, quite frankly, even in Cuba – Havana – participation is still mainly looked upon as belonging to the tourist sector, not the economic sector. I think there is room for participation.

SPEAKER B: You say there is room. I think it is essential to have the room to accommodate the mechanisms that have to be put in place. Are they in place?

SYLVIO MUTAL: I think they are much more in place in the rural sector than in the urban sector. Well, even so, I still think that the participation process, or whatever you want to call it, is vital, and it is happening. It is happening indirectly, it is happening by force, it is

happening because of a situation: “we do not want to leave our city, we want to stay here”. The question is how to translate that will to stay into a will to do something and to take into account and to recognize and to reckon with the people’s aspirations and feelings, so to speak.

SPEAKER B: My feeling is that this can only be achieved if you participate actively in monitoring the value and the meaning of the place. You cannot remain passive, because things are changing and having an effect on those issues, not only in economic terms, but in social physical terms, in environmental terms. So, I would suggest that there should be a very active process of participation that would help to understand and monitor the current value residents ascribe to their habitat, find out whether it conforms to past values, or contemporary perceptions of past values and whether those values are changing too. All this could have an impact on how the economy is stimulated, it could have an impact on the attitudes of local residents towards visitors, it could contribute to cultural landscape planning, where the historical town is set in a broader context. Awareness of meaning has many direct implications for economic and social physical circumstances.

SYLVIO MUTAL: That is a separate issue. Unfortunately, from the heritage point of view, purely from the heritage point of view, it will not be taken into account and I do not think the conservationists want it to be anyway, by definition. By definition, it would be – I shall

not say counter-productive – the antithesis of conservation in the classical conservationist sense, so I think this is a new area. Young people have to be involved more and more. I think that with this type of management or urban heritage management of cities throughout the world, that is essential.

SPEAKER C: My name is Hans Björnes. I am a Professor of Architecture at the Norwegian Institute of Technology. I should like to raise two issues here, one is actually a warning and the other is a question. The question is: What is the real challenge of the inner city about? But first, let me fire the warning shot. The title of the Colloquium is the revitalization – renewal – of inner city areas. Last year, I happened to attend a very interesting seminar on renewing housing areas in traditional Chinese cities. Renewal in China means total demolition and reconstruction as we saw in Bucharest just now. It is a very clear term for that kind of action and it is on display in the best practices exhibition. There is no thought behind it, no stepwise careful approach along the lines approved by the Aga Khan Trust, of which we saw such good examples this morning. This is a very tricky area, of course, as Mr Tochtermann well knows. In his speech he deliberately avoided the issue of renewal, using terms like rehabilitation, revitalization, regeneration instead of renewal. Secondly, the main problem I see, after working in historical cities and inner cities, is the quality of life of the poor. That is the difficult part. How will they be affected if we try to do something? That is the problem we have

to address. What will happen to them, where will they move? In Kathmandu, for example, it was clear that the main source of the squatter settlements in the Kathmandu valley was inner city migration. The poor people are moving out of a traditional, low-caste and caste-less environment to caste-less areas beyond the city boundaries. So far there is plenty of public land for squatting, but the next step will be squatting on private land. In Delhi, housing for the poor also poses very serious problems in some quarters, where there are up to 3000 people per hectare or 300 per 1000 square metres, enormous densities, so the real question is to address these difficult issues, which the poor face in historical centres. This must be remembered whenever we as architects have a tendency to facilitate gentrification.

SPEAKER D: My name is Cristobal Valdés. I come from Santo Domingo and I want to ask the following question. Mr Mutal painted a very good picture of restoration in Santo Domingo, where it has been focused exclusively on monuments. I should like to ask why Santo Domingo was declared a World Heritage city, when it failed to take into consideration all the other factors that make a city liveable. What criteria must be met for UNESCO to list a city as World Heritage?

SYLVIO MUTAL: Listing Santo Domingo has indeed been a controversial issue, I must admit, particularly in the Latin American region where there is still some resistance as compared with San Juan de Puerto Rico, for example. There was resistance because Santo Domingo was

the first case and it may have corresponded to the most classical and most conservationist attitude contained in the World Heritage Convention, namely monuments that represent an epoch of significant value. Unfortunately, other aspects concerning the liveable city were not taken into account in the full evaluation of the file. I must add that in my own experience, after the monitoring exercise I carried out in Latin America, many people on the World Heritage Committee disagreed when I included fifteen or twenty more items on grounds that were not directly conservationist.

However, I repeat that for me personally, the Convention still fails to address the global issue. I believe, I think, deep in my heart, that the Convention would rather have a set of monuments nicely and beautifully conserved and monitor them exclusively for purposes of conservation. That is my viewpoint, but Santo Domingo is there and it is a place where a revitalization process could come in. I think it could be reverted, it could be done, it depends on the authorities – you know how it is – at the municipal level and especially at the conservation level, who are always the same people, the old-timers.

SPEAKER E: I have a very short question. Is rehabilitation sustainable or not? You mentioned before that rehabilitation was not sustainable. Is it sustainable?

Sylvio Mutal: I said conservation per se is not sustainable. Rehabilitation can be made to be sustainable. It is an ongoing process and takes

into account the physical, social and economic concerns of the population. I think it could be and should be made sustainable. What is not sustainable, for me, is the conservation process, conservation per se, with regard to an area, even an area as a whole. Conserving is not sustainable, in my opinion, unless it has the involvement of the people because without, by definition, it cannot be a dynamic process. There is also the whole question of employment generation and the use of the area by the people, who are, after all, the owners, if I may say so, from a citizenship point of view. Embodied in all the rest, conservation is sustainable, it could and should be made sustainable.

SPEAKER F: Yes, I want to take up this issue and the issue of poverty. You once wrote a paper, Silvio, where you said that poverty took hold – good words – more easily in historical centres, in old quarters, perhaps because they are of minor economic interest to more fortunate social groups. Therefore, there is a place for the poor in city centres. That was a point we made and it is something of a factual reality nowadays. Now I agree, I have been to the Kathmandu valley, I agree with what has been said. On the other hand, I believe that probably the best place for rehabilitation, a place where the poor can feel involved and interact would be the physical environment of old historical centres. Old environments afford the niches, the spaces for informal relationships, for barter, as much as for economic transactions, so there is a richness of physical space that can accommodate the rich social

and economic life of the poor, to put it simplistically. I would see city centres as, if you like, workshops where the poor can learn to participate in conservation, to improve their social and economic status and, perhaps, once they have achieved that, to leave it all to the next wave of poor. I am not sure whether this process can be monitored but it offers at least some conceptual interest.

SYLVIO MUTAL: I was very much involved in what I call the Sao Paulo phenomenon. It was not only that the so-called middle-class and rich were leaving, the poor were coming in, they were no longer moving to the outskirts. In Sao Paulo today, the centre of Sao Paulo, the movement is from outside to inside, because outside, there is nowhere for the poor to go, outside in the North American type of, you know, city shopping malls, green areas and so on. So, the problem Mr Cardoso and the people of Brazil are facing now is precisely how to accommodate this new influx of people, who are coming to the town now just as they went to the belts twenty years ago. In a way, there is also hope, because they are colonizing, as it were, so I think we have to see it, not as squatting, but as a more dynamic force, a reviving force, let me put it that way. This is a new phenomenon, which is occurring more and more in Latin America these days.

I was in Istanbul forty years ago and I just got back two days ago. I think it is a case where the historical centre has expanded, as it were, throughout, without leaving any really

authentic entity. It is like any typical mega-city in the world today. There are areas in Istanbul where one has no sense of being in Istanbul. I could be in Mexico City, I could be in Rio de Janeiro, unless I see the sea or the Bosphorus. I could be anywhere. But, definitely, where the neighbourhoods with the monuments and the major monuments are concerned, I think that rehabilitation work could be undertaken. Some projects were started, I understand, ten or twenty years ago. I am not sure what has happened there but I shall take a look over the weekend and talk to colleagues and our friend from the Turkish Committee of ICOMOS. However, I think that a good part of Istanbul is not reversible. The process that has taken place is not reversible, or a good part of it is not reversible.

The question now is how to tackle the historical core, how to incorporate the housing as such. I mean traditional housing, not only the people, because there is traditional housing in Istanbul, unlike many other parts of the world. For example, in Uzbekistan, in Bukhara, I could not really see a housing tradition. The houses are all in the manner of the last forty or fifty years. Here, however, or in Fez, for example, there is still traditional housing, there is a traditional way of living and being and these things could be revived, in the positive sense of making the process really beneficial to the people and to the visitor alike. Personally, I see it as much more complicated than I thought I would thirty or forty years ago. It has grown out of all proportion.

**II. Réhabilitation éthique
et durable
des centres historiques**

Venise, décembre 2002

**II. Ethical and
sustainable rehabilitation
of historical city centres**

Venice, December 2002

Contexte et problématique de la table ronde

Dans le cadre du XXI^e Congrès international des Architectes de Berlin (juillet 2002), qui avait pour thème « Architecture-Ressource », l'Union Internationale des Architectes (UIA), sous le patronage de l'UNESCO, a lancé un concours international ouvert aux étudiants en architecture. L'objectif étant de mener une réflexion sur « la réutilisation durable des friches urbaines ». Le jury a retenu le projet de trois jeunes italiennes qui répondait le mieux à la problématique de « ville habitable ».

À l'occasion de la remise de ce prix d'Architecture UNESCO 2002 à Venise, une table ronde a été réunie le 2 décembre 2002 par la Section Développement Urbain du Secteur des Sciences Sociales et Humaines de l'UNESCO sur le thème « **Centre-villes : la réhabilitation socio-économique durable et éthique des quartiers historiques** ». Cette problématique d'actualité s'inscrit dans la stratégie 2004/2007 de la Section Développement Urbain du Secteur des Sciences Sociales et Humaines de l'UNESCO : « les politiques publiques urbaines tournées vers le droit à la ville ».

Sur le plan architectural, les quartiers anciens expriment le savoir-faire des sociétés et des civilisations qui les ont produits. Sur le plan urbain, ils jouent par leur centralité un rôle essentiel dans l'organisation de la vie de la cité. Loin de constituer des villes hors du temps et

de l'espace, ils sont des lieux de vie, de vastes ensembles habités, où s'exprime l'« urbanité » garante de la cohésion sociale. Les centres historiques sont aussi le lieu de la mémoire sociale de la ville : mémoire de son histoire et de ses pratiques culturelles, mémoire de la mixité de ses fonctions urbaines et de ses populations. Mais est-ce encore une mémoire vivante ?

La crise urbaine confronte les centres historiques à de nombreux problèmes : la surpopulation et la paupérisation entraînent une dégradation du bâti, les modes de production changent et rendent obsolètes certains savoir-faire traditionnels, les infrastructures sont vétustes, insuffisantes ou inadaptées. Que faire de ce patrimoine édifié, pour les uns obstacle à la pleine réalisation de la modernité et pour les autres, trace quasi sacrée de l'identité perdue ? Ces zones dégradées deviennent l'objet de plus values foncières entraînant leur appropriation en vue de fonctions économiquement gratifiantes, notamment touristiques. Cette orientation touristique offre aux premiers la satisfaction du profit financier à court terme et la muséification qu'elle induit permet une conservation à l'identique, chère aux seconds. Mais que vaut de traiter le bâti ancien en un élément distinct, marginalisé du reste du tissu urbain ? Que vaut son statut de témoin si les populations initialement occupantes sont déplacées, si sa morphologie elle-même est altérée pour la rendre

conforme aux nouveaux usages ? Vide de ce qui lui donnait vie et mis à l'écart du contexte de la ville, sa sacralisation engendre en définitive son dépérissement.

Renouer avec le modèle urbanistique classique du corps, refaire de la ville un ensemble d'éléments articulés, telle semble être l'alternative. Alternative qui affirme que la structure spatiale ne pourra offrir des solutions que si l'accompagne une volonté politique, porteuse de réformes économiques et sociales. Cette foi en des projets dits intégrés est-elle le signe de la nouvelle humilité de l'urbaniste, conscient que la morphologie urbaine ne peut pas tout ?

Certes elle ne peut pas tout mais gageons qu'elle a sa part d'influence : quelle sera alors cette nouvelle forme urbaine (pourra-t-on encore l'appeler ville ?) qui devra être un espace de paix, de justice sociale, de démocratie et de développement ? On en appelle au lien social, à la citoyenneté active, aux services pour tous, à un espace public qualifié et concertant. A quoi ressembleront en termes architecturaux ces « citizen-friendly urban environments »¹¹ ?

La place du patrimoine édifié dans cette refondation de l'espace urbain n'est pas simple : y a-t-il une réutilisation du bâti ancien qui permette à la fois le « respect de l'esprit des lieux »¹² et un développement des richesses qui profite aux habitants sans les cantonner dans l'exercice d'activités devenues folkloriques ? Quel est ce « mémorial d'urbanité » dont parle Monsieur Saïd Mouline, à la fois « mémoire collective et source de références, matrice génératrice de processus de création »¹³ ? Faut-il regretter, au nom de la mémoire de l'identité, la conversion en espaces commerciaux d'espaces à la tradi-

tionnelle fonction résidentielle si cette conversion offre aux plus pauvres la possibilité de se maintenir dans leurs quartiers ?

Préservation d'une spécificité culturelle dont le patrimoine est le miroir, maintien du tissu social qui donne son sens réel au bâti, lutte contre la paupérisation des quartiers historiques : ces objectifs sont-ils incompatibles ? La participation de tous¹⁴ à la conception et réalisation des politiques urbaines permettrait de définir les projets spatial et social en fonction de leurs besoins et désirs. Mais les perceptions des habitants ne risquent-elles pas de diverger, selon les intérêts de chacun ? Ne vont-elles pas s'opposer à celles des planificateurs ? La sensibilisation des populations à la valeur patrimoniale du bâti est une chose ; quel bénéfice pourrions-nous tirer d'un travail de sensibilisation des planificateurs aux itinéraires tracés par les habitants, à ces pratiques quotidiennes qui dessinent la vraie ville et que, parfois, ils ignorent ? En outre la « participation » implique un travail collectif réunissant secteur associatif, secteur privé, collectivités locales, État : quel est le terrain d'entente pour des acteurs dont les logiques diffèrent ?

La table ronde a été un lieu d'échanges, d'exposition d'expériences et de dialogue pour lancer des orientations communes fondées sur des valeurs partagées quant à la définition des termes des problématiques de la réhabilitation socio-économique durable et éthique des quartiers historiques, du droit à la ville et de la cohésion spatiale et sociale dans les centre-villes. Les enjeux ont été posés aussi bien pour nourrir la réflexion sur la ville future, que pour envisager les actions à mener pour la sauvegarde de la mémoire sociale et culturelle de nos villes.

11. Déclaration du Sommet sur les établissements humains Habitat II, « Humanize the city », Istanbul 1996.

12. Saïd Mouline, dans « Les enjeux de la revitalisation des centres urbains : entre identité et conscience anesthésiée », colloque Renewal of inner cities areas », Habitat II, Istanbul 1996.

13. Idem

14. Sans distinction d'âge, de sexe, de religion, de culture ou d'appartenance ethnique

Context and issues discussed at the Round Table

The 21st International Congress of Architects held in Berlin in July 2002, had as its overall theme: “Resource Architecture”. Within the framework of the Congress, the International Union of Architects (IUA) under the patronage of UNESCO, launched an international competition open to all students of architecture. The aim was to stimulate thinking on *the sustainable reuse of urban wasteland*. The jury decided that the project designed by three young Italians seemed best to address the “liveable city” issues.

On the occasion of the award ceremony of this 2002 UNESCO Prize for Architecture, held in Venice on 2 December 2002, the Urban Development Section of UNESCO’s Social and Human Sciences Sector organized a Round Table on the subject of “City centres – Ethical and sustainable socio-economic rehabilitation of historical districts”. This contemporary issue is in line with the 2004–2007 programme strategy of UNESCO’s Urban Development Section in the Social and Human Sciences Sector: “integrating the right to the city into urban public policy”.

On the architectural plane, old districts express the know-how of the societies and civilizations that produced them. And on the urban plane, because of their centrality, they play an essential role in the organization of city life. Far from being cities outside time and space, they are full of life, vast lived-in entities, where urban

life means social cohesion. Historical centres are also the cities’ social memory: memory of its history and its cultural practices, memory of the variety of its urban functions and of its inhabitants. But does this living memory still exist?

The urban crisis confronts historical centres with many problems: over-population and poverty bring with them deterioration of sites; production operations change, making certain traditional practices obsolete; the infrastructure becomes outdated, insufficient and inappropriate. What should be done with the heritage of buildings? Some people see them as a hindrance to the full realization of modernity, yet to others they represent an almost sacred trace of a lost identity. These dilapidated areas become the subject of financial gain, leading to appropriation for financially rewarding purposes, i.e. tourism. This tourist trend provides the former with the satisfaction of short-term financial gain, and turning the whole area into a kind of museum as though time has stood still, pleases the latter. But what is the point of treating old buildings as a separate element, marginalized from the rest of the urban fabric? What value do they retain as witness to past times when the former inhabitants have been removed and the buildings’ very structure is changed to conform to the new use being made of them? When city centres are emptied of what formerly gave them life, and sidelined

from the rest of the city, putting city centres on a pedestal finalizes their decline.

The only alternative would seem to be re-establishing links with the main body of the classic urban model and remaking the city into an ensemble of structured elements. Clearly this alternative for the spatial structure would only provide solutions if there were the political will for social and economic reform. Is this belief in so-called integrated projects the urban specialist's new humility and his realization that the urban structure has limits?

Indeed, there are limits to the urban structure but it has its share of influence – so what form would this new urban structure take? Could we still call it a city? Would it be a place of peace, social justice, democracy and development? When we make a plea for a collective, public space with social links, active citizenship and public services for everyone – in architectural terms what will these “citizen-friendly urban environments” look like?¹⁵

In this recreation of the urban space, the position of heritage buildings is by no means clear. Can old buildings be reused in such a way that they respect the spirit of the place¹⁶ and also develop resources that will benefit the inhabitants without reducing them to folkloristic activities? What is the “memorial of urbanity” mentioned by Saïd Mouline – collective memory, reference source or a structure generating new creations?¹⁷ Should we be sorry when areas that have traditionally been residential, are converted into commercial zones, if conversion means that the poorest section of society can remain in the area? Does it entail a loss of identity?

Preservation of a cultural specificity of which the heritage is the reflection, maintenance of the social fabric which gives buildings their real meaning, the fight against impoverishment of historical districts – are all these aims incompatible? The participation of everyone¹⁸ in the conception and realization of urban policies would enable the spatial and social projects to be defined with regard to their needs and wishes. But do the ideas of the inhabitants not risk being divergent, and varying according to each person's interests? Are they not going to be in opposition to those of the planners? Raising inhabitants' awareness to the heritage value of property is one thing; but it would also be an advantage for planners to undergo an awareness-raising exercise of the routes mapped out by the inhabitants, and of the daily run of things which is what makes the real city and which they sometimes do not understand? Besides, “participation” implies a collective exercise, bringing together associations, the private sector, local groups, etc. What is the common ground for actors whose thinking differs?

The Round Table was a forum for exchanging views, experiences and dialogue in order to come to an agreement on the lines to be followed, based on shared values with regard to the definition of the ethical and sustainable socio-economic rehabilitation of historical districts, the right to the city and the social and spatial cohesion in city centres. These challenges have been posed as much for fostering thinking about the city of the future as for envisaging activities that can be carried out now, for safeguarding the cultural and social memory of our cities.

15. Declaration of the Second United Nations Conference on Human Settlements, Habitat II. “Humanize the City”, Istanbul, 1996.

16. Saïd Mouline, in “The issues involved in the renewal of urban centres – between identity and anaesthetized awareness”, Seminar entitled “Renewal of inner cities”, Habitat II, Istanbul, 1996.

17. Idem

18. Irrespective of age, sex, religion, culture or ethnicity.

■ Présentation du sujet ■

Alain-Charles Perrot*, Président de la Table Ronde

Les problèmes qui nous préoccupent peuvent être résumés par l'image de l'homme qui marche. C'est une image un petit peu commune mais c'est vrai que lorsque l'on marche, on est toujours en déséquilibre et il faut avancer pour retrouver son équilibre.

Cette image s'applique particulièrement bien à tous les problèmes du patrimoine et en particulier de l'urbanisme : ce sont le déséquilibre et la crise qui peuvent permettre d'avancer et de trouver des solutions, sachant que lorsqu'on a fait un pas, il y aura toujours un autre pas à faire.

En réalité, on pourrait, pour avoir une vision positive des problèmes, dire que la crise en tant que telle est un moteur et qu'en ce sens nous sommes gâtés. Cette crise est permanente ; elle nous apparaît peut-être plus forte aujourd'hui parce que les moyens de communication, d'information sont plus développés mais depuis au moins deux siècles, c'est à dire depuis qu'il existe une organisation de la cité, la cité est en crise et en particulier la cité vue comme un témoin historique qui risque

de disparaître. Pendant tout le XIX^e siècle, en France en tout cas, la crise signifiait la disparition des monuments. Au XX^e siècle, on s'est aperçu qu'il ne fallait pas seulement sauver les monuments mais également les tissus urbains. Peut-être au XXI^e siècle, avec les effets de la mondialisation, allons-nous constater des ravages encore plus grands ? Je ne dis pas qu'il faut s'en réjouir, mais ce sont des concepts qu'il va falloir cerner et traiter.

Les quartiers anciens sont des éléments communs à de multiples pays qui présentent des problèmes extrêmement différents. Il ne s'agit pas de chercher des solutions, mais bien plutôt de constater qu'il n'y a pas de solution unique.

L'important me paraît aujourd'hui d'aborder les questions avec humilité en sachant que l'on ne sait pas et que le fait de ne pas savoir n'est pas une raison pour rester inactif. Au contraire il faut agir, il faut chercher, à petites touches. C'est, je crois, ce que les personnalités réunies autour de nous aujourd'hui vont nous apprendre.

Restaurer des monuments au sein des cités anciennes offre de nombreuses occasions pour rencontrer les habitants des quartiers aux abords de ces monuments et mesurer l'impact du patrimoine sur la perception qu'ils ont de leur ville. Un enfant de la ville d'Arles, qui joue au ballon à proximité des arènes, prend

* Architecte en Chef et Inspecteur Général des Monuments Historiques, Alain-Charles Perrot est également membre de l'ICOMOS et de la Société Française d'Archéologie.

■ Introduction ■

conscience du tracé des anciennes rues de la ville ponctuées par les monuments antiques, et devient complice de l'enfant, futur empereur qui, deux mille ans auparavant, a joué en ces mêmes lieux. Et, même si cet enfant n'est pas né dans cette ville, même si ses parents viennent d'autres horizons, la mémoire des lieux est là, participe à sa culture et crée des liens avec le site. Si, par bonheur, ces quartiers anciens font l'objet de remise en valeur, l'impact est encore plus grand.

La qualité de l'architecture et des espaces est alors mise au jour et le plus souvent une communication est mise en place, à proximité, afin d'expliquer l'histoire du lieu et sa qualité. Il me paraît souhaitable à cette occasion d'évoquer le mode de vie des habitants au fil du temps ou à la période qui a le plus marqué le quartier traité. Cette évocation permet de mieux situer l'habitat, l'habitant de la cité vis-à-vis de son patrimoine, vis-à-vis de ses complices du temps passé.

À travers ces amis communs, retrouvés dans le passé, se créent une culture commune, des points de références et de retrouvailles qui font que les habitants d'un même quartier vont se retrouver unis. Unis avec leur environnement, unis avec leur ville, unis avec leurs voisins.

L'une des difficultés de notre civilisation, et plus particulièrement des villes, peut se traduire par un mot, la séparation ; séparation de

la famille au sens large, séparation de la tribu ou d'un environnement protecteur, séparation de l'être en lui-même, écartelé par mille contraintes, mille difficultés, mille désirs, mille frustrations. Seule la recherche de l'union permet d'échapper au désarroi. L'union comme membre de la cité est un chemin noble pour laisser la place à l'autre, le respecter, lui offrir son amitié, c'est un acte d'amour. Les constructeurs cherchent toujours à répondre à un besoin fonctionnel et, si au fil des âges, leur réalisation a été conservée, c'est qu'initialement elles furent conçues avec amour. La revitalisation des quartiers historiques, conduite avec éthique, dans le respect du passé et du monde d'aujourd'hui, dans la recherche d'une cohérence parfois délicate et d'harmonie, retrouve la part de cet amour initial qui a été placé dans l'œuvre construite et participe à en faire une œuvre d'art. C'est ce don qui, perçu par la population, lui permet de retrouver son union avec la cité, sa complicité avec les habitants du passé, une compréhension de son histoire et de sa culture.

Partager son patrimoine, se l'approprier, c'est s'intégrer dans la ville. Vivre dans la ville avec ses contraintes, mais les accepter et non pas les subir, c'est acquérir son identité et l'enrichir. C'est avoir ainsi l'énergie d'affronter les défis de la croissance urbaine et la chance de les surmonter.

■ Revitalisation, culture et éthique de l'espace ■

Vassilis Sgoutas*

* Né en 1934, à Athènes, Vassilis Sgoutas est diplômé de l'Université de Cape Town (UCT-Afrique du Sud). Il exerce libéralement, à Athènes. Ses projets et réalisations se situent en Grèce et au Moyen-Orient et portent sur des programmes de bâtiments publics, d'édifices industriels, commerciaux et hospitaliers, des restaurations, des centres de rééducation ainsi que sur des aménagements paysagers. Ses réalisations lui ont valu de nombreuses récompenses notamment deux des trente prix attribués par le Ministère des Travaux Publics aux meilleurs bâtiments de Grèce, au cours de la période 1973-1983 et un des prix pour l'innovation dans le secteur du logement, attribué par le Ministère de l'Environnement. Il s'est engagé depuis 1985 dans l'action internationale, au sein de l'UIA, dont il a été Président de 1999 à 2002. Très concerné par les questions relatives à l'environnement et aux personnes handicapées, il a été membre du Comité Hélios de la CEE (1989 à 1993), et du Comité d'experts pour la rédaction du « Manuel européen pour un environnement construit accessible » (1990) et de « Concepts européens d'accessibilité » (1995).

Vassilis Sgoutas begins his paper by stating that the city should serve its citizens. Without that ethical premise, architecture and urbanism have no meaning. While agreeing that architecture evolves slowly in comparison to the rapid changes taking place in the social sphere, Sgoutas reminds us that "architecture and urbanism can have a direct influence on social justice" and can be an instrument for change: allowing populations socially on the fringes of the city to return to the centres. He gives the example of Paris where the construction of modern buildings in poor districts has brought these areas and their inhabitants back into the city. If Architecture is to continue being a bridge between cultures, it has to be able to renew itself, to continually respond to social evolution and, most important, keep moving. For social and spatial cohesion to come together, Vassilis Sgoutas suggests that within the decision-making process, architects and professionals from other disciplines, including the social sciences, should play a more decisive role. He calls for a vast campaign to educate the general public and involve inhabitants in projects. In this connection, the UIA conducts a "Children and urban environment" programme. Sgoutas emphasizes that the actual physical and cultural needs of citizens should be the starting point for revitalization.

■ Revitalization, culture and spatial ethics ■

Quand j'ai découvert l'intitulé de cette Table Ronde, j'ai été immédiatement intrigué, non seulement par l'association des termes « cohésion spatiale » et « cohésion sociale » mais également par la prise en considération, dans une discussion sur la revitalisation des centre-villes, de paramètres de durabilité et d'éthique.

Si l'on veut être cynique, on peut dire que l'éthique est ce que les autres devraient respecter et jamais soi-même. Il est clair, comme l'a dit Brigitte Colin, que la ville doit être au service des citoyens. Mais du point de vue urbanistique, y a-t-il un enjeu éthique propre ? La notion d'éthique renvoie aux valeurs humaines et sociales. Sans elles, l'architecture et l'urbanisme n'auraient pas de sens. Bâtiments, parcs, routes ne sauraient former par eux-mêmes un ensemble accueillant, nous en sommes convaincus.

L'éthique a donc à voir avec les villes et avec la présence de l'homme dans la ville. La plus petite unité de contact humain dans une ville surgit, comme l'a dit Bertolt Brecht, en présence de deux personnes, une seule ne suffit pas. Ainsi, l'interaction sociale est au fondement de la ville et au fondement de l'éthique. Italo Calvino, dans *Les Villes invisibles*, l'a dit à sa façon : « **les villes sont le lieu d'une**

interaction entre la logique géométrique et la mosaïque des êtres humains, elles sont géométrie et vie ».

Le paramètre éthique est donc directement lié au contexte social. Nous savons qu'il est inimaginable que l'architecture et l'urbanisme s'exercent dans un vide social. Nous savons aussi que l'architecture et l'urbanisme peuvent être « un outil social », un outil de réinsertion de tous les citoyens. Il peut permettre à des citoyens à la marge de devenir des citoyens à part entière, qui participent à tout ce qui se passe dans la ville. Il est intéressant de noter que dans notre travail commun pour la validation des diplômes d'architecture, l'UNESCO a toujours insisté pour inclure dans le contrat la dimension des sciences humaines et sociales. C'est un paramètre pour la formation des futurs architectes que l'UIA prend dorénavant en compte.

Tandis que la notion de planification urbaine durable est plus ou moins comprise aujourd'hui, comment la notion d'éthique intervient-elle dans le cadre de la planification urbaine ? Est-ce seulement un mot qu'il est bon d'entendre ou peut-il avoir une application réelle ? Je vais vous avouer que pour ma part, au cours de toutes mes années passées en

tant que président de l'UIA, il n'y a rien eu de plus important que cet après-midi où, en lisant un document de l'UNESCO, je suis tombé sur ces trois mots : « la ségrégation sociale de l'espace ». Ces trois mots sont devenus pour moi un phare. J'ai compris que, oui, il était possible pour l'architecture et l'urbanisme d'avoir une influence très directe sur la vie, la justice sociale et l'éthique. La déségrégation sociale de l'espace devint pour moi la traduction en termes pratiques de la notion d'éthique.

Prenons l'exemple de ma ville, Athènes, où il est question de construire un nouveau musée d'Art moderne dans un large espace vert central d'Athènes, le Parc Rizari. Telle est la volonté des bailleurs et également d'une importante proportion du public. Or c'est presque un crime : si ce musée était implanté dans une partie moins importante de la ville, cela pourrait changer toute la ville. Paris l'a fait peut-être mieux que n'importe quelle ville au monde, en développant l'Est et le Nord. Un autre exemple est celui de Berlin. Le concours organisé par l'UIA et l'UNESCO qui coïncidait avec notre Congrès de Berlin en juillet dernier proposait plusieurs thématiques articulées autour du paramètre social : donner un usage à un espace qui n'en a plus, intégrer à la ville un espace qui ne participe pas à ses activités, orienter les projets en direction des usagers, des habitants, illustrer que l'architecture contemporaine peut redonner une identité aux parties négligées de la ville.

La planification des villes n'est pas un exercice d'esthétique ou de préservation du patrimoine. L'exercice consiste à continuer la vie en réinterprétant continuellement notre

patrimoine culturel à travers une architecture contemporaine. Il s'agit de faire de l'architecture d'aujourd'hui le patrimoine de demain. Il est indispensable que le public et nous-mêmes soyons conscients de cela. C'est encore dans un document de l'UNESCO que j'ai trouvé le concept de « mémoire du futur ». Cette mémoire est complémentaire de notre mémoire du passé : nous ne regardons pas uniquement vers le passé mais nous exerçons notre créativité en ayant le souhait que les générations futures nous percevront de manière positive. La convention de Granada souligne ceci de manière très succincte en insistant sur « la transmission aux futures générations des références culturelles dans leur totalité ». L'UIA, avec le Ministère français de la Culture et le CNRS, ont entrepris dans cette intention le projet ambitieux d'identifier les édifices les plus significatifs du XX^e siècle.

Dans ce contexte, gardons à l'esprit que nous, architectes, considérons que nous sommes, par notre éducation et notre expérience professionnelle, les plus à même de se revêtir du manteau de *primi inter pares* pour assurer le continuum de la culture. L'architecture a le pouvoir de toucher le cœur des hommes et de marquer leur mémoire.

Il est très facile dans les centres-villes historiques de faire une réglementation par la négative : il n'est pas permis de faire ceci, de faire cela, etc. On peut également conserver les façades et transformer l'intérieur des bâtiments de façon tout à fait nouvelle. Mais ces approches ne sont pas des solutions. Il faut être plus ambitieux que cela et une rencontre comme celle d'aujourd'hui pourra aider à concevoir

cette réinterprétation du patrimoine ancien. Dans cette exercice de réinterprétation, il est indispensable de prendre en compte les évolutions du facteur social ainsi que les changements technologiques, qui interviennent à un rythme plus rapide que par le passé et qui nous placent devant des choix. On sait bien qu'on ne peut pas tout préserver. On sait que l'on détruit des éléments du bâti auxquels on accordait, à une époque antérieure, une valeur patrimoniale. Il est très difficile de formuler des règles et d'avoir une opinion claire sur les différentes approches. Que penser des efforts entrepris par les Polonais pour reconstruire Dansk et Varsovie à l'identique ? Définir les limites du passé et ouvrir la porte du futur. C'est un équilibre difficile à tenir et pour ce faire, dans le processus de prise de décision, les architectes et les professionnels d'autres disciplines incluant les sciences humaines et sociales devraient jouer, aux côtés des décideurs politiques, le rôle décisif. C'est seulement dans cette configuration que l'on peut espérer conjuguer dans nos villes cohésion spatiale et cohésion sociale, ce qui doit être notre principal objectif. La difficulté est de savoir à quel point on doit laisser les mains libres aux architectes et je crois pour ma part qu'il faut faire confiance aux architectes. Les leçons du passé montrent que la réglementation même la plus bien intentionnée a produit de très grandes erreurs.

Enfin, l'identité culturelle des centres des villes est un sujet polémique et qui laisse très souvent le public dans la confusion. Une Table Ronde comme celle-ci peut être très utile : l'éducation du public nous paraît très importante. À l'UIA, il existe un Programme de travail « Enfants et environnement bâti » qui n'est pas fait pour former les architectes du futur mais plutôt pour que la population dans son ensemble comprenne l'architecture. À mon avis, la vraie solution aux problèmes est un public réellement éduqué en architecture ainsi que la participation citoyenne et un engagement éthique de toute la société pour une justice sociale de l'espace.

Le point de départ d'un projet de revitalisation doit être les besoins réels, physiques et culturels des citoyens. Il faut également avoir conscience que ce sont les politiques spatiales qui déterminent son évolution sociale. Ainsi, la cohésion sociale est le résultat des politiques spatiales et dans ce processus, chacun doit jouer son rôle.

J'aimerais citer Fredric Jamson : « les villes sont des espaces pour vivre d'où émergent des bâtiments et des espaces publics qui à leur tour sont des espaces pour vivre ». La réalisation de l'axiome « les villes sont des espaces pour vivre » passe par la déségrégation sociale de l'espace qui doit être notre objectif à tous.

■ La Rochelle et la médina de Saïda ■

Max Boisrobert*

Max Boisrobert retraces the evolution of laws enforced in France since 1913 to control the natural and architectural heritage. When the time came for these laws to be evaluated, Max Boisrobert decided to look into the consequences of these heritage politics, where principle usually means protection:

- ▣ *Have they been more a factor of quality than the protected "object" itself?*
- ▣ *Which phenomenon had an impact on property costs, population migration, changes of utilisation?*

The report drawn up by Max Boisrobert is irrevocable: those strict statutes have certainly enabled the saving of monuments, the preservation of landscapes or the protection of the historical character of old inner city areas. But protected areas, "culture reserves" as Max Boisrobert calls them, have more often created

"urban dislocation": property inflation, speculation, eviction of populations and craft industry. Max Boisrobert compares renovated old cities to malls, which cannot be distinguished one from another and where the sense of the city is affected as well as the urban fabric itself. The "Maison-Laboratoire" of Saïda has an original approach: the rehabilitation project of the medina relies on the population. It is based on the inhabitants' needs and they are invited to formulate urban planning proposals and to be the operators. To Max Boisrobert, the survey of the historical urban fabric cannot be achieved if inhabitants, craftsmanship, commercial and intellectual activities are not maintained in situ. The rehabilitated medina offers good conditions for the exercise of those professions as well as material facilities. Max Boisrobert praises the diversity of all the actors associated with the "Maison-Laboratoire" in Saïda: the municipality, architects and urban professionals, academics, Lebanese and French students, and associations.

■ La Rochelle and Saïda medina ■

Les politiques de protections patrimoniales se sont constituées tout au long du siècle de l'industrie, pour se cristalliser en 1913 dans une première loi protégeant les immeubles dont l'intérêt public au point de vue de l'histoire ou de l'art justifiait la conservation.

En 1930, suite à la désertification des campagnes et au développement de l'agriculture intensive consécutifs au premier conflit mondial et face aux menaces que constituaient ces évolutions pour certains ensembles paysagers majeurs, l'État s'est doté d'un outil réglementaire calqué sur la loi de 1913 afin de protéger des sites pour leurs caractères légendaires et/ou pittoresques exceptionnels.

Au début des années 1960, en réaction à la spéculation foncière sans retenue qui menaçait des ensembles urbains historiques, la loi Malraux a institué les « secteurs sauvegardés » en donnant aux municipalités la possibilité de protéger certains quartiers chargés d'histoire.

Enfin, dans le cadre de la décentralisation amorcée depuis 1981, des zones de protection architecturale urbaine et paysagère peuvent être mises en place de manière concertée entre les communes et l'État.

Ces protections patrimoniales se sont forgées autour de trois concepts essentiels :

❏ Si la jouissance dans le présent du **patrimoine** transmis d'une génération à

l'autre est acquise, en revanche sa dilapidation, voire sa destruction ne l'est pas. C'est aujourd'hui un lieu commun de dire que ce patrimoine ne nous appartient pas car il est le bien des générations suivantes et ainsi de suite. Cette notion est lourde de sens pour les précautions à prendre dans les interventions y compris celle de sauvegarder, préserver sans altérer, aménager sans détruire.

❏ Le **monument**, objet créé par l'homme, est destiné à rappeler des croyances ou des événements à la mémoire d'un groupe social. Constitutif de l'identité de ce groupe social qui le garde aussi longtemps qu'il en a l'usage, sa conservation est donc aléatoire. A contrario deviennent historiques des monuments, des objets, des immeubles qui n'étaient pas destinés à cette fin. Ces objets, ces immeubles porteurs de valeurs d'art et de savoir, sont alors considérés comme des documents par un choix culturel, leur conservation n'est donc plus aléatoire mais inconditionnelle.

❏ L'**authenticité** se rapporte à celui qui fait quelque chose de sa propre main et par là celui qui détient l'autorité (le sceptre). Par extension, « l'acte authentique » désigne « le document écrit faisant foi

par lui-même et dont on ne peut récuser l'autorité fondatrice ». Bien que les falsifications aient été pratiques courantes tout au long de l'histoire (fausses reliques, faux cachets), à partir du XVI^e siècle, on a considéré que les objets, à la différence des textes, ne peuvent pas mentir ; même si un texte possède une présence intemporelle alors qu'un objet, lui, subit les outrages du temps.

Certes la mise en place de ces servitudes a permis de sauver un très grand nombre de monuments, de préserver de grandes étendues paysagères et de sauvegarder le caractère précaire et historique de nombreux centres urbains anciens. Cependant ces « réserves culturelles » ont souvent provoqué une inflation des valeurs foncières par les exigences plus onéreuses d'entretien et de restauration correspondant à des techniques particulières respectueuses de l'architecture ancienne (main d'œuvre hautement qualifiée et matériaux non courants), mais aussi par l'intérêt culturel et le goût de l'ancien tout à coup dégagés.

De façon insidieuse, en rénovant ces quartiers, la spéculation foncière et son système d'investissement (par le biais des AFU¹⁹ notamment), a évacué des centres anciens non seulement leurs populations mais également l'artisanat qui s'y trouvait. Tandis que les architectes des CIAM²⁰, au lendemain de la Charte d'Athènes, ont découpé l'espace à construire

en unités fonctionnelles, les tenants de la Charte de Venise ont partagé l'espace construit en unités sociales, répartissant les couches cohérentes entre les périphéries de grandes barres et les centres anciens sauvegardés. Ainsi, tout comme les plans d'occupation des sols opérant sur les franges urbaines, **les secteurs sauvegardés ont été des instruments à fabriquer de la désarticulation urbaine par le biais de la spéculation immobilière sur les quartiers anciens.**

Dès lors, mutations sociales, mutations culturelles et mutations d'usages se sont emboîtées le pas, affectant par la division la taille des logements, le rapport public/privé des passages, le statut de l'espace public en spécialisant la voirie, la nature des activités – disparition de l'artisanat en centres anciens –, et la mutation des commerces. On a ainsi constaté la disparition quasi complète des commerces de bouche et leur remplacement progressif par des enseignes de franchises. Il s'est opéré ensuite un lissage sur l'ensemble du territoire : le centre ancien de Strasbourg s'apparente désormais, via le modèle de référence décrit plus haut, à celui de Quimper ou de Bayonne.

Ce propos, dénué de toute nostalgie, est un simple constat oubliant le sens des trois concepts fondamentaux dans la mise en œuvre des politiques de protection, les villes anciennes se sont vidées de leur substance et se sont transformées en décors de façades hollywoodiens.

19. AFU : Association Foncière Urbaine.

20. CIAM : Congrès International d'Architecture Moderne.

La Rochelle

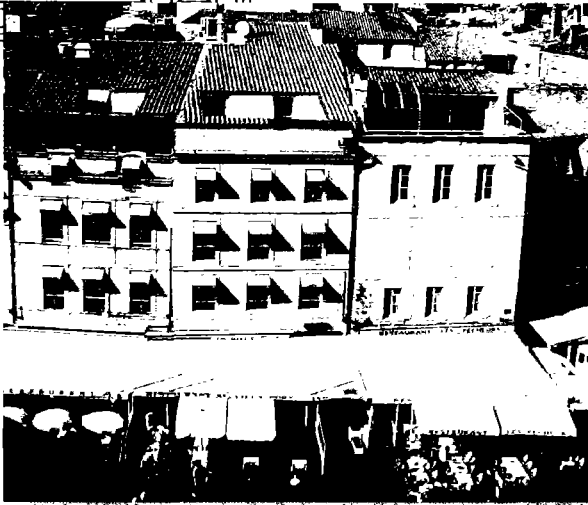
La mutation du port de La Rochelle est très complexe. Elle s'est opérée vraiment entre les années soixante et soixante-dix. En construisant en 1956 une nouvelle halle à poissons à l'extérieur du port, les premiers chalutiers se sont dégagés de ce havre d'échouage pour aller dans un bassin à flots. Ne sont restés dans le bassin d'échouage que les bateaux de très faible tonnage et ne pêchant qu'à la journée dans le Coureau. Ce qui d'ailleurs explique tout un tas de dispositions très particulières des quais de la Rochelle : quand on entre dans le havre d'échouage, il y a une première cale en rentrant qui n'est pas très basse, plus loin une deuxième cale plus basse et au fond du port une troisième encore plus basse. Cette différence de cales s'explique par le fait que les bateaux qui reviennent de la pêche avec la marée montante et les premiers qui arrivent se mettent tout au fond du port, ils se mettent donc à la cale la plus basse pour décharger. Les suivants arrivent alors que la marée a commencé à remonter et se mettent sur la cale intermédiaire. Et les derniers déchargent le fruit de leur pêche sur la cale la plus haute. On imagine la chose inverse quand la marée redescend et que les bateaux repartent. Ces dispositions de quais ne correspondent plus du tout à l'usage actuel comme port de plaisance, à telle enseigne qu'on ne se sert plus de ces cales et qu'on y a planté des pieux avec des pontons qui montent et qui descendent selon la marée. On a perdu la lisibilité de ces cales et l'intelligence de la constitution du port. Depuis 1993-95, la criée a été fermée et s'est transportée totalement à l'extérieur de La Rochelle, à l'ouest, si bien que le bassin à flots qui recevait les chalutiers depuis 1956 ne sert plus que de bassin-musée et de bassin pour recevoir des unités de navigations extrêmement prestigieuses ou bien les bateaux à voile importants. L'usage même du port s'est déplacé et ne correspond plus à l'architecture de ses quais.

En 1995, il n'y a plus que deux poissonneries dans le centre ancien de La Rochelle, qui est pourtant une ville de pêche. En 1997, il n'y en a plus qu'une. Et aujourd'hui, il n'y a plus de poissonneries à La Rochelle, ce qui paraît complètement paradoxal. La rue s'apparente dès lors à une galerie marchande : on y retrouve les mêmes enseignes franchisées (Naf Naf, Pimkie, etc.) que dans l'hypermarché du centre commercial Auchan ou Carrefour de périphérie avec des attributs identiques (revé-



Case study 8

Les mouettes et les poissonniers ont déserté le vieux havre d'échouage depuis la délocalisation du port de pêche. La façade du port est tapissée de terrasses de cafés et de restaurants qui ont remplacé les marchands d'accastillage et d'entretien. C'était initialement dans les entrepôts qui entourent le port qu'on réparait les filets et qu'on trouvait du matelotage © Max Boisrobert



Le velum « crevé » des toitures de la ville ancienne dénaturée pour créer des terrasses © Max Boisrobert

Comment les franchises investissent les centres anciens © Max Boisrobert

tement de sol par exemple). Les surfaces commerciales bloquent les escaliers et les accès aux étages en occupant entièrement les rez-de-chaussée, accentuant ainsi la désertification des centres anciens, et les carences d'entretien du bâti (plus de contrôles possibles sur l'état des toitures et des planchers ...). La rue du centre ancien dont le sol n'a plus rien à voir avec le sol d'origine a perdu ses vitrines anciennes envoyées à la décharge et ses appartements sont inoccupés. C'est un décor de cinéma : on pourrait très bien imaginer que les maçonneries sont portées par derrière par des batteries d'été.

La mutation de l'espace public et de son usage affectent également celle du port.

Les commerces propres à l'activité portuaire ont été délocalisés dans les zones artisanales périphériques. Le port est devenu l'otage des plaisanciers dont les mouvements de bateaux qui sont moins fréquents que ceux des bateaux des pêcheurs ne favorisent plus le désenvasement du havre d'échouage. Ce qui fait que les bateaux qui vont pêcher dans le courant de l'Hérault n'accèdent même plus au bassin qui leur était autrefois alloué.

Pour essayer de corriger cet aspect, on met en place des opérations programmées de l'amélioration de l'habitat et on tente de sensibiliser les artisans à des techniques beaucoup plus en relation avec la qualité architecturale de la ville. Mais cela n'empêche que les menuiseries du XVIII^e siècle de la ville disparaissent et sont remplacées petit à petit par des menuiseries PVC.

La seule protection des murs qui est dictée par le règlement du secteur sauvegardé, n'est pas suffisante si elle n'est pas portée dès l'origine par un réel projet urbain, prenant en compte toutes les compositions de la ville.



Saïda

Le projet initié sur la médina de Saïda, sous-tendu par la municipalité, et grâce au programme MOST du Secteur des sciences Sociales et Humaines de l'UNESCO, aborde le sujet sous un angle très différent : au lieu de mettre en place un règlement a priori, l'ambition de l'intervention est de s'appuyer d'emblée sur la population dans toutes ses composantes et de la solliciter immédiatement pour qu'elle s'approprie la rénovation de son cadre de vie, qu'il soit patrimonial ou non. Au départ le projet va s'articuler autour de la restauration d'une maison en plein centre du souk des bijoutiers. Toutes les composantes et toutes les couches sociales sont invitées à venir imaginer les techniques appropriées et exprimer leurs désirs d'aménagement totalement légitimes. Ce chantier permanent renvoie donc sans cesse aux réalités quotidiennes, tant à celles des habitants qu'à celles des usagers : l'enlèvement des ordures, l'accès au réseau de la télévision, l'accès au réseau électrique sans passer par des groupes électrogènes, etc. Ce sont des besoins basiques qu'il faut absolument aborder avant même de parler de patrimoine.

L'ambition du projet de Saïda est de maintenir la population en place ainsi que ses activités particulières. Saïda est habité par des pâtisseries, des ferblantiers, des poissonniers, des ébénistes, des confiseurs, des imprimeurs. Donc on a un artisanat tout à fait singulier et ces artisans ne doivent pas s'exiler mais au contraire retrouver les conditions favorables à l'exercice de leurs métiers dans le cadre de la médina. Et évidemment les habitants doivent avoir accès au confort légitime et minimal de l'habitat.

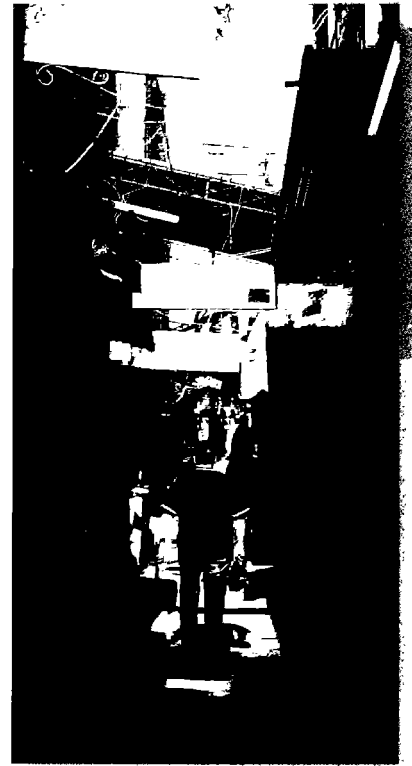
La survie du cadre historique ne peut passer que par le maintien en place des habitants, des nombreuses activités artisanales et commerçantes et du tissu intellectuel (écoles, mosquées, églises, lieux de réunions, etc.).



L'approche est complexe et ne peut se réaliser qu'en croisant les travaux de plusieurs disciplines : historiens, géographes, urbanistes, économistes, architectes, archéologues mais surtout en travaillant constamment en relation avec les composantes locales : associations de quartiers, artisans du bâtiment, ONG, etc. La « Maison-Laboratoire » située dans le palais Hammoud n'étant que le catalyseur de cette sauvegarde « douce » du patrimoine.

Les opérateurs du projet seront en premier lieu les artisans du bâtiment aidés par des techniciens rompus aux pratiques traditionnelles. Ce chantier permanent, appelé « Maison-Laboratoire », va également recevoir des étudiants libanais et des étudiants français, en architecture et urbanisme (de l'école de Bordeaux, de l'École Spéciale d'Architecture de Paris, de la faculté de la Rochelle), et en histoire et en sciences sociales. Grâce au dynamisme du forum des ONG de Saïda, les habitants trouveront tout naturellement leur place dans ce projet.

Le contact constant avec les Sidoniens entre étudiants et artisans va permettre d'imaginer une protection active et innovante de la médina tout en assurant une maîtrise de son évolution en même temps qu'une investigation scientifique de son patrimoine historique et archéologique hors du commun.



Souk de Saïda © Max Boisrobert

Extrait du débat

GIOVANNI CAMPEOL : Je voudrais savoir si vous partagez mon opinion sur Saïda : la politique urbaine pratiquée à Saïda ne prend pas en compte le fait que Saïda est une ville côtière. Saïda est l'homologue des villes européennes qui ont perdu leur relation avec la mer. J'ai le sentiment que dans l'imaginaire collectif des habitants de Saïda, chaque maison individuelle devrait être un petit gratte-ciel. Selon moi, les désirs de la population locale ne s'enracinent pas dans l'histoire architecturale et culturelle de la ville. Même la médina n'a plus de système de références comme il peut y en avoir à Essaouira ou à Mahdia. A Saïda, l'administration locale construit la décharge et le dépurateur sur la mer. Je ne sais pas quelles sont les raisons historiques de cette perte totale de relation culturelle et urbaine avec la mer, mais je crois qu'aujourd'hui le cas de Saïda est de ce point de vue une cause perdue. Ce qui ne doit pas nous empêcher de réfléchir aux raisons de cet état de fait.

MAX BOISROBERT : Je rejoins tout à fait votre interprétation sauf que le fait que Saïda a accepté d'accueillir le colloque est déjà un point de départ. Le fait que le maire de Saïda dise « Oui, il faut absolument qu'on réalise cette Maison-Laboratoire » et que cette Maison-

Laboratoire soit en train de voir le jour à l'intérieur de la médina est une chance qu'il faut saisir. C'est vrai que Saïda aujourd'hui est peut-être une ville européenne comme une autre qui a oublié sa relation avec la mer, c'est vrai que son stade est sur la plage, que la décharge est sur la côte. Mais j'ai envie d'être optimiste. Le projet de cette maison avec la population et avec la complicité du maire, c'est le petit rocher sur lequel il faut grimper. Je suis peut-être naïf mais confiant. En ce qui concerne l'avenir du port de Saïda, je vais être moins bien placé pour en parler mais je sais que l'avenir de la pêche est compromis par une grande pollution de la Mer Méditerranée et par le fait que les pêcheurs ne peuvent pas aller pêcher très loin en mer du fait des conflits proches. L'avenir de Saïda et de son port n'est pas certain. Maintenant, la route de la mer a été un sujet central du colloque de Saïda l'année dernière. Je crois savoir que le projet est revu dans une configuration plus douce. N'empêche qu'un quartier de la médina va quand même être détruit pour permettre le passage de la voie sur berges. Le nouveau projet qui va être réétudié, doit prendre en compte cette couture nécessaire entre la médina et le port.

■ Cuba, humanité et patrimoine ■

Xavier Casanovas*

* Xavier Casanovas est architecte, diplômé en archéologie. Il enseigne les problématiques de la réhabilitation à l'Université Polytechnique de Catalogne et dirige le service de réhabilitation de la CAATB. Xavier Casanovas intervient régulièrement dans de nombreuses universités latino-américaines à Mexico, Cuba, en Bolivie ou au Nicaragua. Il travaille en tant qu'expert auprès de l'UNESCO, de l'Union européenne ou d'autres organisations internationales.

Historical town centres in Cuba are densely populated areas. Inhabitants are often living in appalling conditions because of the decay of the urban fabric, overcrowding and lack of economic and technical capacities needed for rehabilitation. Historical town centres are in danger of falling into ruin and so they offer a real opportunity for action. No one questions Cuba's architectural heritage – it is a combination of different architectural and cultural styles over four centuries. The economic crisis in Cuba and the country's lack of financial resources currently prevent it from being part of the global economy. The Government has therefore turned to tourism for its primary source of funding. Sustainable rehabilitation and revitalization of historical town centres represent a real opportunity to reverse the current economic trend, by improving living conditions, preserving human, architectural and cultural heritage thus creating historical centres that could attract cultural tourism. A balance must be found between the pressure induced by tourism, preservation of the heritage of historical centres and the urgently needed improvement in the living conditions and therefore quality of life of the local populations. It is important that local inhabitants are not uprooted but remain in their original neighbourhoods. The local authorities responsible for the preservation of historical town centres, generally have scant resources at their disposal. So the authorities have to concentrate on activities that preserve the historical heritage while improving the quality of life of the local populations. This could make way for a Cuban model of rehabilitation. The three key elements outlined above must always be taken into account; the results are interesting although it may be difficult to maintain stability.

■ Cuba, humanity and heritage ■

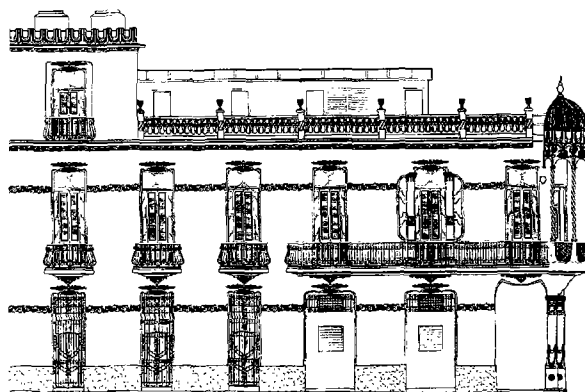
Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand honneur et une très grande satisfaction de participer à cette rencontre pour la cérémonie de présentation du Prix UNESCO 2002 d'Architecture. Je tiens à remercier l'équipe d'organisation et surtout Madame Brigitte Colin pour son amabilité et sa confiance.

J'enseigne à l'École d'Architecture de l'Université Polytechnique de Catalogne et je vais vous parler de la réhabilitation des centres historiques à Cuba. Ceux-ci comportent une grande richesse patrimoniale et conjuguent de très fortes problématiques sociale, culturelle et économique : ils représentent ainsi une formidable opportunité pour réfléchir aux questions posées par l'intitulé du colloque.

Centres habités

Le problème des logements à Cuba, et surtout à La Havane, est un problème de longue date. Au cours du XIX^e siècle, la bourgeoisie s'est déplacée vers de nouveaux quartiers hors des murailles et ses anciens palais ont été transformés : ils se sont globalement dégradés, les grandes pièces ont été subdivisées pour créer plusieurs unités d'habitations et les patios devinrent des lieux publics.



Plan d'une maison cubaine
© Xavier Casanovas

Après la révolution, de grands blocs de logements préfabriqués furent construits dans les nouvelles zones périphériques. Le nombre de logements dans les centres historiques était insuffisant pour absorber la population issue de la croissance démographique et de l'exode rurale. Avant tout, il faut remarquer que les centres historiques de Cuba sont des centres habités : les logements ne sont pas abandonnés, bien au contraire un grand nombre d'habitants s'installent ou restent dans les centres historiques.

Aujourd'hui la majorité des centres historiques cubains accueille une population importante qui dans beaucoup de cas, vit dans des conditions déplorables à cause du mauvais état de conservation des bâtiments et du



Façade d'un immeuble
habité de La Havane

© Xavier Casanovas

manque d'espace. Les problèmes de surpopulation sont fréquents et les logements sont souvent habités par dix fois le nombre de personnes qu'il serait possible d'accueillir.

La réhabilitation des centres historiques se heurte à un autre problème : les habitants n'ont pas de très grandes ressources financières et ne peuvent prendre en charge la réhabilitation de leur maison. De plus, le système politique très centralisé du pays n'autorise pas un privé à intervenir seul sur sa maison.

La population n'a toutefois pas abandonné les centres historiques et n'a pas l'intention de

le faire. Il faut trouver une stratégie de réhabilitation efficace, qui s'appuie sur l'attachement fort de la population à son patrimoine et qui évite, par une gestion attentive des besoins des habitants, toute fracture sociale.

Valeur du patrimoine

Un autre aspect important est le riche patrimoine que comportent les centres des villes de La Havane ou de Trinidad mais aussi de Santiago, Camagüey, Cienfuegos. Certains centres présentent des systèmes urbains qui remontent à l'époque coloniale et d'autres d'une période plus moderne (1900-1920) également intéressants. Il y a parfois des éléments architecturaux très particuliers, des monuments et aussi des maisons simples, des bâtiments qu'on peut comparer à des HLM. La Havane était à l'origine un centre colonial et son développement est intimement lié au commerce maritime depuis qu'en 1566 le Royaume espagnol l'a déclarée port intermédiaire entre ses colonies américaines et les villes. Dès cette époque, on a commencé à construire des murailles pour la défense de la ville. Pendant le XVI^e siècle, le tracé urbain était caractérisé par les rues commerçantes et les magasins dont le style architectural est influencé par l'Espagne. La période la plus importante du développement urbain est toutefois le XVII^e siècle : la période du baroque cubain. Il s'agit d'un baroque tardif qui a influencé la construction de bâtiments importants comme la Cathédrale de La Havane, Casa de Mariano Carbo, aujourd'hui Casa Taller ou la Casa del Conde Sandoval, aujourd'hui transformée en hôtel.

Après la Guerre d'Indépendance²¹, La Havane reçut des influences architecturales très variées, européennes et américaines. À partir du début du XX^e siècle, les migrants catalans importèrent le langage de la fin du siècle, le modernisme. Dans le même temps, des bâtiments très en hauteur furent construits, ceux des entreprises américaines. Le langage utilisé varie en fonction du type de construction : éclectique pour les habitations, avec des références aux styles anciens comme le gothique, un nouvel académisme pour les palais, etc. L'Art Nouveau est très important à La Havane : le bâtiment Bacardi en est la manifestation principale. Ainsi, La Havane a gardé un tracé urbain d'époque coloniale tout en accueillant les styles et langages architecturaux les plus variés et montre aujourd'hui toute son histoire à travers son patrimoine.

Fondée en 1514 par les Espagnols, Trinidad a gardé intact une forte empreinte coloniale. Le commerce maritime resta l'activité économique phare pendant plus d'un siècle. À partir du XVII^e siècle, le développement urbain s'est démarqué de l'orthogonalité ancienne et a pris un aspect de « toile d'araignée » mieux adapté à la conformation topographique du territoire. Au cours du XVIII^e siècle, l'introduction de l'industrie permit le développement d'un nouveau secteur économique et c'est à cette période que furent construits de nombreux bâtiments devenus caractéristiques de l'architecture de Trinidad : ce sont des bâtiments avec un plan carré et une circulation à l'intérieur d'un patio latéral qui, avec le temps, occupera une position plus centrale. Les façades sont très homogènes en hauteur et en

volume, avec parfois des galeries et un traitement plus ornemental des allées. Après un fort développement, le secteur industriel se paralysa suite à l'abolition de l'esclavage et du fait d'autres facteurs politiques et économiques, tel que l'internationalisation du commerce du sucre. Reste que Trinidad a conservé son patrimoine architectural, urbain, culturel et naturel. Les Centres Historiques de Trinidad et de La Havane sont aujourd'hui reconnus comme patrimoine artistique et culturel de l'Humanité.

Il est essentiel de tenir compte des traditions et des valeurs culturelles de la population qui sont très imprégnées dans la société cubaine et qui font aussi partie du patrimoine des centres historiques. Il est important de comprendre que la réhabilitation des centres historiques passe aussi par la prise en compte de ces éléments.

Ressources économiques

Depuis la révolution castriste, « el bloqueo », les ressources économiques de Cuba sont fragilisées et l'embargo imposé par les États-Unis constitue un obstacle à l'intégration de Cuba dans l'économie globalisée. Le pays a besoin d'argent pour acheter du pétrole et les produits qu'il importe. La solution gouvernementale consiste à faire du tourisme sa ressource principale : tourisme balnéaire mais aussi tourisme culturel. **Les centres historiques sont donc pensés comme une attraction culturelle.** Les revenus engendrés par le tourisme permettent de financer la réhabilitation des centres historiques et d'intervenir auprès de la population

21. La guerre d'indépendance débute en 1895. En 1898, la domination espagnole prend fin et laisse la place à l'occupation du pays par les États-Unis.



*Groupe d'hommes jouant
aux dominos à l'extérieur © Xavier Casanovas*

en matière de santé, d'alimentation et d'éducation. Fidel Castro cherche à trouver une issue pour ce pays dont la forme de gouvernement est différente de celles des pays voisins.

Actions équilibrées

La réhabilitation des centres historiques offre trois opportunités :

- ❏ améliorer les conditions de vie des habitants et garantir un développement durable,
- ❏ sauvegarder le patrimoine architectural et culturel,
- ❏ utiliser la richesse économique du tourisme.

Ces trois points sont les fondements de la politique de réhabilitation des centres historiques cubains. **Il faut donc trouver l'équilibre entre industrie du tourisme, conservation du patrimoine et amélioration des conditions de vie des habitants.**

Les offices de conservation

Cette recherche d'équilibre est assurée à Cuba par « Las Oficinas del Conservador » qui connaissent très bien le problème. En 1993, l'Office de conservation de La Havane s'est engagé à promouvoir la conservation et la restauration du patrimoine du centre historique et à faire face aux problèmes socio-économiques rencontrés par les habitants. Constitué en personne juridique et rattaché directement au Conseil d'État, il a pu développer des liens de coopération internationale. L'Office de conservation de La Havane a soutenu le développement économique de la ville, induit par les potentiels touristique et commercial de la ville et générateur de bénéfices réinvestis dans la rénovation d'espaces urbains, de monuments et de logements. Pour les autres villes, de récentes mesures ont offert davantage d'autonomie à ces offices. Les entreprises touristiques, implantées sur le territoire de cet office de conservation, doivent lui verser une partie de leurs bénéfices qui permet de financer des projets de réhabilitation. D'une manière générale, ils ont peu de ressources, mais essaient de promouvoir ce qu'on appellerait « **le modèle cubain** » **d'équilibre entre trois préoccupations : habitants, patrimoine et tourisme.**

Arriver à un bon équilibre est très difficile mais je pense que c'est possible.

Notre expérience à Cuba

Nous avons coopéré avec certaines de ces offices de conservation à Trinidad et à La Havane. Notre expérience a été fructueuse et gratifiante : nous avons pu mieux connaître la réalité cubaine et entrer en contact avec la population. Nous avons essayé d'entrer dans le vif de la discussion pour apporter des éléments de réflexion et d'échange entre les étudiants et les professionnels.

La Havane

Le centre historique de La Havane compte 70 000 habitants, autant qu'au XVIII^e siècle, pour un parc de 22 500 logements, la moitié desquels sont dégradés ou sont des « barbacoas » (système qui permet de séparer en deux niveaux un bâtiment initialement de plein-pied et haut de plafond). Selon des études récentes, plus de la moitié des bâtiments du centre de La Havane ont des problèmes de structure et d'infiltration, et un tiers d'entre eux n'ont ni eau potable ni conditions d'hygiène acceptables.

Formation à la réhabilitation

Nous avons organisé, en collaboration avec l'Université et avec le Centre de Réhabilitation du Centre Historique, des cours de sauvegarde du patrimoine historique. Un bon nombre de professeurs cubains, catalans et latino-américains, experts en réhabilitation dans leur pays, ont participé à ces activités.

Réhabilitation du siège de la Société Catalane

Ce bâtiment, première société espagnole créée en dehors du territoire espagnol, était dans un état de dégradation très avancée. Le bâtiment était presque une ruine : un passant aurait pu croire qu'il était hors d'usage alors qu'en réalité il était occupé. Nous avons conçu le projet et suivi les travaux pour la Société Catalane qui aujourd'hui peut travailler dans de meilleures conditions.

La disponibilité et les capacités de l'Office de Conservation de La Havane ont été des éléments fondamentaux pour les travaux d'exécution qui furent achevés en un an.



Façade dégradée
© Xavier Casanovas

Projet de réhabilitation de bâtiments Art Nouveau

Dans le cadre du projet de sauvegarde de dix bâtiments Art Nouveau, nous avons avant tout fait une étude approfondie de ce type d'architecture, des bâtiments et des architectes Art Nouveau les plus illustres, des matériaux utilisés. Des architectes de l'Université Polytechnique de Catalogne ont été associés au projet et ont réalisé, en collaboration avec des étudiants cubains, toute l'étude diagnostique des structures du bâti, des pathologies qu'il présentait et des conditions de vie des habitants vivant dans ces bâtiments.

Certains de ces bâtiments étaient très dégradés. Le niveau supérieur d'un bâtiment de deux étages était occupé par deux personnes qui habitaient donc dans 150 m² alors que trente personnes occupaient les mêmes 150 m² au niveau inférieur. L'aspect social prend alors largement le dessus sur l'aspect technique.

Trinidad

Case study 11

À Trinidad, les 8500 habitants du centre historique vivent dans des logements subdivisés, en mauvais état de conservation et sans l'accès aux services minimums. Les toits souffrent partout d'infiltrations, les volets ne ferment pas ou sont détériorés, les installations de gaz et d'électricité sont vétustes et dangereuses, les balcons risquent parfois de tomber dans la rue. La majorité des habitants de ces logements n'ont pas les ressources économiques nécessaires pour faire face à ces problèmes et les quelques améliorations que certains ont pu apporter n'ont pas été validées par des experts et peuvent être dangereuses pour la stabilité et la qualité de l'ensemble de l'immeuble.

Laboratoires internationaux de réhabilitation

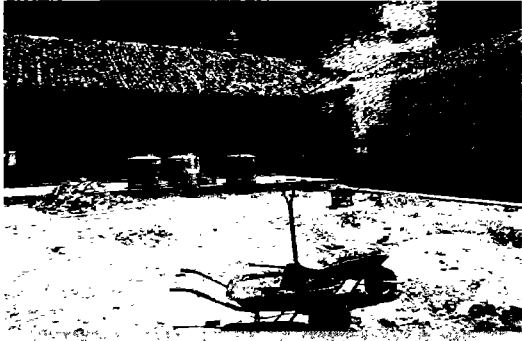
Nous avons organisé à Trinidad cinq laboratoires pour la réhabilitation du centre historique auxquels ont participé 150 étudiants du monde entier venus au contact de la réalité cubaine. Les participants ont travaillé en groupes d'étude pour examiner les problèmes structureux et sociaux des bâtiments du centre historique.

Projet de réhabilitation dans le quartier de « Las Tres Cruces »

La réhabilitation de 154 logements dans le quartier de « Las Tres Cruces » est en cours de réalisation. Il s'agit d'intervenir sur les problèmes de structure, sur les toitures et aussi à l'intérieur des logements pour rendre au quartier son image traditionnelle tout en améliorant la qualité de vie des habitants afin qu'ils restent dans le quartier. L'objectif est aussi d'éviter la tertiarisation du quartier. Malheureusement, des problèmes administratifs sont en train de mettre en danger la poursuite du projet.



Restauration dans le quartier de « Las Tres Cruces » à Trinidad
© Xavier Casanovas



Réhabilitation de l'école du quartier de « Las Tres Cruces »
Le projet de la réhabilitation de l'école primaire du quartier a comporté la rénovation du mobilier scolaire. Un an après le début du projet le chantier était terminé. Aujourd'hui, l'école est en fonction.

Restauration de la cantine de l'école du quartier de « Las Tres Cruces » © Xavier Casanovas

Le quartier de « Las Tres Cruces » à Trinidad © Xavier Casanovas



Extrait du débat

GIOVANNI CAMPEOL : Je crois que parler de Cuba est un problème trop simple et trop compliqué en même temps. Je crois que le premier problème de Cuba est qu'il n'y a pas de système économique. Tant qu'il n'y aura pas une économie à Cuba il n'y aura pas de développement. Je crois que si Cuba se transforme en économie de marché, avec toutes les limites qu'implique une telle économie, on perdra une partie du patrimoine mais on en gardera une autre partie pour toujours. C'est mon opinion, je voudrais connaître la vôtre.

XAVIER CASANOVAS : Le gouvernement a décidé que le patrimoine était une des valeurs de Cuba, outre la mer et les plages. Le défi est d'arriver à l'équilibre entre patrimoine et économie. Nous avons travaillé à Trinidad et la population du centre historique a manifesté son opposition à l'installation de restaurants et autres attractions touristiques. Les entreprises touristiques à Cuba ont beaucoup de pouvoir parce qu'elles sont en mesure de créer des devises. Le rapport de force est donc déséquilibré. À l'occasion du projet

de réhabilitation du quartier de « Las Tres Cruces » à Trinidad, nous avons accepté de travailler et de chercher des financements à condition que la population ne soit pas déplacée à l'extérieur du centre ville. Aujourd'hui, dans cinq ou six des plus importantes villes historiques cubaines, les « Oficinas » reçoivent 1% des revenus de l'industrie touristique implantée dans leur territoire municipal. C'est l'unique budget réservé au financement de projets de réhabilitation. À La Havane, les « Oficinas » sont de vrais royaumes qui fonctionnent selon le système capitaliste et pratiquent toutes sortes de business pour obtenir des fonds pour la sauvegarde du patrimoine et l'aide aux habitants. Si Castro meurt et si les Américains arrivent à Cuba et changent le système, il est impossible de savoir ce qui va se passer mais je crois que le patrimoine perdrait beaucoup de choses qu'on peut au contraire sauvegarder avec le système actuel.

■ Patrimoine et urbanité au service de la revitalisation de la cité ■

Saïd Mouline*

* Saïd Mouline est né en 1951 à Rabat au Maroc. Il a étudié l'architecture à l'Université de Rennes et la sociologie urbaine à l'Université Paris X - Nanterre. Saïd Mouline a été professeur à l'École Nationale d'Architecture de Rabat depuis 1983 et anime des séminaires à Paris sur le Maghreb et le Moyen-Orient. Directeur de l'Architecture au Ministère marocain de l'Habitat, il a publié de nombreux articles, organisé des expositions, réalisé des films, participé à des conférences et entrepris une recherche minutieuse sur le développement urbain des villes du Maghreb. De plus, il est expert pour la Fondation Aga Khan et membre de plusieurs institutions telles que le Conseil International des Monuments et des Sites (ICOMOS) ou l'Organisation des Droits de l'Homme au Maroc. Aujourd'hui, Saïd Mouline est engagé entre autres, dans le projet de réhabilitation des villes d'Essaouira et d'El Jadida.

Architectural heritage applies to memory and to identity. Ethical, sustained revitalization of this historical heritage and its updating must form the core of urban development policies so that citizens are happy with their environment. In most countries around the world, the past fifty years have brought gradual disintegration of the city, social devaluation and constant physical damage of monuments and old urban centres. This gradual effacing of a physical reality means that the cultural reality formed over centuries – through trade, a variety of religions, artistic and technological progress – is also fading into indifference. Cultural diversity will be erased from memories and from local, regional and international histories. Faced with today's apparently inevitable globalization, politicians and city professionals are up against a dual challenge: urban growth and retaining the local identity. Local authorities have frequently and openly admitted that solutions used until now have been inadequate and that partnerships could provide a convincing alternative for ensuring social cohesion within the city as well as preserving its identity. Some community groups in Morocco are currently leading this kind of city action. The initial results show complementarity and synergy among different actors working for the preservation of their architectural heritage, their neighbourhood and therefore their cultural values.

■ Heritage and urban life in the service of revitalization of the city ■

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais, si vous le permettez, tout d'abord exprimer mes plus vifs remerciements aux organisateurs qui ont bien voulu m'associer à cette Table Ronde et tout particulièrement à Madame Brigitte Colin, de la Section Développement urbain du Secteur des Sciences sociales et humaines de l'UNESCO. Je voudrais également exprimer mon plaisir d'être ici à Venise en compagnie de confrères et d'amis avec lesquels j'ai eu l'occasion de contribuer à essayer de convaincre de l'importance de la revitalisation des quartiers historiques dans le développement de la cité. Tel fut le cas avec M. Wolfgang Tochtermann à Istanbul, en 1996, à l'occasion du Sommet mondial des villes auquel il m'avait aimablement convié ; tel fut le cas aussi avec M. Alain Charles Perrot en 1998 à Essaouira, ville côtière historique qui lui doit un diagnostic et des recommandations judicieuses ; tel fut le cas avec M. Max Boisrobert à Saïda et tel fut également le cas, dernièrement, avec notre Président, M. Vassilis Sgoutas, à Alep, lors du 8^e Cycle du Prix Aga Khan d'Architecture qui s'est déroulé fin 2001 et au cours duquel il avait remis au Prince Karim Aga Khan une médaille de l'Union Internationale des Architectes.

Dans le cadre de cette Table Ronde consacrée à la « Revitalisation éthique et durable des quartiers historiques », permettez-moi par ailleurs, avant d'entrer dans le vif du sujet, d'exprimer également un intérêt particulier au thème qui nous réunit aujourd'hui, notamment dans un contexte marqué par des tensions exacerbées.

Dans « Revitalisation », il y a à la fois cet objectif et cette fonction noble de redonner la vie, d'assurer des conditions d'existence ; existence des êtres et de leurs multiples formes d'expressions naturelles et culturelles, parmi lesquelles, justement, les quartiers historiques. Ils font partie de leur héritage, ils font partie du patrimoine qui exprime leur identité. Revitaliser, redonner la vie à du bâti chargé d'histoire et de mémoire. Redonner la vie à des valeurs culturelles pour entrevoir et imaginer des futurs qui ne soient pas fondés sur des amnésies de l'histoire. Redonner la vie parce qu'il y a danger : danger d'incompréhensions, danger d'exclusions et de confrontations qui ne laissent que des patrimoines en ruine et des mémoires en péril.

C'est le cas aujourd'hui, comme vous le savez, au Proche-Orient, où un peuple, le peuple palestinien, essaie de survivre, c'est-à-dire de rester en vie, malgré l'oppression

croissante et intolérable qu'il subit depuis plus d'un demi-siècle. C'est également le cas dans les risques d'embrasement de toute la région pour les raisons que vous connaissez. En faisant accompagner la cérémonie de remise du Prix UNESCO 2002 d'Architecture par une réflexion commune sur la revitalisation éthique et durable des quartiers historiques, l'UNESCO en tant que partie intégrante du Système des Nations Unis, délivre en même temps un message d'espoir et un message de paix. Puisse ce message d'espoir et de paix être entendu et les quartiers historiques, ceux qui existent encore à Bethléem, Hébron ou Al-Khalil, Naplouse et Gaza, être sauvés ou revitalisés.

« Patrimoine et urbanité au service de la revitalisation de la cité », je vais, si vous le voulez bien, par commodité de présentation et dans l'espoir d'enrichir la réflexion, subdiviser ma brève communication en trois séquences. Trois séquences à la fois autonomes et complémentaires, successivement consacrées aux principales interrogations relatives aux thématiques suivantes : « Ville, croissance et désarroi », puis « le défi mémorial » et, enfin « dialogues, cohésion sociale et patrimoines partagés ».

Ville, croissance et désarroi

Comme vous le savez, la croissance urbaine est une tendance lourde aux conséquences inimaginables et j'aimerais, si vous le permettez et sans m'appesantir sur les chiffres, rappeler tout de même quelques éléments de repères de cette croissance urbaine ainsi que

les principales conséquences qu'elle génère à l'échelle de la planète.

Au début de ce siècle, un cap historique sans précédent pour l'histoire de l'humanité a été franchi. Les citadins sont aujourd'hui, tous pays confondus, plus nombreux que les ruraux, alors qu'ils représentaient à peine un quinzième de la population mondiale au début du siècle dernier. Non seulement depuis le début de ce siècle la moitié de la population réside dans les villes mais, selon les tendances lourdes de ce développement, la population urbaine représentera, en 2030 et au plan mondial, le double de la population rurale.

L'on sait aujourd'hui que, depuis plus d'un quart de siècle, les stratégies mises en œuvre n'ont pas été, de manière générale, à la mesure des défis que constitue la croissance urbaine. Devant un tel constat, la ville a été, plus récemment, objet d'une confrontation d'une grande ampleur. C'est ainsi que la Deuxième Conférence des Nations Unies sur les Établissements Humains – « Habitat II, Sommet des villes » – tenue à Istanbul en juin 1996, a mis en évidence la portée de ce processus mondial d'urbanisation, la portée et les conséquences multiples de cette croissance. Les gouvernements centraux ont officiellement reconnu qu'ils ne pouvaient affronter seuls les problèmes liés à l'explosion urbaine.

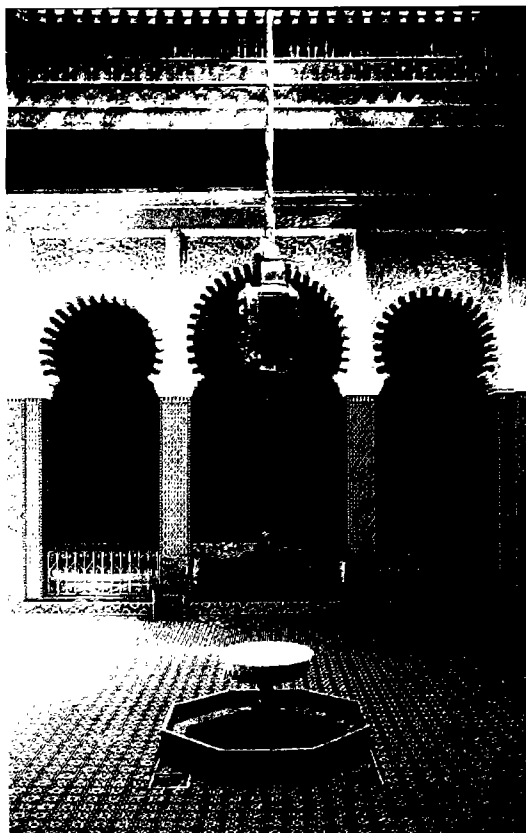


Et ce sommet a été l'occasion d'examiner le thème du partenariat comme alternative crédible, pour fournir des solutions éventuelles et permettre d'envisager des actions possibles pour tenter d'assurer, en complémentarité et synergie entre différents acteurs, l'équilibre de la vie urbaine et la préservation des quartiers historiques.

Mais un partenariat véritable suppose la parité, c'est-à-dire la reconnaissance de l'autre, un statut d'égalité qui lui revient de droit dans l'échange et le dialogue. Peu de gouvernements sont disposés, à l'heure actuelle, à s'engager dans cette perspective, à s'engager dans de tels dialogues qui supposent une démocratie véritable. Faute de quoi, des décisions prises au sommet, sans concertation, sans véritable connaissance des problèmes vécus aux échelles locales, des spécificités de ces échelles locales et de leurs potentialités, restent lettre morte. Et, en l'absence de dialogue et de concertation, faute de démocratie dans le mode de représentation des intéressés et dans les prises de décisions, ce sont tous les problèmes du cadre de vie et ceux des quartiers historiques qui s'aggravent. Ce qui, inéluctablement, conduit à l'absence d'alternatives, à l'absence de prises de décisions effectives et suivies d'effets et, en fin de compte, à l'instauration du désarroi. Désarroi au sens de trouble moral, au sens de confusion et de désordre, au sens d'angoisse et de détresse.

Le défi mémorial

À ce désarroi, va venir s'ajouter – dans des combinaisons multiples – un autre défi. Un défi mémorial qui engage l'identité du cadre de vie et, partant, l'importance de l'histoire, de l'héritage et, bien entendu, le statut dans la ville et les agglomérations actuelles des quartiers historiques. Ainsi, comme vous pouvez le constater, nous sommes dans cette Table Ronde – consacrée à la revitalisation éthique



*Façade d'une demeure
de Tétouan © S. Mouline*

et durable des quartiers historiques – au cœur d'un des principaux problèmes contemporains. En effet, assurer la vie ou la survie en ville, assurer des conditions d'abri et de sécurité minimales à des dizaines voire des centaines de millions d'habitants, représente pour bien des gouvernements dans le monde, un défi colossal. Et à ce défi s'ajoute un autre défi, d'une autre nature, mais qu'il est tout aussi impératif de relever. Un défi de nature éthique qui est celui de la primauté de la dimension humaine, de la primauté de la dimension culturelle du cadre de vie qu'il s'agit de réaliser ou de revitaliser.

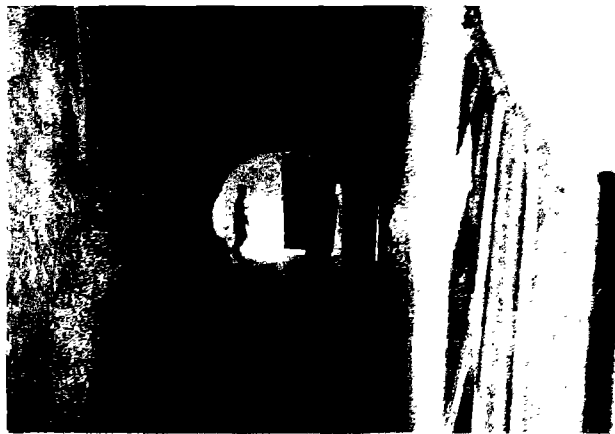
Dimensions humaine et culturelle au sens de projection mentale, au sens de reconnaissance identitaire, au sens d'appartenance à un topos, au sens d'adhésion à des repères communs, à une mémoire commune, à un mémorial communautaire. Ce qui suppose non pas la réduction de l'être humain à des grandeurs mesurables et quantifiables, non pas une vision trop souvent techniciste et mercantile. **Non pas la réduction du citadin à des ratios de densité à l'hectare ou des coefficients d'occupation des sols mais la prise en compte d'un ensemble de coutumes et de comportements, d'attitudes et de sentiments organisés qui permettent de mieux comprendre ce qu'est un cadre de vie, un lieu d'urbanité, un lieu de partage d'identité et d'émotion.** En un mot, revenir à une éthique, une éthique professionnelle liée au partage des richesses et des centres de décision, liée à la pratique sociale de la cité, liée à l'architecture et à la gestion des quartiers historiques.

L'essentiel est de noter l'existence de deux défis de nature différente, de noter qu'il n'y a pas de hiérarchie entre ces deux défis et qu'il est indispensable, dans une démarche qui tend vers un développement soutenu, d'essayer de contribuer à les relever tous deux dans une même vision globale. J'ouvre une rapide parenthèse, ici, avant de passer au troisième point, si vous le permettez Monsieur le Président. C'est pour signaler que je viens de parler de développement soutenu et non de développement durable. Ce n'est pas une simple question de sémantique et il ne s'agit pas de la résoudre aujourd'hui. Cependant, j'ai personnellement la conviction que seul Dieu est durable. Vous me direz que c'est une profession de foi et je vous l'accorde volontiers. Mais, au plan conceptuel, vous reconnaîtrez avec moi que ce soi-disant « développement durable » est aujourd'hui décliné à toutes les sauces : du courrier du cœur aux discours les plus doctes des politiques et économistes les plus écoutés. Il fait aujourd'hui partie du discours onusien. Il est vrai que la nature a horreur du vide et qu'en cette période d'indigence intellectuelle, un tel binôme, relayé par les médias et les discours branchés, ne pouvait manquer d'avoir la fortune qu'on lui connaît aujourd'hui. Mais s'il est là, partout, sans justification aucune – ce qui est le propre de toute idéologie – c'est que ce binôme est la marque tangible, dans le langage, de la pensée unique et de la colonisation des imaginaires ; la marque tangible des mirages de l'occidentalisation et de la globalisation. Il est le dernier avatar, en date, d'une longue série de binômes concoctés avec le terme développement.

Dialogues, cohésion sociale et patrimoines partagés

En résumé, ce que je voulais principalement dire dans la parenthèse précédente c'est qu'en matière de développement humain, ne peut durer que ce qui est constamment soutenu, objet d'intérêt et d'effort librement consentis par des citoyens, dans une vision partagée et une perspective communautaire. C'est sur cette conviction profonde que j'ai conduit la Direction de l'Architecture que j'ai eu pour tâche de fonder, d'orienter et de diriger depuis 1998, au Maroc. Cela a mené à pratiquer un choix très clair au sein d'un Département ministériel aux attributions élargies allant de l'Aménagement du Territoire à l'Environnement en passant par l'Urbanisme et l'Habitat.

Ainsi au sein de ce grand département la Direction de l'Architecture a choisi de ne plus se contenter de s'appuyer sur la partie visible d'une profession libérale pour promouvoir une pseudo architecture marocaine – celle néo-coloniale de la décennie passée ou celle post-moderne et déconstruite qui accompagne la globalisation actuelle. Tout en s'impliquant pleinement dans des actions d'envergure, cette Direction a choisi la voie – certainement moins médiatique – d'un soutien et d'une assistance technique à des actions citoyennes menées par des groupements associatifs locaux et crédibles. Ella a initié, à ma connaissance,



Passage couvert
de la médina de
Tétouan © S. Mouline

une politique nouvelle dans le pourtour méditerranéen par **la volonté publique de favoriser l'émergence d'une citoyenneté participative en matière d'architecture et de développement urbain dans les quartiers historiques.**

Dans cette perspective un réseau de groupements associatifs a progressivement commencé à se tisser. Il est à la fois informel et solidaire. Informel car il repose avant tout sur des bonnes volontés et des relations personnalisées, sur des échanges d'expériences et de pratiques et non sur un système ou un cadre administratif ou législatif. Solidaire parce qu'il repose sur une identité d'intentions et des objectifs sociaux analogues.

Quand je fais mention d'identité d'intentions sur lesquelles repose ce réseau, cela ne veut nullement dire que les relations s'arrêtent aux seules intentions. Qu'il s'agisse des liens tissés avec des associations citoyennes constituées dans les médinas de Tanger, Tétouan, Tamesloht, Chefchaouen, Essaouira, Salé ou Marrakech, de



Danse à l'Association
Aït Itkel © S. Mouline

nombreux travaux et activités divers ont été expérimentés, réalisés, étendus, d'autres sont en cours ou en projet. Ce sont donc des pratiques attestées, réalisées, mises à l'épreuve et évaluées au terme de plusieurs années qui sont les référents du réseau à la constitution duquel œuvre depuis près de cinq ans la Direction de l'Architecture. Le point commun de toutes ces activités multiples et diversifiées, de toutes les composantes du réseau, c'est qu'elles mettent en relation, cadre de vie, quartiers historiques et participation citoyenne, dans une relation de dialogues. Dialogues qui vont de l'identification des problématiques locales, jusqu'à l'esquisse de solutions alternatives et au suivi de leur réalisation. Dialogues dans la perspective d'une dignité retrouvée qui s'exprime dans un cadre social, dans l'amélioration de l'espace de la vie quotidienne, de sa représentation, de la valorisation et de la revitalisation des quartiers historiques dans les médinas.

La nature des rencontres, les choix consensuels des thèmes et des intervenants, le déroulement même des journées d'étude qui reposent, en grande partie sur l'implication et le militantisme des participants, tout cela a fait que cette politique engagée par la Direction de l'Architecture a eu la chance, jusqu'à présent, d'avoir su et d'avoir pu éviter les « colloques-minute », et les prétentions sans lendemain de médiatisations aussi tapageuses qu'inutiles. Pour éviter la redondance de banalités et capitaliser les résultats de ces rencontres, les Actes de chacune d'entre elles sont publiés, dans une tradition proprement universitaire. Il s'agit de faire de la diffusion de ces Actes, la caisse de résonance d'interrogations et de réflexions partagées au sujet du patrimoine architectural, de son passé, de son présent, de son devenir et de la nécessité de sa revitalisation. De même, il s'agit de faire de la participation citoyenne, de la prise en charge et de l'amélioration du cadre de vie, des éléments moteurs au cœur même des politiques urbaines.

Je ne citerai pas tous les exemples de ce qui est aujourd'hui en cours. Grâce aux



Classe de l'Association
Aït Itkel © S. Mouline



Place Jama' al Fna,
Marrakech © S. Mouline

convictions partagées et aux efforts déployés par Madame Brigitte Colin à l'UNESCO, vous les aurez très bientôt à votre entière disposition sur un site internet. Je mentionne simplement deux exemples qui ont une valeur symbolique. D'une part, le travail mené en partenariat avec l'Association Aït Iktel de Développement qui a obtenu une reconnaissance internationale d'importance, celle du Prix Aga Khan d'Architecture, cycle 2001, en raison des résultats exemplaires de la valorisation communautaire du village d'Aït Iktel.

D'autre part, je peux mentionner la réflexion commune et l'assistance technique apportée à l'Association « Jama' al Fna, Patrimoine Oral » pour préserver, revitaliser et valoriser une place qui a été récemment proclamée « Chef-d'œuvre du Patrimoine Oral et Immatériel de l'Humanité ». Ce qui contribue à freiner les visées spéculatives dont elle est l'objet ; visées spéculatives qui risquent d'entraver sérieusement, pour cette place mondialement connue, une préservation et une revitalisation aujourd'hui soutenues par l'UNESCO.

■ Un atelier de quartier à Otrante ■

Wolf Tochtermann*

Wolf Tochtermann gave a presentation of the workshop conducted in 1979 – a project he had developed together with Renzo Piano. Emphasis was placed on sustainable rehousing of local inhabitants rather than restoration of historical monuments. Two demonstration projects were carried out – the first in Otrante, Southern Italy, and the second in Evora, Portugal. Both projects had the particularity of being organized as workshops situated in the town centre and conceived to allow the whole population to participate in the experience and follow the design of the project as well as its implementation. These two rehousing projects showed that it is possible to proceed with minor interventions, to put in place un-noisy and non-polluting roadworks and to let inhabitants stay in their homes while the work is being carried out. Modern conveniences were installed in the previously dilapidated apartments thanks to modern technology. Detailed preparation went into the projects with very precise reports of chemical and structural analyses, drainage, etc., thus enabling urban planning to be reorganized and considerably improved.

* Wolf Tochtermann est architecte-urbaniste, diplômé de la Faculté d'architecture de l'Université de Stuttgart. Directeur de la Division de la Population et des Établissements Humains de l'UNESCO jusqu'en 1996, il a publié divers articles sur l'habitat traditionnel et la formation des architectes. Il est actuellement directeur de la Commission des concours internationaux d'architecture à l'UIA.

■ A local workshop in Otrante ■

Je voudrais vous présenter un projet dont j'étais responsable il y a très longtemps qui a démarré en Italie, à Otrante dans le sud. C'est un projet que nous avons développé ensemble Renzo Piano et moi-même et qui, à mon avis, a encore aujourd'hui un caractère exemplaire quand on intervient sur un patrimoine qui n'est pas monumental, un patrimoine réalisé par des grands bâtisseurs mais modifié et entretenu par les habitants.

Ce projet a démarré à Otrante avec un atelier de quartier monté et conçu un peu comme le cirque dans la ville : une rencontre de toute la population pour participer, dans le bon sens du terme, à une réhabilitation d'une partie de la ville, du tissu urbain de la ville. Il ne s'agissait pas, encore une fois, de cathédrale, de mosquée, de caravansérail, de hammam ou autre mais d'un tissu d'une ville traditionnelle. Par la suite, nous avons réalisé un projet similaire et peut-être même avec plus de succès à Evora, au Portugal, où la mairie, à l'époque communiste, a pu mettre à notre disposition tous les bâtiments qui lui appartenaient.

Dans ce genre de projet, il ne faut pas seulement parler des succès, il faut aussi parler des contraintes et problèmes qui se sont manifestés en cours de route. Parmi ces problèmes – certains ont déjà été mentionnés –, il y a la

propriété du bâtiment qui est un des obstacles majeurs, la disponibilité des habitants et les aspects financiers. **Dans la vieille ville du Caire, tous les pays européens ont donné de l'argent pour l'entretien du patrimoine historique alors que pour ce qui est du tissu urbain, qui est en train de pourrir, personne n'a trouvé un seul dollar.** Pourtant, dans le même temps, les monuments disparaissent : totalement isolé, dans un contexte qui n'est plus le sien, qui n'est plus le même, dans un tissu qui n'a plus la même signification physique, sociale et culturelle que par le passé, le monument disparaît de lui-même. **Dans la ville du Caire, nous avons fait la douloureuse expérience que les Italiens, les Allemands, les Français, les Américains restaurent avec beaucoup de technicité et de moyens financiers des monuments qui après restauration sont fermés à clé parce qu'on ne sait pas quoi en faire. Au bout de cinq ou six ans, le monument redevient un monument à restaurer.**

Nous ne trouvons plus de signification, nous n'avons plus de projets, pour des bâtiments qui étaient des bâtiments clés dans une société traditionnelle qui n'existe plus. Je rejoins ce qu'a dit Saïd Mouline à propos de la globalisation : les visions que nous

avons d'une architecture soi-disant contemporaine et les modes qui se suivent, une fois le nouveau traditionalisme, une autre fois le post-modernisme, le déconstructivisme, n'ont aucune signification et aucune pérennité dans ces tissus urbains dont j'essaie de parler.

Ces projets sont des projets de démonstration bien plus que des projets qui ont eu des impacts à long terme mais la démarche que nous avons choisie est, je crois encore, tout à fait défendable aujourd'hui.

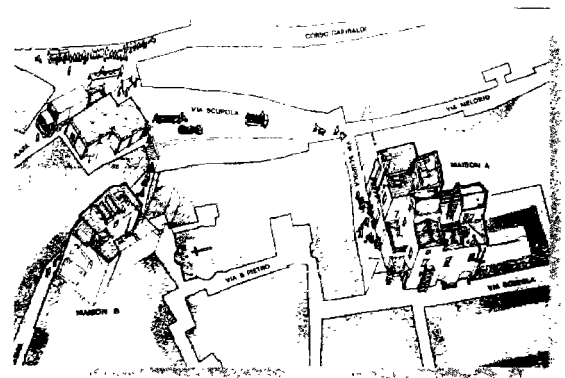
O t r a n t e

Case study 12

La façade de la ville d'Otrante est sur la mer. Son tissu urbain traditionnel est d'une manière générale en bon état. La ville compte des monuments remarquables : des églises, une très belle cathédrale, des fortifications, un château fort mais elle souffre de l'absence d'une politique de restauration, ce qui n'a rien d'étonnant pour une ville traditionnelle du Nord ou du Sud.

L'atelier mobile arrive dans la ville sous forme d'un conteneur. La tente déployée sur la place principale de la ville compte quatre ailes conçues pour présenter au public la problématique de la réhabilitation, faire l'analyse de ce qui ne va pas dans la ville, faire le projet de qu'on peut faire pour améliorer la situation et finalement faire les travaux. L'atelier est équipé d'une façon très sophistiquée : c'est l'entreprise Dio Guardi qui a aidé à monter ce projet avec le Renzo Piano Building Workshop et nous-mêmes.

On a commencé par des relevés extrêmement précis des bâtiments existants, en notant tous les problèmes rencontrés. Deux maisons ont été choisies pour la première intervention : l'atelier était conçu pour des interventions légères. Afin d'éviter des chantiers trop importants sur le lieu de la restauration, les interventions sont préparées



Maquette de l'atelier
© W. Tochtermann

Plan de l'emplacement de l'atelier dans la ville
© Archives Atelier Renzo Piano



les équipements nécessaires pour le confort de la salle de bain et de la cuisine. Il ne s'agissait pas de préserver absolument du traditionnel, le projet avait la volonté d'introduire les commodités d'un confort dont tout le monde a le droit de profiter.

Les interventions techniques étaient accompagnées d'une activité de consultation et d'entretien avec les habitants pour mieux connaître leur avis sur leur habitat, leur ville, leur maison, et pour sonder à quel point les habitants sont prêts à travailler avec l'entreprise et l'équipe des architectes. Une réunion publique avec le maire d'Otrante et les architectes était l'occasion de poser des questions concernant la réhabilitation d'une ville historique comme Otrante. Les enfants étaient invités à faire des dessins pour qu'ils expriment leur vision de leur ville et comment ils entendent y vivre.

Cette expérience de démonstration n'a pas amélioré considérablement la ville mais a donné des idées pour intervenir ailleurs et on a pu prouver que le système en tant que tel peut réellement fonctionner.

à l'intérieur et à l'extérieur de l'atelier. Des chemins relient les bâtiments à l'atelier et les éléments légers sont transportables depuis l'atelier.

Nous n'avons pas considéré le bâtiment comme un monument : on pouvait très bien modifier une fenêtre même l'accès à partir d'une rue. Le tissu était important mais pas nécessairement le détail.

Nous avons proposé d'introduire des technologies contemporaines telle que l'utilisation de l'énergie solaire pour chauffer l'eau,

Ville d'Otrante
© W.Tochtermann

Vie de l'atelier
© W.Tochtermann



Résumé du débat

Au cours du débat entre les intervenants, les problématiques le plus souvent soulevées ont été les suivantes :

- ❏ la formation non seulement des professionnels de la ville, architectes ou urbanistes, et des décideurs politiques, mais aussi des « utilisateurs de la ville » ;
- ❏ les projets participatifs et leur traduction possible dans le champ du politique ;
- ❏ le rôle de chacun, et en particulier de l'architecte, au sein du partenariat qui associe l'ensemble des acteurs des projets de réhabilitation des quartiers historiques ;
- ❏ les mutations d'usage du tissu ancien et le rapport entre réhabilitation et tourisme ;
- ❏ les bienfaits et les travers de la législation patrimoniale.

Summary of the debate

During the debate, the most frequently raised issues were the following:

- ❏ training not only of city professionals, architects, urban specialists and decision-makers, but also of “city users”;
- ❏ participatory projects and their possible adaptation regarding policy;
- ❏ the role of each person, in particular the architect, within the partnership associating all actors in rehabilitation projects of historical districts;
- ❏ transformation of the use of the old urban fabric and the relation between rehabilitation and tourism;
- ❏ the advantages and disadvantages of heritage legislation.

Extraits du débat

Formation des « utilisateurs de l'architecture » et résistance culturelle

SAÏD MOULINE : J'interviens au sujet du programme « Enfants et architecture » de l'UIA évoqué par Vassilis Sgoutas. Il est important que cette formation, cette éducation des utilisateurs de l'architecture, c'est-à-dire nous tous, se fasse très tôt et que l'architecture fasse partie de l'imaginaire des enfants. J'émane d'une culture qui pendant longtemps avait eu une homogénéité dans laquelle il y avait équilibre entre espace vécu et représentation de l'espace. Or aujourd'hui avec le développement des technologies de l'information qui ont réduit la communication plutôt qu'elles ne l'ont développée, on se rend compte que si nous interrogeons des enfants sur les médinas, elles sont synonymes pour eux d'insécurité, de passé, de saleté. Il est important alors d'engager une éducation pour dire que ces médinas, au contraire, sont porteuses de valeurs, et parmi elles l'éthique, et qu'elles peuvent constituer une matrice de développement pour des projets futurs. Si on ne parvient pas à chasser dès le départ cette vision négative de leur propre patrimoine, de leur propre héritage, automatiquement, les enfants vont tourner le dos à leur patrimoine et vont voir la modernité dans le béton, dans des ratios, dans une vision techniciste et mercantile de l'espace.

VASSILIS SGOUTAS : Monsieur Casanovas, s'il se présentait à Cuba la perspective d'un dévelop-

pement économique tel que l'on entend en Occident, avec des investissements énormes qui nécessitent des démolitions, la formation des habitants est-elle telle qu'on pourrait imaginer une forme de résistance culturelle à ces démolitions ?

XAVIER CASANOVAS : Les gens à Cuba sont très formés. Le niveau d'appréciation du patrimoine est élevé. On désire conserver le patrimoine. Des grosses opérations de démolition, si ce sont des bâtiments importants dans la définition de la ville, seront très difficiles à faire. C'est mon opinion, ce n'est pas nécessairement la vérité.

Architecture, urbanisme et sciences sociales

GIOVANNI CAMPEOL : Les deux disciplines, architecture et urbanisme, se croient complètement autonomes et ceci est selon moi une erreur de méthodologie car la ville, comme on l'a déjà dit, est surtout un système social. Je parle en tant que sociologue qui enseigne dans une faculté d'architecture, et je crois que l'architecture ne doit plus être considérée comme une discipline autonome qui surplombe toutes les questions, de même que l'urbanisme.

L'Union européenne et les États-Unis pratiquent d'ores et déjà des évaluations complexes des sites concernés par des projets urbains.

Les paramètres sociaux et environnementaux sont les paramètres prioritaires : l'architecture et l'urbanisme doivent pouvoir répondre aux demandes sociales et aux impératifs écologiques qui sont aussi les conditions de la durabilité des constructions architecturales.

Venise n'est pas une ville d'architecture, elle est une ville sociale traversée par des questions économiques, des questions militaires qui l'ont transformée en une ville d'architecture. Quand elle a perdu son tissu d'origine, Venise a eu beaucoup de mal à survivre.

L'architecture et l'urbanisme sont évidemment essentielles mais doivent être dépendantes des questions sociales ; sans cela nous créerons de fausses architectures.

VASSILIS SGOUTAS : Je suis d'accord pour dire que l'architecture doit être pratiquée dans le contexte sociologique et qu'on ne répond à aucune exigence si on n'associe pas les paramètres sociaux.

Mais j'ajoute que dans ces équipes pluridisciplinaires qui font les villes, gèrent les villes, métamorphosent les villes, il faut un leader qui doit être l'architecte. L'architecte a eu le rôle d'assurer le continuum de la culture dans toute l'histoire. Quand on parle de civilisation, on parle de bâtiments édifiés, on parle de ville. La société sera entre de bonnes mains si le leader est l'architecte.

Projets participatifs et relais politique

SAÏD MOULINE : En mettant en exergue, le terme éthique qui a tellement attiré l'attention de Vassilis Sgoutas, à un moment ou à un autre des débats, **il sera important de faire le lien entre éthique et politique. Si on pose le statut du citoyen au sein de la cité et les enjeux au sein de la cité, nous sommes en politique.** À aucun moment, même à l'échelle d'un quartier, on ne peut rassembler tout le monde pour prendre une décision ; automati-

quement se pose la question de la procuration, de la délégation de pouvoir. Qui représente qui, qui tire sa légitimité et de quel système ? Pratiquement, quotidiennement, quels sont les modes de régulation que l'on peut imaginer progressivement pour qu'existent réellement une éthique et une citoyenneté ?

ALAIN-CHARLES PERROT : Ne croyez-vous pas qu'avant de recevoir les avis sur les évolutions que l'on souhaite avoir, il faut des gens qui rêvent la cité, qui idéalisent éventuellement ou donnent des solutions que les populations ne peuvent pas apporter ?

VASSILIS SGOUTAS : Je suppose qu'il y a de multiples façons de rêver ? Si l'on rêve seulement sur le rêve technologique et esthétique, celui-ci n'est pas suffisant aujourd'hui. Si l'on veut rêver un monde plus juste, tous les autres paramètres doivent faire partie du rêve.

Mutations d'usage, réhabilitation et tourisme

SAÏD MOULINE : Le cas de la Rochelle présente une problématique particulière, non seulement celle des quartiers anciens à caractère historique mais celle des villes portuaires. On sait ce que sont devenus les docks de Londres par exemple. On sait qu'il y a un projet récent qui a été l'objet d'un concours important à Marseille qui va bientôt se développer sur plus d'une dizaine d'années. Au lieu de délocaliser le port et ses activités, il s'agit de trouver une forme d'intégration de l'activité du port qui soit en harmonie et en coordination avec l'urbanité de la ville, au sens de quartier historique. Peut-on envisager une trans-

position analogique à La Rochelle du travail réalisé aujourd'hui à Marseille, pour que l'on retrouve des poissonneries à la Rochelle ?

Saïda est une cité presque linéaire complètement bordée à l'Ouest par la Mer Méditerranée. Nous connaissons tous le rôle historique qu'elle a joué dans la naissance d'un grand nombre de cultures qui ont essaimé à partir de Tyr et de Saïda. Mais des projets ont déjà eu lieu : les espaces ont déjà été affectés à des décharges relativement informelles et d'autres grands espaces ont été affectés à des décharges formelles mais toujours en bord de mer ; nous connaissons le projet d'autoroute ou de route à grande circulation qui risque de couper la médina de son accès à la mer malgré l'aménagement talentueux des architectes Badran. N'y a-t-il pas, avec l'ensemble de ces projets qui occupent le front de mer, risque de rupture d'une ville qui tire sa civilisation de la mer dans son développement contemporain et que la médina soit coupée, par l'ensemble de ces projets, de la mer en tant qu'espace public, balnéaire, de loisirs et de plaisir ?

MAX BOISROBERT : Ces deux villes portuaires présentent des visages et des conditions totalement différentes. La première condition est très simple : à La Rochelle, il y a des marées avec un marnage de 6 mètres, à Saïda il n'y a pas de marées. C'est un phénomène qui a étonné les Sidoniens quand je leur expliquais que toutes les 12h, le port se vidait et se remplissait. En ce qui concerne l'avenir du port de Saïda, je sais que l'avenir de la pêche est compromis par une grande pollution de la Mer Méditerranée et par le fait que les pêcheurs

ne peuvent pas aller pêcher très loin en mer du fait des conflits proches. L'avenir de Saïda et de son port n'est pas certain. La route de la mer a été un sujet central du colloque de Saïda l'année dernière²². Je crois savoir que le projet est revu dans une configuration plus douce. Cependant, un quartier de la médina va quand même être détruit pour permettre le passage de la voie sur berges. Le nouveau projet qui va être réétudié, doit prendre en compte cette couture nécessaire entre la médina et le port.

ALAIN-CHARLES PERROT : C'est réellement une appréhension sociale des questions que sont les ports. Que faire d'un port quand il n'y a plus de pêcheurs ? Que faire des quartiers qui sont autour qui étaient liés à l'activité de pêche ? On peut regretter que les pêcheurs aient été remplacés par des commerces mais c'était peut-être ça ou rien puisque la population a émigré de La Rochelle. Je vois pour ce qui concerne Marseille, que son port n'est plus du tout ce qu'il était et ne reviendra jamais comme avant. C'est quand même une chance que les docks soient réinvestis par des opérations tertiaires même si on verra sans doute apparaître des dérèglements. C'est peut-être cela que l'on pourrait aborder dès à présent : quelle est la manière d'opérer ? Quelles sont les techniques d'urbanisme, qui peuvent, tout en prenant en compte l'évolution sociale, faire en sorte que les excès que l'on constate, soient gérés ?

VASSILIS SGOUTAS : On a vu des projets participatifs dans de nombreux endroits du monde,

dans les pays développés comme à Manchester au Royaume-Uni ou dans pays en voie de développement en Inde, à Kerala, et ailleurs. Ces projets ont été comme des étincelles et n'ont pas vraiment eu le suivi qu'on attendait. Pourquoi ? La réponse que je peux apporter, pour ma part, est que ces projets n'étaient pas directement liés au droit de propriété. Si le terrain n'appartient pas aux personnes auxquelles on demande de contribuer à l'amélioration de leur propre habitation, le projet ne marchera pas.

WOLF TOCHTERMANN : C'est tout à fait le problème que nous avons rencontré. Le cas le plus fréquent était que le propriétaire n'habitait même pas dans le pays. A Bethléem, nous avons essayé de monter un projet similaire : d'abord la loi héritière fait que cette maison compte 325 propriétaires. Deux sont à Bethléem et les autres sont un peu partout dans le monde. Il est impossible de réunir qui que ce soit pour faire un programme de réhabilitation. Ce projet est alors abandonné dès le départ parce qu'on ne trouve personne qui pourrait être responsable du projet. Celui qui habite cette maison est un employé du magasin du rez-de-chaussée, il est locataire et n'a ni l'intérêt ni les moyens de financer quoi que ce soit. Beaucoup de projets sont irréalisables pour ces raisons. Et même si le propriétaire est présent, très souvent il n'a aucun intérêt à faire ce genre d'interventions de réhabilitation. La réhabilitation du tissu urbain traditionnel est compromise dès le départ parce que nous n'avons aucun accès, aucune prise sur les bâtiments.

SAÏD MOULINE : Les groupements associatifs n'ont pas, au Maroc en tous cas, de véritable statut juridique, n'ont pas de budget, ne peuvent faire des projets que de portée limitée : ils ne peuvent pas faire une centrale thermique, un barrage, un hôpital, peut-être peuvent-ils faire un petit dispensaire avec des médecins qui vont venir gratuitement. Mais parfois l'étincelle peut prendre.

Dans le centre historique du Caire, trois maisons s'écroulent tous les deux jours. Il est difficile d'imaginer qu'on va faire le tour de tous les propriétaires pour leur demander leur autorisation et dans ce cas, la société civile peut influencer les autorités locales pour qu'au moins la maison soit détruite avant qu'elle ne détruise l'ensemble du quartier. Dans l'ensemble du Maghreb, en Jordanie, en Syrie, en Égypte, ce sont des démarches qui commencent à se pratiquer. C'est le cas dans le Sud du Maroc où une grande partie d'architecture en terre est de longue durée à condition qu'elle soit entretenue. Or les migrations et l'exode rurale vers les centres villes font que les propriétaires sont absents, que les maisons ne sont plus entretenues et une maison risque de faire tomber un ksar tout entier (500 unités d'habitation). Donc il y a des limites à la participation citoyenne et aujourd'hui seule l'imagination de chacun, seules des pratiques expérimentales peuvent projeter de nouvelles solutions.

Par ailleurs, les gens n'ont pas affaire à de véritables élus mais à ce que j'appellerais des gens « électionnés » qui ne sont là que pour préserver des intérêts. L'élu n'a pas comme objectif cette fonction noble qu'est la fonction

publique. Nous sommes dans des aires culturelles où la corruption est inouïe. Les donateurs voient parfois l'argent versé pour restaurer telle mosquée revenir sur des comptes codés en Suisse.

Donc participation citoyenne oui, voie d'avenir oui, levier oui, mais à condition qu'elle trouve une forme politique appropriée pour s'exprimer en dehors des sentiers battus, en dehors des élections qui sont bien souvent le tremplin pour des « électionnés » plutôt que pour des élus véritables.

BRIGITTE COLIN : Je voudrais évoquer un point qui n'a peut-être été qu'effleuré aujourd'hui. C'est la question du rapport de la revitalisation et des activités touristiques. Jusqu'à quel point les activités touristiques peuvent-elles aider à la revitalisation ? Autre point : que dire du **manque de législation concernant la spéculation foncière et l'éviction des populations les plus pauvres quand par hasard un riche donateur réhabilite un bâtiment entraînant une spéculation autour de ce bâtiment ?**

SAÏD MOULINE : La revitalisation peut faire bon ménage avec les activités touristiques : Essaouira en est un exemple. Il y a une quinzaine d'années, Essaouira était une ville en perdition, tous les jeunes quittaient la ville. Et progressivement, grâce à des natifs de la ville, grâce à des associations, à l'Université conviviale, il y a eu une prise de conscience collective qui n'a pas été imposée, qui a émergé au sein de la ville. Bien sûr, certains allaient plus loin dans la réflexion que d'autres mais l'esprit était celui du dialogue et de la

réflexion partagée. Une solution possible c'est l'atelier mobile qui nécessite un relevé exact des bâtiments au sol. Dans les pays du Sud, il n'y a pas de relevé. Il ne peut y avoir de réhabilitation sans des relevés extrêmement précis réalisés par des architectes qui savent ce qu'est un relevé au 500ème. Et je rejoins là ce qu'a dit Vassilis Sgoutas sur le rôle des architectes. Ces relevés doivent être faits à partir du sol et non à partir de plans de restitution sur la base de photographies aériennes au 1000ème. Au fur et à mesure des projets intégrés d'activités touristiques qui mettent en avant ce qui est de l'ordre du local (poterie, pêche, souffleurs de verre...), la dynamique n'exclue personne de la ville. L'exclusion est le plus grand danger de la revitalisation. En 2003, il y avait à peu près un million de personnes qui ne sont pas d'Essaouira et qui viendront assister à quatre festivals de musique gratuits qui seront donnés dans la ville et compteront de grandes vedettes mondiales. Les concerts seront gratuits bien sûr parce cela permet à la population d'être là. Et Essaouira n'ayant pas la capacité hôtelière suffisante, un grand nombre de personnes vont ouvrir leur maison pour des sommes modiques, les restaurants vont suivre, etc.

On peut donc imaginer que, dans certains cas, en prenant des précautions, en évitant les erreurs faites les années précédentes, il y ait mariage et articulation harmonieuse entre revitalisation et tourisme.

MAX BOISROBERT : Je voudrais simplement souligner qu'une activité uniquement tournée vers le tourisme présente un gros danger

parce qu'elle va modifier considérablement l'aspect de l'ensemble que l'on est en train de protéger. Petit à petit on glisse vers un patrimoine qu'on s'invente complètement et qui n'a plus rien à voir avec l'objet qu'on protégeait initialement. Je défends ardemment le fait qu'il faut effectivement profiter du tourisme mais qu'il faut absolument mettre tous ses efforts sur le maintien d'autres activités ou l'invention d'autres activités peut-être mais qu'il ne faut surtout pas se focaliser sur cette « monoactivité ».

SAÏD MOULINE : Ce serait effectivement faire de la monoculture que fonder la revitalisation des quartiers historiques sur le développement touristique. Pour la ville d'Essaouira c'est un danger qui a été pris en considération. Parallèlement à la construction d'équipements qui peuvent apporter plus de tourisme, il y a également des équipements qui peuvent maintenir la population ou mieux encore ramener des jeunes qui sont partis : parallèlement à un aéroport, il y a la construction d'un lycée. Par ailleurs, il faut considérer les soucis écologiques : quand la population se multiplie par dix, par vingt, cela crée des nécessités de traitement de déchets solides et liquides supplémentaires. La monoculture entraîne la destruction même de la terre et des sels minéraux qu'elle contient.

Législation patrimoniale

BRIGITTE COLIN : Je voudrais rebondir sur ce qu'a dit Max Boisrobert sur la question de la législation et des outils contraignants en ce qui concerne les secteurs sauvegardés ou les zones

protégées. C'est un avis qui est extrêmement pertinent dans un contexte nord-européen mais quand on regarde le contexte de la rive sud de la Mer Méditerranée, où aucune législation n'existe ou, si elle existe, ne peut être appliquée, la destruction est inexorable et pratiquement sans appel pour les villes historiques.

Quel est le moyen terme entre une législation destructrice et le manque de législation ? Est-ce qu'il n'y a pas à ce niveau la question de l'éthique, de la morale et de l'éducation des gens qui gèrent la ville ? On a parlé des techniciens, des architectes, des urbanistes. Mais il y a aussi ceux qui gèrent la ville qui manquent d'éducation, de connaissances, qui ont aussi des contraintes électorales : ils sont là pour très peu de temps et doivent donc montrer qu'ils ont réussi en très peu de temps. Donc s'ils n'ont pas d'outils, ils prennent une certaine direction qui peut mener à la destruction du patrimoine des quartiers historiques, s'ils ont ces outils contraignants, ils arrivent peut-être à ce que vous avez décrit à La Rochelle. Quelle serait votre position, vous qui connaissez les deux rives de la Méditerranée ?

MAX BOISROBERT : On ne peut pas imposer un règlement à une population qui ne l'a pas porté. Le travail fait à Saïda est de faire en sorte que la population s'approprie la médina, le travail de rénovation urbaine. Et après on pourra mettre en place le règlement avec elle, parce qu'elle le comprendra tout à fait. Alors que si on vient d'emblée avec un règlement qu'on va lui imposer, on va se faire rejeter

immédiatement. Il n'y a pas du tout le même rapport avec le règlement à Saïda qu'à La Rochelle et déjà à La Rochelle, le rapport au règlement est bien difficile.

SAÏD MOULINE : Tant qu'il n'y a pas une législation réelle, appropriée et efficacement appliquée, la spéculation continuera bon train. Aujourd'hui, bien que la ville de Marrakech soit classée sur la Liste du patrimoine mondial, bien que la place centrale de Marrakech soit classée sur la Liste du patrimoine orale et immatérielle de l'humanité, trois projets de construction sur la place ont déjà été approuvés. On a réussi à les arrêter parce qu'on fait jouer, comme des dragons en papier, l'intervention de l'UNESCO, du Parlement européen. La spéculation est telle aujourd'hui que le seul pas de porte d'une boutique est l'équivalent de 100 000 euros. C'est un combat essentiel que celui d'avoir une législation appropriée et appliquée.

BRIGITTE COLIN : Je vais prendre un exemple que je connais bien, qui est celui de la ville de Mahdia où il n'existe pas de secteur sauvegardé, de plan de sauvegarde de la médina. Le conservateur qui est en charge de l'évaluation des permis de construire n'a pas d'outils juridiques ni physiques à opposer au tiers. Donc

sur quelle base peut-il dire : je recommande au maire de refuser ou d'accepter ce permis de construire ?

ALAIN-CHARLES PERROT : Pour répondre en mon nom aux interrogations de Brigitte Colin concernant les réglementations, je reviendrais à la problématique du temps qui passe : **éduquer, faire comprendre, faire rentrer des personnes qui n'ont pas été éduquées dans le cadre de la perception d'un bâti, tout cela prend du temps.** Parfois, si ce n'est toujours, la réglementation et la règle sont très utiles pour passer cette période. **Il vaut mieux faire des règles strictes et préserver de manière à donner le temps pour que la population commence à apprécier mais sans détruire ; les règles sont tout à fait indispensables.** Cependant, il existe de nombreuses manières d'appliquer la règle. **C'est à travers l'application des règles qu'on peut apprendre et éduquer, que l'on peut aussi les moduler et faire en sorte qu'elles évoluent.** Mais ne pas avoir de règles, c'est d'une certaine façon ne pas croire aux valeurs auxquelles nous sommes attachées même si ces valeurs sont liées à l'évolution sociale. Mais comme cette dernière a un rythme différent, il me semble que les règles au départ sont importantes.

Conclusion

Les deux tables rondes, tenues à six ans d'intervalle, autour de la question des quartiers historiques, témoignent d'une évolution des perceptions et des démarches dans les champs de l'architecture, de l'urbanisme et des politiques publiques urbaines. Le titre du colloque qui s'est tenu à Istanbul, « *Renewal of inner city areas* » (« *Rénovation des centres urbains* ») avait été critiqué au cours du débat. Les experts avaient reconnu et regretté l'ambiguïté du terme « *renewal* » ou rénovation, qui peut rappeler les orientations radicales de l'urbanisme de la Charte d'Athènes. À Venise, en 2002, la table ronde était intitulée « *la réhabilitation éthique et durable des quartiers historiques* » : les notions d'éthique et de durabilité sociales sont d'emblée acceptées par l'ensemble des experts au début de leur intervention. De fait, l'approche « *sciences sociales* » sur le devenir des quartiers anciens a sans nul doute été un facteur de ce changement : faire émerger la parole des habitants et encourager, autour de leur participation, le partenariat entre les chercheurs, les décideurs politiques, les professionnels de la ville et les associations d'habitants, tel est l'un des objectifs de la section Développement urbain du secteur des Sciences Sociales et Humaines de l'UNESCO dont la stratégie d'ici à 2007 vise à mieux intégrer dans les politiques publiques urbaines la notion de « *Droit à la ville* » qui recouvre le respect de

cinq droits : solidarité, diversité, justice sociale, représentation démocratique, réalisation individuelle ou communautaire.

L'ensemble des exemples fournis par les intervenants présents à Istanbul et à Venise révèle les divergences de vision et d'approche entre des experts issus de régions du monde différentes et donc de contextes sociopolitiques spécifiques qui conditionnent leur argumentation : il existe peu de « *bonnes* » pratiques, indifférentes au temps et à l'espace mais une série de règles « *semi permanentes* » autour desquelles peut s'articuler l'action.

C'est sur le point de la réglementation juridique du traitement du bâti patrimonial et plus généralement du rapport au politique que la diversité des approches se fait le plus sentir entre les intervenants : Max Boisrobert, architecte des bâtiments de France, a critiqué les outils législatifs en vigueur en France et qui ont selon lui empêché une mutation douce et locale du tissu urbain et de ses usages et ont livré la ville à l'industrie commerciale et touristique. Max Boisrobert est séduit par l'expérience de la Maison-Laboratoire de Saïda (Liban), où le vide juridique pourrait permettre aux habitants de la médina de donner des indications sur les règles les plus adéquates aux usages qu'ils souhaitent pour leur ville. La traduction de ces règles dans un cadre juridique formel viendrait ensuite et l'appropriation

deces règles par les habitants ne devrait pas rencontrer de difficulté puisqu'ils en auront été les auteurs. Les groupements associatifs salués par Saïd Mouline, architecte et sociologue urbain du Maroc, directeur de l'architecture au Ministère marocain de l'habitat et de l'aménagement urbain, sont-ils partout des lieux d'expression et de représentation populaire ? Ou sont-elles parfois une émanation du pouvoir institutionnel soucieux de présenter en façade un paysage démocratique ? Saïd Mouline s'interroge sur l'avenir de ces initiatives : la sphère du politique a-t-elle l'intention de leur servir de relais afin que s'opère une application effective et à une échelle élargie de principes définis en instances réduites ? Sylvio Mutal, directeur du PNUD et de l'UNESCO pour les projets de revitalisation des villes historiques en Amérique latine et aux Caraïbes, appelait, à Istanbul en 1996, à la création d'une agence urbaine au sein des municipalités afin d'instaurer le dialogue avec la population et d'encadrer le processus participatif. Enfin, Xavier Casanovas, directeur du Collège des architectes techniques de Barcelone, pense que la pénétration de l'économie de marché à Cuba et avec elle le désengagement de l'État des affaires publiques entraîneront une réduction des efforts en matière de réhabilitation patrimoniale, particulièrement dans ses aspects sociaux.

En replaçant ces constats ponctuels dans le cadre d'une analyse plus générale sur le devenir des espaces urbains et sur les processus d'urbanisation, on doit admettre que la ville perd la lisibilité que l'urbanisme fonctionnel lui avait procurée ainsi que la faculté de

donner corps à la société en rapprochant ses composantes, en donnant à voir leur diversité, leur interdépendance, comme leurs relations conflictuelles : l'espace urbain devient davantage le fruit d'une logique d'évitement que de conflit, de séparation que d'interdépendance. Séparation par la mise à l'écart des « minorités visibles » dans les cités d'habitat social excentrées ; séparation par les processus de péri-urbanisation qui poussent les classes moyennes à rechercher dans le lointain pourtour de la ville un espace habitable et un environnement qui les épargnent des nuisances du centre ; et enfin, séparation par l'effet du phénomène de gentrification des centres anciens qui porte les classes moyennes supérieures à les réinvestir au prix d'une élévation du coût du foncier qui provoque le départ des classes populaires et des classes moyennes inférieures qui y vivaient. Ces phénomènes de séparation désunissent la ville en l'empêchant d'absorber les transformations sociales et de créer une nouvelle société : la ville se resserre, s'étend, se répand loin de son centre, jusqu'à perdre tout attachement avec lui. La péri-urbanisation accueille l'énorme masse de ceux qui ne peuvent vivre dans les centres gentrifiés et de ceux qui ne veulent subir la promiscuité des minorités peuplant les quartiers de logement social. L'étalement urbain fournit un espace convenant aux moyens de chacun, plus ou moins grand, plus ou moins attrayant, plus ou moins pratique quant aux conditions de transport.

La reconfiguration des territoires, au niveau local, dépend du cours de la mondialisation et des évolutions du global : il n'y a pas de ville européenne à laquelle aurait succédé

l'« après-ville » mais des variantes territoriales hétérogènes entre les Etats-Unis, l'Europe, l'Afrique, l'Amérique latine, le Proche-Orient ou l'Extrême-Orient. Le phénomène de la mondialisation se traduit par le bas, par la concentration des minorités visibles et des plus démunies dans les territoires de relégation et par le haut, par la gentrification des centres historiques par la classe émergente. Le risque d'une sacralisation de la ville européenne, d'un éloge de la ville quelque peu mythifiée, serait le refus de constater que le destin de l'urbain ne passe plus par la seule ville européenne considérée, ou non, comme ville modèle. Les chercheurs parlent de l'« après-ville », de la prévalence des flux et observent que la ville idéale, le rêve florentin ou vénitien est un souvenir pieux qui nous entraîne à transformer les centres historiques uniquement en lieux de patrimoine touristique.

Quelle réponse peuvent apporter les politiques publiques urbaines à la dissociation

des territoires, à l'émiettement, aux volontés de démarquage, à la montée en puissance de « l'entre soi » des quartiers gentrifiés contre le « vivre-ensemble » : les centre-villes historiques deviendront-ils des « Musées propres piétonniers » interdits aux banlieusards et aux populations démunies ?

Le texte de la Déclaration de Montréal du 8 octobre 2003, élaboré au cours de la 8e Conférence mondiale des villes historiques, démontre que les maires de 61 villes prestigieuses de la Ligue des Villes Historiques ont pris la mesure des enjeux de la durabilité pour leur ville et en particulier le Président de la Ligue, Monsieur Yorikane Masumoto, maire de Kyoto, qui affirme : « nous avons le devoir de rendre nos villes durables ». Pour ce faire, les politiques publiques urbaines devraient concevoir la mise en valeur des quartiers anciens non pas comme un investissement exclusivement touristique mais également comme un investissement urbain et social.

Conclusion

Six years separate these two round tables on the issue of historical districts and their transformation. The discussions showed that there has been new development in perceptions and activities in architecture, town planning and urban public policy. The title of the Istanbul seminar, "Renewal of inner cities", came in for some criticism during the debate. The specialists acknowledged that the term was ambiguous and regretted using the word "renewal", which might perhaps be reminiscent of the radical trend of town planning in the Athens Charter. In Venice, in 2002, the round table was called "Sustainable and ethical revitalization of historical districts" and the issues of social sustainability and ethics were addressed by all the speakers. Indeed, the "social science" approach to the future of historical districts has without doubt been a factor in this change – by encouraging local residents to speak out and to engage in active partnerships with researchers, decision-makers, city professionals and residents' associations. This is one of the objectives of the Urban Development Section of UNESCO's Social and Human Sciences Sector whose strategy from now until 2007 aims to improve integration into urban public policy of "the right to the city" notion which is respect for five rights: solidarity, diversity, social justice, democratic representation and individual or community recognition.

As we all know, the sociopolitical context in which we happen to live conditions our ideas and arguments, and the Istanbul and Venice round tables were no exception. There are few "good practices", indifferent to time and space, but there are clearly a series of "semi-permanent" rules around which action could be centred.

The speakers' divergent views were most apparent regarding juridical regulations pertaining to heritage buildings and, more generally, in relation to politics. Max Boisrobert, Architect for historical monuments of France, is a strong critic of the pertinent legal instruments currently in force in France. He believes it is these regulations that prevented local transformation of the urban fabric and its uses from smoothly taking place prior to cities being taken over by tourism and commerce. Max Boisrobert expressed great interest in the Saïda Workshop (Lebanon), where the absence of juridical regulations allowed local residents of the medina to draw up rules according to what they felt was most suitable for their town. Translating these rules into a formal, legal framework will come at a later stage and appropriation of these rules by the local residents should pose no problem since they drafted them in the first place. Moroccan architect and urban sociologist, Saïd Mouline, Director of Architecture at the Moroccan

Ministry for Housing and Urban Planning, praised the community associations but questioned whether such associations meant free expression and public representation everywhere. Or were they sometimes the product of the authorities, keen to present a façade of democracy? He wondered how these initiatives would fare when the authorities took over, and whether application on a larger scale of the precise principles that had been drafted on a small scale would still be effective. In 1996 in Istanbul, Sylvio Mutal, former UNDP and UNESCO Director for conservation projects of historical cities in Latin America and the Caribbean, called for the creation of a city office within municipalities in order to establish a dialogue with the public and encourage the participation process. And, finally, Xavier Casanovas, Director of the Barcelona College of Technical Architects, felt that the opening up of the Cuban economy and State withdrawal from public affairs would entail a reduction in the efforts of heritage rehabilitation, particularly on the social side of things.

By repositioning these selective statements within a more general analysis of the future of urban areas and urbanization processes, it has to be acknowledged that the city is losing both the “legibility” it formerly enjoyed with functional town planning and the ability to give substance to society by bringing its constituent parts together, showing their diversity, their interdependence and their conflicting relations. The urban scene is now more the result of a policy of avoidance than of conflict, and of separation rather than interdependence. Separation occurs through

sidelining the “visible minorities” in outlying local authority housing estates, and because of outside-urbanization which pushes the middle classes out to the furthest perimeter of the city in search of housing and a healthier environment away from the pollution of the centre. And thirdly, separation occurs through the gentrification phenomenon of old centres bringing the upper middle classes back, entailing a rise in the price of land, and hence forcing those who used to live there – the working classes and lower middle class people – to leave. These separation phenomena undo the unity of the city by preventing it from absorbing social transformations and thereby creating a new society: the city links become progressively untied, strained and scattered far from the centre until they lose any attachment to it. Urbanization on the outskirts takes in the great majority of those who cannot live in the gentrified centres as well as those who do not want to live next door to minorities on the housing estates. This spreading out of the urban scene means that there is housing suitable for everyone – larger or smaller, attractive or less attractive, and convenient or not so convenient with regard to transport facilities.

The repositioning of areas, at local level, depends on the progression of globalization and global development: no European city has been succeeded by a “post-city” but instead there are heterogeneous territorial variants between the United States, Latin America, Africa, Europe, the Near East and the Far East. The globalization phenomenon occurs at the lower end of the social scale with a con-

centration of visible minorities and society's poor banished to certain districts, while at the higher end of the scale, there is gentrification of historical city centres by the new social class. Because of the admiration and almost mythical praise enjoyed by European cities we run the risk of forgetting that the future of the city does not only concern the "model" cities of Europe. Researchers talk of the "post-city", and the prevalence of shifting populations and they note that the ideal city, the Florentine or Venetian dream, is but a revered memory which leads us to transform entire historical city centres into tourist heritage sites.

What should the reaction of municipalities be when districts become segregated, when the population is dispersed, when there is blatant imitation of other city centres, and when there is a marked increase in the number of gentrified districts where there is no social mix but only residents who are socially accep-

able to each other? Are historical city centres going to become pristine museum-like pedestrian precincts where poor people and those from the suburbs are denied access?

The text of the 8 October 2003 Montreal Declaration, drafted at the 8th World Conference of Historical Cities, shows that the mayors of 61 prestigious cities of the League of Historical Cities, were aware of the risks of sustainability for their city and the League's Chairperson, Yorikane Masumoto, Mayor of Kyoto, stated: "It is our duty to ensure that our cities endure". So it is now up to the city authorities to devise a plan whereby the qualities of old districts mean not merely an investment in tourism but also a social, urban investment.

Brigitte COLIN
Urban Development Section
Division of Social Sciences
Research and Policy

Annexe 1**La Charte d'Athènes pour la Restauration des Monuments Historiques**

*Adoptée lors du premier congrès international
des architectes et techniciens des monuments historiques, Athènes 1931*

Sept résolutions importantes furent présentées au congrès d'Athènes et appelées « Carta del Restauro » :

- 1.** Des organisations internationales prodiguant des conseils et agissant à un niveau opérationnel dans le domaine de la restauration des monuments historiques doivent être créées.
- 2.** Les projets de restauration doivent être soumis à une critique éclairée pour éviter les erreurs entraînant la perte du caractère et des valeurs historiques des monuments.
- 3.** Dans chaque État, les problèmes relatifs à la conservation des sites historiques doivent être résolus par une législation nationale.
- 4.** Les sites archéologiques excavés ne faisant pas l'objet d'une restauration immédiate devraient être enfouis de nouveau pour assurer leur protection.
- 5.** Les techniques et matériaux modernes peuvent être utilisés pour les travaux de restauration.
- 6.** Les sites historiques doivent être protégés par un système de gardiennage strict.
- 7.** La protection du voisinage des sites historiques devrait faire l'objet d'une attention particulière.

Conclusions de la Conférence d'Athènes, 21-30 octobre 1931*Conclusions générales***I. Doctrines. Principes généraux**

La Conférence a entendu l'exposé des principes généraux et des doctrines concernant la protection des Monuments.

Quelle que soit la diversité des cas d'espèces dont chacun peut comporter une solution, elle a constaté que dans les divers États représentés prédomine une tendance générale à abandonner les restitutions intégrales et à en éviter les risques par l'institution d'un entretien régulier et permanent propre à assurer la conservation des édifices.

Au cas où une restauration apparaîtrait indispensable par suite de dégradations ou de destruction, elle recommande de respecter l'œuvre historique et artistique du passé, sans proscrire le style d'aucune époque.

La Conférence recommande de maintenir l'occupation des monuments qui assure la continuité de leur vie en les consacrant toutefois à des affectations qui respectent leur caractère historique ou artistique.

II. Administration et législation des monuments historiques

La Conférence a entendu l'exposé des législations dont le but est de protéger les monuments d'intérêt historique, artistique ou scientifique appartenant aux différentes nations.

Elle en a unanimement approuvé la tendance générale qui consacre en cette matière un certain droit de la collectivité vis-à-vis de la propriété privée.

Elle a constaté que les différences entre ces législations provenaient des difficultés de concilier le droit public et les droits des particuliers.

En conséquence, tout en approuvant la tendance générale de ces législations, elle estime qu'elles doivent être appropriées aux circonstances locales et à l'état de l'opinion publique, de façon à rencontrer le moins d'opposition possible, en tenant compte aux propriétaires des sacrifices qu'ils sont appelés à subir dans l'intérêt général.

Elle émet le vœu que dans chaque État l'autorité publique soit investie du pouvoir de prendre, en cas d'urgence, des mesures conservatoires.

Elle souhaite vivement que l'Office international des Musées publie un recueil et un tableau comparé des législations en vigueur dans les différents États et les tienne à jour.

III. La mise en valeur des monuments

La Conférence recommande de respecter, dans la construction des édifices le caractère et la physionomie des villes, surtout dans le voisinage des monuments anciens dont l'entourage doit être l'objet de soins particuliers. Même certains ensembles, certaines perspectives particulièrement pittoresques, doivent être préservés. Il y a lieu aussi d'étudier les plantations et ornements végétaux convenant à certains monuments ou ensembles de monuments pour leur conserver leur caractère ancien.

Elle recommande surtout la suppression de toute publicité, de toute présence abusive de poteaux ou fils télégraphiques, de toute industrie bruyante, même des hautes cheminées, dans le voisinage des monuments d'art ou d'histoire.

IV. Les matériaux de restauration

Les experts ont entendu diverses communications relatives à l'emploi des matériaux modernes pour la consolidation des édifices anciens.

Ils approuvent l'emploi judicieux de toutes les ressources de la technique moderne et plus spécialement du ciment armé.

Ils spécifient que ces moyens confortatifs doivent être dissimulés sauf impossibilité, afin de ne pas altérer l'aspect et le caractère de l'édifice à restaurer.

Ils les recommandent plus spécialement dans les cas où permettent d'éviter les risques de dépose et de repose des éléments à conserver.

V. Les dégradations des monuments

La Conférence constate que, dans les conditions de la vie moderne, les monuments du monde entier se trouvent de plus en plus menacés par les agents atmosphériques.

En dehors des précautions habituelles et des solutions heureuses obtenues dans la conservation de la statuaire

monumentale par les méthodes courantes, on ne saurait, étant donné la complexité des cas, dans l'état actuel des connaissances, formuler des règles générales.

La Conférence recommande :

1. La collaboration dans chaque pays des conservateurs de monuments et des architectes avec les représentants des sciences physiques, chimiques et naturelles, pour parvenir à des méthodes applicables aux cas différents.
2. Elle recommande à l'Office international des Musées de se tenir au courant des travaux entrepris dans chaque pays sur ces matières et leur faire une place dans ses publications.

La Conférence, en ce qui concerne la conservation de la sculpture monumentale, considère que l'enlèvement des œuvres du cadre pour lequel elles avaient été créées est « un principe » regrettable.

Elle recommande, à titre de précaution, la conservation, lorsqu'ils existent encore, des modèles originaux et à défaut, l'exécution de moulages.

V. La technique de la conservation

La Conférence constate avec satisfaction que les principes et les techniques exposés dans les diverses communications de détail s'inspirent d'une commune tendance, à savoir :

Lorsqu'il s'agit de ruines, une conservation scrupuleuse s'impose, avec remise en place des éléments originaux retrouvés (anastylose) chaque fois que le cas le permet ; les matériaux nouveaux nécessaires à cet effet devraient être toujours reconnaissables. Quand la conservation des ruines mises au jour au cours d'une fouille sera reconnue impossible, il est conseillé de les ensevelir à nouveau, après bien entendu avoir pris des relevés précis.

Il va sans dire que la technique et la conservation d'une fouille imposent la collaboration étroite de l'archéologue et de l'architecte.

Quant aux autres monuments, les experts ont été unanimement d'accord pour conseiller, avant toute consolidation ou restauration partielle, l'analyse scrupuleuse des maladies de ces monuments. Ils ont reconnu en fait que chaque cas constituait un cas d'espèce.

VI. La conservation des monuments et la collaboration internationale

a) Coopération technique et morale

La Conférence convaincue que la conservation du patrimoine artistique et archéologique de l'humanité intéresse la communauté des États, gardien de la civilisation :

Souhaite que les États, agissant dans l'esprit du Pacte de la Société des Nations, se prêtent une collaboration toujours plus étendue et plus concrète en vue de favoriser la conservation des monuments d'art et d'histoire ;

Estime hautement désirable que les institutions et groupements qualifiés puissent, sans porter aucunement atteinte au droit public international, manifester leur intérêt pour la sauvegarde de chefs-d'œuvre dans lesquels la civilisation s'est exprimée au plus haut degré et qui paraîtraient menacés ;

Émet le vœu que les requêtes à cet effet, soumises à l'organisation de Coopération intellectuelle de la Société des Nations, puissent être recommandées à la bienveillante attention des États.

Il appartiendrait à la Commission internationale de Coopération intellectuelle, après enquête de l'Office international des Musées et après avoir recueilli toute information utile, notamment auprès de la Commission nationale de Coopé-

ration intellectuelle intéressée, de se prononcer sur l'opportunité des démarches à entreprendre et sur la procédure à suivre dans chaque cas particulier.

Les membres de la Conférence, après avoir visité, au cours de leurs travaux et de la croisière d'études qu'ils ont pu faire à cette occasion, plusieurs parmi les principaux champs de fouilles et les monuments antiques de la Grèce, ont été unanimes à rendre hommage au gouvernement Hellénique qui, depuis de longues années, en même temps qu'il assurait lui-même des travaux considérables, a accepté la collaboration des archéologues et des spécialistes de tous les pays.

Ils y ont vu un exemple qui ne peut que contribuer à la réalisation des buts de coopération intellectuelle dont la nécessité leur était apparue au cours de leurs travaux.

b) Le rôle de l'éducation dans le respect des monuments

La Conférence, profondément convaincue que la meilleure garantie de conservation des monuments et œuvres d'art leur vient du respect et de l'attachement des peuples eux-mêmes.

Considérant que ces sentiments peuvent être grandement favorisés par une action appropriée des pouvoirs publics. Émet le vœu que les éducateurs habituent l'enfance et la jeunesse à s'abstenir de dégrader les monuments quels qu'ils soient, et leur apprennent à mieux s'intéresser, d'une manière générale, à la protection des témoignages de toute civilisation.

c) Utilité d'une documentation internationale

La Conférence émet le vœu que :

- 1.** Chaque État, ou les institutions créées ou reconnues compétentes à cet effet, publie un inventaire des monuments historiques nationaux, accompagné de photographies et de notices ;
- 2.** Chaque État constitue des archives où seront réunis tous les documents concernant ses monuments historiques ;
- 3.** Chaque État dépose à l'Office international des Musées ses publications ;
- 4.** L'Office consacre dans ses publications des articles relatifs aux procédés et aux méthodes générales de conservation des monuments historiques ;
- 5.** L'Office étudie la meilleure utilisation des renseignements ainsi centralisés.

Annexe 2

Charte Internationale sur la Conservation et la Restauration des Monuments et des Sites

*II^e Congrès international des architectes et des techniciens des monuments historiques,
Venise, 1964. Adoptée par ICOMOS en 1965.*

Chargées d'un message spirituel du passé, les œuvres monumentales des peuples demeurent dans la vie présente le témoignage vivant de leurs traditions séculaires. L'humanité, qui prend chaque jour conscience de l'unité des valeurs humaines, les considère comme un patrimoine commun, et, vis-à-vis des générations futures, se reconnaît solidairement responsable de leur sauvegarde. Elle se doit de les leur transmettre dans toute la richesse de leur authenticité.

Il est dès lors essentiel que les principes qui doivent présider à la conservation et à la restauration des monuments soient dégagés en commun et formulés sur un plan international, tout en laissant à chaque nation le soin d'en assurer l'application dans le cadre de sa propre culture et de ses traditions.

En donnant une première forme à ces principes fondamentaux, la **Charte d'Athènes de 1931** a contribué au développement d'un vaste mouvement international, qui s'est notamment traduit dans des documents nationaux, dans l'activité de l'ICOM et de l'UNESCO, et dans la création par cette dernière du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels. La sensibilité et l'esprit critique se sont portés sur des problèmes toujours plus complexes et plus nuancés ; aussi l'heure semble venue de réexaminer les principes de la Charte afin de les approfondir et d'en élargir la portée dans un nouveau document.

En conséquence, le II^e Congrès International des Architectes et des Techniciens des Monuments Historiques, réuni, à Venise du 25 au 31 mai 1964, a approuvé le texte suivant :

Définitions

Article 1.

La notion de monument historique comprend la création architecturale isolée aussi bien que le site urbain ou rural qui porte témoignage d'une civilisation particulière, d'une évolution significative ou d'un événement historique. Elle s'étend non seulement aux grandes créations mais aussi aux œuvres modestes qui ont acquis avec le temps une signification culturelle.

Article 2.

La conservation et la restauration des monuments constituent une discipline qui fait appel à toutes les sciences et à toutes les techniques qui peuvent contribuer à l'étude et à la sauvegarde du patrimoine monumental.

Article 3.

La conservation et la restauration des monuments visent à sauvegarder tout autant l'œuvre d'art que le témoin d'histoire.

Conservation

Article 4.

La conservation des monuments impose d'abord la permanence de leur entretien.

Article 5.

La conservation des monuments est toujours favorisée par l'affectation de ceux-ci à une fonction utile à la société ; une telle affectation est donc souhaitable mais elle ne peut altérer l'ordonnance ou le décor des édifices. C'est dans ces limites qu'il faut concevoir et que l'on peut autoriser les aménagements exigés par l'évolution des usages et des coutumes.

Article 6.

La conservation d'un monument implique celle d'un cadre à son échelle. Lorsque le cadre traditionnel subsiste, celui-ci sera conservé, et toute construction nouvelle, toute destruction et tout aménagement qui pourrait altérer les rapports de volumes et de couleurs seront proscrits.

Article 7.

Le monument est inséparable de l'histoire dont il est le témoin et du milieu où il se situe. En conséquence le déplacement de tout ou partie d'un monument ne peut être toléré que lorsque la sauvegarde du monument l'exige ou que des raisons d'un grand intérêt national ou international le justifient.

Article 8.

Les éléments de sculpture, de peinture ou de décoration qui font partie intégrante du monument ne peuvent en être séparés que lorsque cette mesure est la seule susceptible d'assurer leur conservation.

Restauration

Article 9.

La restauration est une opération qui doit garder un caractère exceptionnel. Elle a pour but de conserver et de révéler les valeurs esthétiques et historiques du monument et se fonde sur le respect de la substance ancienne et de documents authentiques. Elle s'arrête là où commence l'hypothèse, sur le plan des reconstitutions conjecturales, tout travail de complément reconnu indispensable pour raisons esthétiques ou techniques relève de la composition architecturale et portera la marque de notre temps. La restauration sera toujours précédée et accompagnée d'une étude archéologique et historique du monument.

Article 10.

Lorsque les techniques traditionnelles se révèlent inadéquates, la consolidation d'un monument peut être assurée en faisant appel à toutes les techniques modernes de conservation et de construction dont l'efficacité aura été démontrée par des données scientifiques et garantie par l'expérience.

Article 11.

Les apports valables de toutes les époques à l'édification d'un monument doivent être respectés, l'unité de style n'étant pas un but à atteindre au cours d'une restauration. Lorsqu'un édifice comporte plusieurs états superposés, le dégagement d'un état sous-jacent ne se justifie qu'exceptionnellement et à condition que les éléments enlevés ne présentent que peu d'intérêt, que la composition mise au jour constitue un témoignage de haute valeur historique, archéologique ou esthétique, et que son état de conservation soit jugé suffisant. Le jugement sur la valeur des éléments en question et la décision sur les éliminations à opérer ne peuvent dépendre du seul auteur du projet.

Article 12.

Les éléments destinés à remplacer les parties manquantes doivent s'intégrer harmonieusement à l'ensemble, tout en se distinguant des parties originales, afin que la restauration ne falsifie pas le document d'art et d'histoire.

Article 13.

Les adjonctions ne peuvent être tolérées que pour autant qu'elles respectent toutes les parties intéressantes de l'édifice, son cadre traditionnel, l'équilibre de sa composition et ses relations avec le milieu environnant.

Sites monumentaux**Article 14.**

Les sites monumentaux doivent faire l'objet de soins spéciaux afin de sauvegarder leur intégrité et d'assurer leur assainissement, leur aménagement et leur mise en valeur. Les travaux de conservation et de restauration qui y sont exécutés doivent s'inspirer des principes énoncés aux articles précédents.

Fouilles**Article 15.**

Les travaux de fouilles doivent s'exécuter conformément à des normes scientifiques et à la « Recommandation définissant les principes internationaux à appliquer en matière de fouilles archéologiques » adoptée par l'UNESCO en 1956.

L'aménagement des ruines et les mesures nécessaires à la conservation et à la protection permanente des éléments architecturaux et des objets découverts seront assurés. En outre, toutes initiatives seront prises en vue de faciliter la compréhension du monument mis au jour sans jamais en dénaturer la signification.

Tout travail de reconstruction devra cependant être exclu a priori, seule l'anastylose peut être envisagée, c'est-à-dire la recomposition des parties existantes mais démembrées. Les éléments d'intégration seront toujours reconnaissables et représenteront le minimum nécessaire pour assurer les conditions de conservation du monument et rétablir la continuité de ses formes.

Documentation et publication**Article 16.**

Les travaux de conservation, de restauration et de fouilles seront toujours accompagnés de la constitution d'une documentation précise sous forme de rapports analytiques et critiques illustrés de dessins et de photographies. Toutes les phases de travaux de dégagement, de consolidation, de recomposition et d'intégration, ainsi que les éléments techniques et formels identifiés au cours des travaux y seront consignés. Cette documentation sera déposée dans les archives d'un organisme public et mise à la disposition des chercheurs ; sa publication est recommandée.

Annexe 3

Charte internationale pour la sauvegarde des villes historiques

Adoptée par ICOMOS, octobre 1987

Préambule et définitions

Résultant d'un développement plus ou moins spontané ou d'un projet délibéré, toutes les villes du monde sont les expressions matérielles de la diversité des sociétés à travers l'histoire et sont de ce fait toutes historiques.

La présente charte concerne plus précisément les villes grandes ou petites et les centres ou quartiers historiques, avec leur environnement naturel ou bâti, qui, outre leur qualité de document historique, expriment les valeurs propres aux civilisations urbaines traditionnelles. Or, celles-ci sont menacées de dégradation, de destructuration voire de destruction, sous l'effet d'un mode d'urbanisation né à l'ère industrielle et qui atteint aujourd'hui universellement toutes les sociétés.

Face à cette situation souvent dramatique qui provoque des pertes irréversibles de caractère culturel et social et même économique, le Conseil International des Monuments et des Sites (ICOMOS) a estimé nécessaire de rédiger une « Charte internationale pour la sauvegarde des villes historiques ».

Complétant la « Charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites » (Venise, 1964), ce nouveau texte définit les principes et les objectifs, les méthodes et les instruments de l'action propre à sauvegarder la qualité des villes historiques, à favoriser l'harmonie de la vie individuelle et sociale et à perpétuer l'ensemble des biens, même modestes, qui constituent la mémoire de l'humanité.

Comme dans le texte de la Recommandation de l'UNESCO « concernant la sauvegarde des ensembles historiques ou traditionnels et leur rôle dans la vie contemporaine » (Varsovie-Nairobi, 1976), ainsi que dans différents autres instruments internationaux, on entend ici par « sauvegarde des villes historiques » les mesures nécessaires à leur protection, à leur conservation et à leur restauration ainsi qu'à leur développement cohérent et à leur adaptation harmonieuse à la vie contemporaine.

Principes et objectifs

- 1.** La sauvegarde des villes et quartiers historiques doit, pour être efficace, faire partie intégrante d'une politique cohérente de développement économique et social et être prise en compte dans les plans d'aménagement et d'urbanisme à tous les niveaux.
- 2.** Les valeurs à préserver sont le caractère historique de la ville et l'ensemble des éléments matériels et spirituels qui en exprime l'image, en particulier :
 - a) la forme urbaine définie par la trame et le parcellaire,
 - b) les relations entre les divers espaces urbains : espaces bâtis, espaces libres, espaces plantés,
 - c) la forme et l'aspect des édifices (intérieur et extérieur), tels qu'ils sont définis par leur structure, volume, style, échelle, matériaux, couleur et décoration,

- d) les relations de la ville avec son environnement naturel ou créé par l'homme,
- e) les vocations diverses de la ville acquises au cours de son histoire.

Toute atteinte à ces valeurs compromettrait l'authenticité de la ville historique.

3. La participation et l'implication des habitants de toute la ville sont indispensables au succès de la sauvegarde. Elles doivent donc être recherchées en toutes circonstances et favorisées par la nécessaire prise de conscience de toutes les générations. Il ne faut jamais oublier que la sauvegarde des villes et quartiers historiques concerne en premier leurs habitants.
4. Les interventions sur un quartier ou une ville historique doivent être menées avec prudence, méthode et rigueur, en évitant tout dogmatisme, mais en tenant compte des problèmes spécifiques à chaque cas particulier.

Méthodes et instruments

5. La planification de la sauvegarde des villes et quartiers historiques doit être précédée d'études pluridisciplinaires. Le plan de sauvegarde doit comprendre une analyse des données, notamment archéologiques, historiques, architecturales, techniques, sociologiques et économiques et doit définir les principales orientations et les modalités des actions à entreprendre au plan juridique, administratif et financier. Le plan de sauvegarde devra s'attacher à définir une articulation harmonieuse des quartiers historiques dans l'ensemble de la ville. Le plan de sauvegarde doit déterminer les bâtiments ou groupes de bâtiments à protéger particulièrement, à conserver dans certaines conditions et, dans des circonstances exceptionnelles à détruire. L'état des lieux avant toute intervention sera rigoureusement documenté. Le plan devrait bénéficier de l'adhésion des habitants.
6. Dans l'attente de l'adoption d'un plan de sauvegarde les actions nécessaires à la conservation doivent être prises, comme bien entendu pour la suite, dans le respect des principes et méthodes de la présente Charte et de la Charte de Venise.
7. La conservation des villes et des quartiers historiques implique un entretien permanent du bâti.
8. Les fonctions nouvelles et les réseaux d'infrastructure exigés par la vie contemporaine doivent être adaptés aux spécificités des villes historiques.
9. L'amélioration de l'habitat doit constituer un des objectifs fondamentaux de la sauvegarde.
10. Au cas où il serait nécessaire d'effectuer des transformations d'immeubles ou d'en construire des nouveaux, toute adjonction devra respecter l'organisation spatiale existante, notamment son parcellaire et son échelle, ainsi que l'imposent la qualité et la valeur d'ensemble des constructions existantes. L'introduction d'éléments de caractère contemporain, sous réserve de ne pas nuire à l'harmonie de l'ensemble, peut contribuer à son enrichissement.
11. Il importe de concourir à une meilleure connaissance du passé des villes historiques en favorisant les recherches de l'archéologie urbaine et la présentation appropriée de ses découvertes sans nuire à l'organisation générale du tissu urbain.
12. La circulation des véhicules doit être strictement réglementée à l'intérieur des villes ou des quartiers historiques ; les aires de stationnement devront être aménagées de manière à ne pas dégrader leur aspect ni celui de leur environnement.

- 13.** Les grands réseaux routiers, prévus dans le cadre de l'aménagement du territoire, ne doivent pas pénétrer dans les villes historiques mais seulement faciliter le trafic à l'approche de ces villes et en permettre un accès facile.
- 14.** Des mesures préventives contre les catastrophes naturelles et contre toutes les nuisances (notamment les pollutions et les vibrations) doivent être prises en faveur des villes historiques, tout aussi bien pour assurer la sauvegarde de leur patrimoine que la sécurité et le bien-être de leurs habitants. Les moyens mis en œuvre pour prévenir ou réparer les effets de toutes calamités doivent être adaptés au caractère spécifique des biens à sauvegarder.
- 15.** En vue d'assurer la participation et l'implication des habitants, une information générale commençant dès l'âge scolaire doit être mise en œuvre. L'action des associations de sauvegarde doit être favorisée et des mesures financières de nature à faciliter la conservation et la restauration du bâti doivent être prises.
- 16.** La sauvegarde exige que soit organisée une formation spécialisée à l'intention de toutes les professions concernées.

Annexe 4**Déclaration d'Istanbul sur les établissements humains
(Habitat II, 1996)**

- 1.** Nous, chefs d'État ou de gouvernement et chefs des délégations officielles des pays rassemblés à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) à Istanbul (Turquie) du 3 au 14 juin 1996, souscrivons à cette occasion aux objectifs universels qui consistent à garantir à tous un logement convenable et à rendre les établissements humains plus sûrs, plus salubres, plus vivables, plus équitables, plus durables et plus productifs. Dans les débats que nous avons consacrés aux deux thèmes principaux de la Conférence — un logement convenable pour tous, et le développement durable des établissements humains dans un monde de plus en plus urbanisé — nous nous sommes inspirés de la Charte des Nations Unies et notre but a été de réaffirmer les partenariats existants ou d'en établir de nouveaux pour entreprendre une action aux niveaux international, national et local afin d'améliorer notre cadre de vie. Nous nous engageons à respecter les objectifs, principes et recommandations contenus dans le Programme pour l'habitat et promettons de contribuer ensemble à l'application de celui-ci.
- 2.** Conscients de l'urgence du problème, nous avons constaté que la situation du logement et des établissements humains continuait de se détériorer. Or, les villes et les villages sont des centres de civilisation, facteurs de développement économique et de progrès social, culturel, spirituel et scientifique. Nous devons tirer parti des avantages qu'ils offrent et préserver leur diversité de façon à promouvoir la solidarité entre tous les peuples.
- 3.** Nous réaffirmons notre volonté résolue d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande pour l'humanité tout entière. Nous rappelons la première Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, tenue à Vancouver (Canada), l'Année internationale du logement des sans-abri et la Stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000, qui ont toutes contribué à mieux faire prendre conscience, au niveau mondial, des problèmes des établissements humains et de la nécessité de faire en sorte que chacun bénéficie d'un logement convenable. Grâce aux conférences mondiales organisées récemment par l'ONU, en particulier la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, nous disposons maintenant d'un programme détaillé pour l'instauration, dans des conditions d'équité, de la paix, de la justice et de la démocratie, programme fondé sur le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement — éléments interdépendants et complémentaires du développement durable. Nous nous sommes efforcés de tenir compte des résultats de ces conférences dans le Programme pour l'habitat.
- 4.** Pour améliorer la qualité de la vie dans les établissements humains, nous devons lutter contre la détérioration des conditions qui, dans la plupart des cas, et plus particulièrement dans les pays en développement, a atteint un seuil critique. À cette fin, nous devons nous attaquer de manière globale, entre autres, aux problèmes suivants : modes de consommation et de production non viables, en particulier dans les pays

industrialisés ; changements non viables de la structure et de la répartition de la population, la priorité étant donnée à l'examen de la tendance aux concentrations excessives ; situation des sans-abri ; accroissement de la pauvreté ; chômage ; exclusion sociale ; instabilité familiale ; insuffisance des ressources, des infrastructures et des services de base ; lacunes de la planification ; aggravation de l'insécurité et de la violence ; dégradation de l'environnement et vulnérabilité accrue aux catastrophes.

5. Les enjeux concernant les établissements humains ont une dimension mondiale, mais les divers pays et régions se heurtent aussi à des problèmes particuliers qui appellent des solutions particulières. Nous sommes conscients de la nécessité d'intensifier notre action et notre coopération en vue d'améliorer les conditions de vie dans les villes et villages de tous les pays du monde, en particulier les pays en développement, où la situation est particulièrement grave, ainsi que les pays en transition sur le plan économique. A cet égard, nous savons que la mondialisation de l'économie internationale présente pour le processus de développement des avantages et des inconvénients, ainsi que des risques et des incertitudes, et que l'adoption de mesures positives dans les domaines du financement du développement, de la dette extérieure, du commerce international et du transfert de technologie permettrait d'atteindre plus facilement les objectifs du Programme pour l'habitat. Il faut que nos villes soient des milieux où les êtres humains vivent et s'épanouissent dans la dignité, la santé, la sécurité, le bonheur et l'espoir.
6. Le développement des campagnes et celui des villes sont interdépendants. Aussi devons-nous non seulement améliorer l'habitat urbain, mais également nous attacher à doter les zones rurales d'une infrastructure adéquate, de services publics et de possibilités d'emploi afin de les rendre plus attrayantes, de constituer un réseau intégré d'établissements et de réduire au minimum l'exode rural. Une attention particulière doit être portée aux petites villes et aux villes moyennes.
7. Comme l'être humain est au centre des préoccupations relatives au développement durable, il est la raison d'être de l'action que nous mènerons pour appliquer le Programme pour l'habitat. Nous sommes conscients du fait que les femmes, les enfants et les jeunes ont tout particulièrement besoin de vivre dans de bonnes conditions de sécurité, d'hygiène et de stabilité. Nous redoublerons d'efforts pour éliminer la pauvreté et la discrimination, pour défendre et faire respecter tous les droits de l'homme et les libertés fondamentales pour tous et pour répondre aux besoins essentiels — éducation, nutrition, services de santé pendant toute l'existence et, en particulier, un logement convenable pour tous. À cette fin, nous nous engageons à améliorer les conditions de vie dans les établissements humains d'une façon qui soit adaptée aux réalités et besoins locaux et nous reconnaissons la nécessité de nous pencher sur les tendances globales dans les domaines économique, social et écologique pour permettre la création d'un cadre de vie meilleur pour tous. Nous garantirons aussi la participation pleine et entière, sur un pied d'égalité, de toutes les femmes et de tous les hommes à la vie politique, économique et sociale, ainsi que la participation effective des jeunes. Nous nous emploierons à faire en sorte que les handicapés aient pleinement accès aux politiques, programmes et projets liés au logement et au développement durable des établissements humains et à ce que ces politiques, programmes et projets répondent à un souci d'équité entre les sexes. Nous pensons plus particulièrement à cet égard à tous ceux qui vivent dans la pauvreté absolue — ils sont plus d'un milliard — ainsi qu'aux membres des groupes vulnérables et défavorisés visés dans le Programme pour l'habitat.

- 8.** Nous réaffirmons notre volonté d'assurer progressivement la pleine réalisation du droit à un logement convenable, prévu dans divers instruments internationaux. À cette fin, nous solliciterons la participation active de tous nos partenaires publics, privés et non gouvernementaux, à tous les niveaux, pour garantir à tous la sécurité juridique d'occupation, la protection contre la discrimination et l'égalité d'accès à un logement convenable et abordable.
- 9.** Nous nous emploierons à accroître l'offre de logements abordables, en faisant en sorte que les marchés fonctionnent efficacement et en tenant compte des intérêts de la collectivité et de la nécessité de protéger l'environnement, en facilitant l'accès à la terre et au crédit et en aidant ceux qui ne peuvent accéder au marché immobilier.
- 10.** Pour protéger l'environnement mondial et améliorer la qualité de la vie dans les établissements humains, nous nous engageons à respecter des modes durables de production, de consommation, de transport et de développement des établissements humains ; à prévenir la pollution ; à respecter la capacité limite des écosystèmes et à préserver les chances des générations futures. À cet égard, nous coopérerons dans un esprit de partenariat mondial en vue de conserver, de protéger et de rétablir la qualité et l'intégrité de l'écosystème terrestre. Etant donné la diversité des facteurs de dégradation de l'environnement mondial, nous réaffirmons le principe selon lequel les pays ont des responsabilités communes, mais différenciées. Nous savons également que nous devons agir d'une manière compatible avec le principe de précaution, appliqué largement selon la capacité de chacun. Nous devons aussi promouvoir des cadres de vie sains, grâce en particulier à l'approvisionnement en eau salubre, en quantité suffisante, et à une gestion efficace des déchets.
- 11.** Nous nous attacherons à promouvoir la conservation, la remise en état et l'entretien des bâtiments, monuments, espaces publics, paysages et modes d'habitat ayant une valeur historique, culturelle, architecturale, naturelle, religieuse ou spirituelle.
- 12.** Nous adoptons la stratégie de facilitation et les principes de partenariat et de participation, car il s'agit là de la manière la plus démocratique et la plus efficace de tenir nos engagements. Considérant que les autorités locales sont nos partenaires les plus proches et qu'elles ont un rôle essentiel à jouer dans la mise en œuvre du Programme pour l'habitat, nous devons, compte tenu du cadre juridique de chaque pays, promouvoir la décentralisation au profit d'autorités locales démocratiques et chercher à renforcer leurs capacités financières et institutionnelles compte tenu de la situation du pays considéré, tout en veillant à ce qu'elles agissent de manière transparente, qu'elles respectent le principe de l'obligation redditionnelle et qu'elles soient sensibilisées aux besoins de la population — qualités essentielles requises des pouvoirs publics à tous les niveaux. Nous accroîtrons aussi notre coopération avec les parlementaires, le secteur privé, les syndicats, les organisations non gouvernementales et les autres organismes de la société civile, en respectant pleinement leur autonomie. Nous renforcerons aussi le rôle joué par les femmes et nous encouragerons les entreprises du secteur privé à faire des investissements qui tiennent compte des intérêts de la collectivité et de la nécessité de respecter l'environnement. Sur le plan local, l'action devra être orientée et stimulée par des programmes locaux fondés sur l'Action 21, le Programme pour l'habitat ou tout autre programme équivalent, et tirer parti de l'expérience de coopération mondiale engagée à Istanbul par l'Assemblée mondiale des villes et des autorités locales, sans préjudice des politiques, objec-

tifs, priorités et programmes nationaux. La stratégie de facilitation prévoit que les gouvernements sont tenus d'appliquer, lorsqu'il y a lieu, des mesures spéciales à l'intention des membres de groupes défavorisés et vulnérables.

- 13.** Comme la mise en œuvre du Programme pour l'habitat exigera un financement adéquat, nous devons mobiliser des ressources financières aux niveaux national et international, y compris des ressources nouvelles et supplémentaires provenant de toutes sources — multilatérales et bilatérales, publiques et privées. À cet égard, nous devons faciliter le renforcement des capacités et encourager le transfert de technologie et de connaissances appropriées. En outre, nous réaffirmons les engagements pris lors de conférences des Nations Unies organisées récemment, en particulier ceux qui sont énoncés dans Action 21 au sujet du financement et du transfert de technologie.
- 14.** Nous pensons que, pour que le Programme pour l'habitat soit appliqué intégralement et efficacement, il faudra renforcer le rôle et les fonctions du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), qui devra axer ses efforts sur des objectifs et des stratégies bien définis et formulés de façon détaillée. A cette fin, nous nous engageons à contribuer à la bonne exécution du Programme pour l'habitat et de son plan d'action mondial. En ce qui concerne l'application du Programme pour l'habitat, nous sommes pleinement conscients de l'importance des plans d'action régionaux et nationaux mis au point à l'intention de la Conférence.
- 15.** Cette Conférence d'Istanbul ouvre une ère nouvelle de coopération, une ère de solidarité. À l'orée du *xxi*^e siècle, elle nous propose une conception positive de ce que doivent être des établissements humains durables, elle nous donne un sentiment d'espoir dans l'avenir de l'humanité et elle nous appelle à participer à une tâche qui mérite véritablement tous nos efforts : construire ensemble un monde où chacun pourra être assuré d'un foyer, avec la perspective de vivre dans la dignité, la santé, la sécurité, le bonheur et l'espoir.

Bibliographie

Ouvrages :

- AUDEFRY, J. et OTTOLINI, C. (dir.), *Vivre dans les centres historiques. Expériences et luttes des habitants pour rester dans les centres historiques*, Habitat International Coalition/Union des locataires italiens, document de travail n° 124, éd. Charles Léopold Mayer, 2001.
- AUDEFRY, J. et ORTIZ, E. (eds.), *Estrategias populares en los centros Historicos*, Habitat International Coalition/Unione Inquilini, Vol 1&2, 1998.
- BAILLY, A. et al. (eds.), *Socially Sustainable Cities: Principles and Practices*, Geneva, MOST/UNESCO, 2000.
- BAZIN, M. et GRANGE, A.-M. (dir.), *Les urbanistes et le patrimoine*, Cahiers de l'IAATEUR n°16, PUR, 2001.
- Désordres Urbains*, NAQD n°16, Revue d'études et de critique sociale, Printemps/Été 2002.
- La ville à trois vitesses*, Revue Esprit, mars 2004.
- PARENTEAU, R., CHAMPAGNE, L., *La conservation des quartiers historiques en Indochine*, ACCT-Karthala, Paris, 1997.

Articles :

- BIANCA, S., "Introduction: A Comprehensive Vision of Urban Rehabilitation", in *Historic Cities Support Programme: The Azhar Park Project in Cairo and the Conservation and Revitalisation of Darb al-Ahmar*, The Aga Khan Trust for Culture, 2001.
- BIANCA, S., "Conservation and Rehabilitation Projects for the Old City of Fez", in *Adaptive Reuse: Integrating Traditional Areas into the Modern Urban Fabric*, Margaret Bentley Sevcenko, (ed.), MIT Laboratory of Architecture and Planning, Cambridge, 1983.
- GRISÉ, C., *Hanoï et son patrimoine bâti. La sensibilisation comme stratégie de conservation*, Bulletin d'ICOMOS Canada, février 1999.
- HAMMOND, A., KASSEM, M., "Inner City Innovation: Gentrification in Medieval Cairo?", in *Medina Issue Thirteen Architecture, Interiors & Fine Arts*, British Virgin Islands: Medina Magazine, May-June 2000.
- MOULINE, S. (dir.), « Jama' al Fna. Entre art et bazar », Collection *Dialogues sur la Ville*, 2003.
- Idem, « Aït Iktel. La richesses des pauvres », Collection *Dialogues sur la Ville*, 2001.
- Idem, « Chefchaouen. Entre l'ordre urbain et le chaos », Collection *Dialogues sur la Ville*, 2000.
- SERAGELDIN, M., « Réhabilitation des centres historiques et exigences de la vie contemporaine », dans *Actes du Séminaire international UNESCO, développement urbain durable en zone côtière*, Mahdia, 21-24 mai 1999.
- ZILLMANN, K., FURMAN, C., "Revitalización de Barrios Historicos con Sensibilidad de Genero en Ciudades Puerto: Montevideo-Hamburgo", paper for *The International Conference Shelter and Revitalization of Old and Historic Urban Centres*, La Havane, Cuba, 1998.

La collection *Établissements humains et environnement socio-culturel* a été créée en 1976 par la Division des Établissements humains et de l'environnement socio-culturel du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO en partenariat avec le programme L'homme et la biosphère (MAB) du secteur des sciences naturelles et exactes. Elle s'adresse, entre autres, aux instituts de recherche et aux écoles d'architecture, d'urbanisme, et de géographie.

Les grandes orientations de cette collection correspondent aux thèmes suivants :

L'interaction individu-milieu ;

L'équilibre entre les zones rurales et urbaines ;

L'approche interdisciplinaire sur l'utilisation rationnelle des écosystèmes en relation avec une meilleure gestion de l'expansion des établissements humains ;

L'adéquation entre l'habitat traditionnel et les besoins et aspirations d'une population rurale qui a préservé son cadre de vie socio-culturel et environnemental ;

Les effets de l'accroissement des activités humaines sur l'environnement naturel ;

La corrélation entre la réussite des projets de réhabilitation urbaine et l'ensemble des conditions sociales, économiques et culturelles, qui lui sont favorables sur tous les plans de la vie sociale ;

L'impact du tourisme sur le développement des communautés traditionnelles et la préservation de l'environnement.